



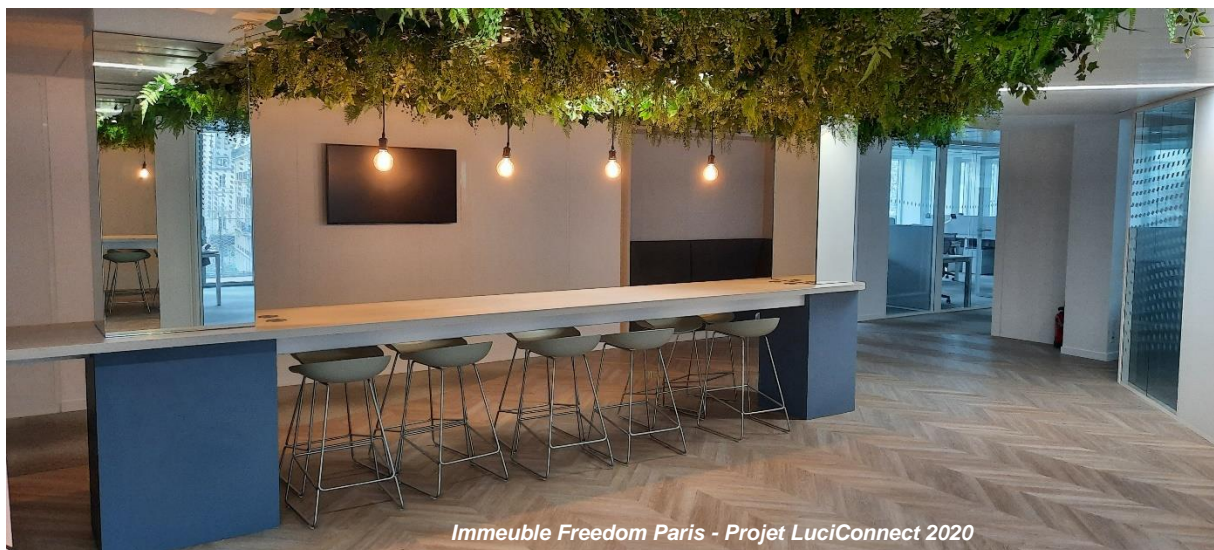
Rapport financier

ANNUEL

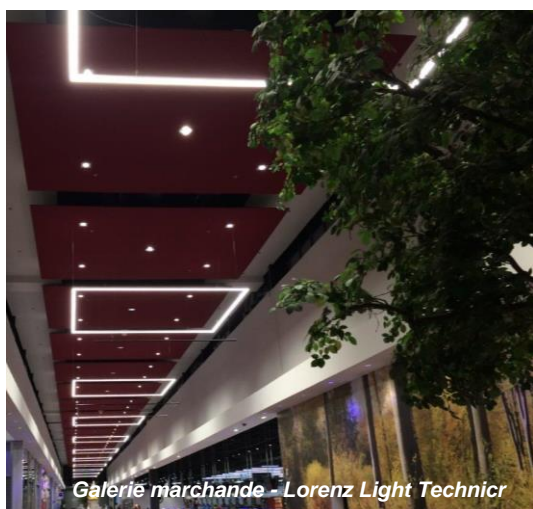
+

Période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2020

Nos + RÉALISATIONS



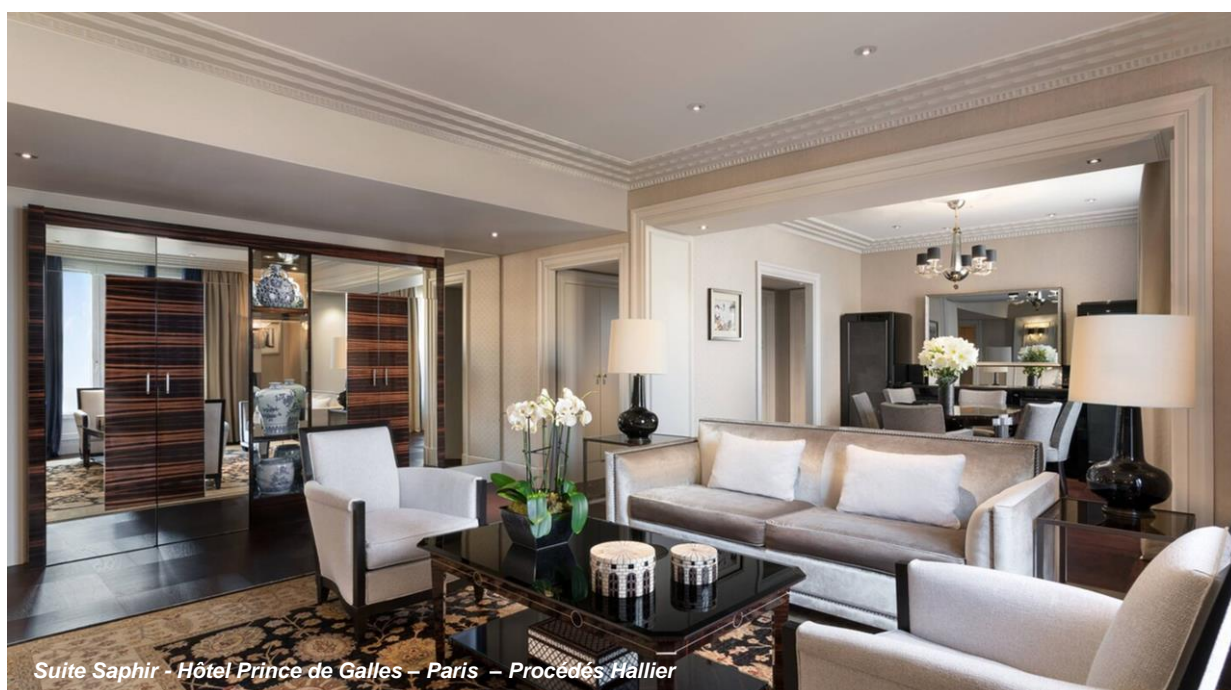
Immeuble Freedom Paris - Projet LuciConnect 2020



Galerie marchande - Lorenz Light Technic



Musée d'art contemporain - Lyon - Procédés Hallier



Suite Saphir - Hôtel Prince de Galles - Paris - Procédés Hallier

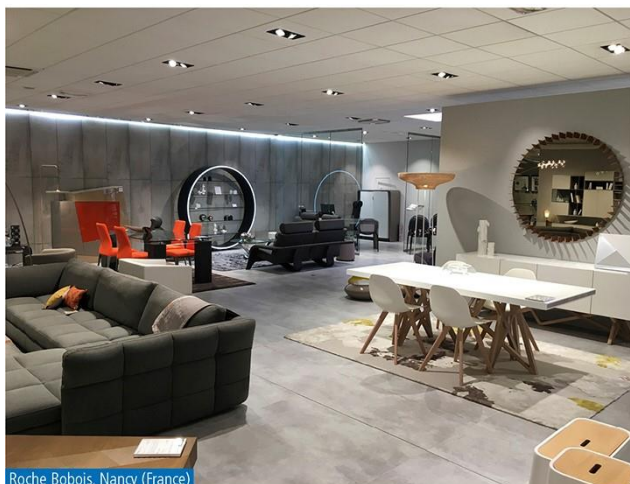


SOMMAIRE

1. Rapport de gestion.....	4
1. Présentation du groupe.....	5
2. Analyse et faits marquants du groupe Lucibel sur l'exercice écoulé.....	8
3. Analyse des résultats et de la situation financière du groupe Lucibel.....	14
4. Analyse des résultats et de la situation financière de la société.....	19
5. Evolution récente et perspectives.....	22
6. Filiales et participations.....	23
7. Proposition d'affectation du résultat.....	24
8. Conventions règlementées.....	24
9. Actionnariat de la société.....	25
10. Rapport sur le gouvernement d'entreprise.....	27
11. Autres informations.....	33
2. Comptes consolidés 2020	37
3. Comptes annuels 2020.....	79
4. Rapports du commissaire aux comptes	111
1. Rapport sur les comptes consolidés.....	112
2. Rapport sur les comptes annuels.....	117
3. Rapport sur les conventions réglementées.....	123

LUCIBEL SA

RAPPORT DE GESTION



LUCIBEL
Société anonyme
Au capital de 2.807.269 euros
Siège social : 101, allée des vergers - 76 360 BARENTIN
507 422 913 RCS Rouen
(la « Société »)

RAPPORT DE GESTION
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 30 JUIN 2021
SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Mesdames,
Messieurs les actionnaires,

Le présent rapport de gestion a été arrêté par le Conseil d'Administration du 8 avril 2021.

Nous vous avons réunis en assemblée générale ordinaire (« l'Assemblée ») conformément aux dispositions de la loi et des statuts de notre Société à l'effet de vous rendre compte de sa gestion au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels de cet exercice ainsi que les divers rapports prévus par la réglementation.

Les Commissaires aux Comptes vous donneront par ailleurs lecture de leurs rapports.

1. PRÉSENTATION DU GROUPE

Lucibel SA (« Lucibel » ou « la Société »), société mère du Groupe Lucibel, est une société anonyme française constituée en 2008 et ayant son siège social à Barentin (France).

Lucibel et ses filiales forment un Groupe dont la principale activité est la conception, fabrication et commercialisation de solutions d'éclairage innovantes fondées sur la technologie LED (*Light-Emitting Diode*, ou diode électroluminescente). Le Groupe Lucibel est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché professionnel pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les bureaux, les musées, les commerces et l'industrie.

ACTIVITÉ HISTORIQUE

L'activité du Groupe s'articule autour de plusieurs segments de marché.

1. Secteur tertiaire

Lucibel intervient sur le marché tertiaire avec une gamme de luminaires conçus en France et fabriqués en grande partie dans son usine de Barentin. Sur ce marché, la concurrence est forte et le Groupe a rapidement compris la nécessité de proposer des produits à plus forte valeur ajoutée intégrant de nouvelles fonctionnalités.

2. Secteur des musées

Procédés Hallier, société acquise fin 2013, est spécialisée dans l'éclairage de musées. En fournissant des produits haut de gamme, fabriqués à Montreuil (93) dans son propre atelier, Procédés Hallier bénéficie d'une très forte notoriété sur ce segment de marché. Procédés Hallier cherche à étendre son activité sur des secteurs connexes tels que les boutiques de luxe, qui ont les mêmes exigences que les musées sur la qualité de la lumière et le rendu des couleurs, et qui doivent répondre à des contraintes fortes pour l'intégration des luminaires dans le concept défini par la marque.

3. Secteur du commerce et de la grande distribution

Ce secteur est couvert par Lorenz Light Technic, société acquise par le Groupe en avril 2019 et qui intervient essentiellement auprès des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U). L'intérêt de cette approche est de permettre de toucher directement le décideur dans une approche client « final », ce qui permet de traiter des projets de taille plus significative et parfois, d'obtenir des compléments sur le projet (galerie marchande de l'hypermarché, parapharmacie, ...). Par ailleurs, Lorenz Light Technic propose à ses clients de mettre en place des solutions de financement pour leurs équipements.

4. Secteur du luminaire mobilier

Grâce à l'acquisition, en octobre 2018, de la société Confidence SAS, société spécialisée dans les luminaires sur pied et lampes de bureau, le Groupe a accès au segment de marché du « luminaire mobilier », moins concurrentiel que le segment "historique" de Lucibel du luminaire intégré au bâtiment. En effet, le design du produit est un élément décisif dans la décision d'achat de ces « objets éclairants », qui doivent allier technicité de l'éclairage et intégration dans l'environnement de travail.

AU-DELÀ DE L'ÉCLAIRAGE

Depuis plusieurs années, le Groupe a investi d'importants moyens financiers et a mobilisé de nombreuses ressources pour concevoir, développer et commercialiser des applications et services qui vont au-delà de l'éclairage. Lucibel est notamment pionnier dans les technologies de communication par la lumière.

1. Le LiFi : accéder à internet par la lumière

En septembre 2016, Lucibel a commercialisé la 1^{ère} solution industrialisée au monde de luminaires LiFi permettant d'accéder à internet par la lumière. Cette innovation, développée en partenariat avec l'entreprise écossaise pureLiFi, a déjà nécessité de nombreux investissements que le Groupe poursuit à la fois pour promouvoir la technologie auprès d'un nombre important de clients et pour proposer une solution encore plus performante sur le plan technique. Avec la mise sur le marché, en octobre 2018, de la 2^{ème} génération de luminaires LiFi, le groupe Lucibel a confirmé son avance dans la maîtrise de la technologie LiFi. Le Groupe est très impliqué dans le groupe de travail créé par l'IEEE qui doit définir la norme LiFi. En effet, c'est à l'issue de ce processus de normalisation, que les ventes de solutions LiFi vont connaître une forte progression, notamment par l'intégration dans les ordinateurs et smartphones de modules permettant de lire le signal LiFi. La clé LiFi, aujourd'hui indispensable pour se connecter, ne sera donc plus nécessaire et ouvrira au LiFi le marché des particuliers.

2. Le VLC : l'outil de géolocalisation intérieure le plus précis du marché

Lucibel est également présente dans la technologie VLC (Visible Light Communication), communication bas débit unidirectionnelle permettant une géolocalisation intérieure très précise et l'envoi de contenu contextualisé. Sur le segment de marché des commerces, le VLC offre un avantage décisif en permettant de fournir en temps réel, en boutique, à chaque client, des informations sur les stocks disponibles et les délais de livraison. Il permet également une vraie interactivité entre le client et l'enseigne, tout en maximisant le taux de transformation client.

3. Cronos : la lumière au service du bien-être et de l'efficacité

Lucibel a également développé une gamme de luminaires circadiens, c'est-à-dire capables de reproduire en intérieur le cycle de la lumière naturelle. En effet, des études récentes ont démontré qu'une exposition prolongée à la lumière artificielle avait un impact négatif sur notre santé car cela contribue à dérégler notre horloge biologique. Pour synchroniser le rythme circadien, qui régule de nombreuses fonctions physiologiques (cycle veille-sommeil, humeur, capacités de concentration et de mémorisation, appétit, ...), il faut donc reproduire, à l'intérieur des bâtiments, les conditions de la lumière naturelle, qui varie en couleur et en intensité tout au long de la journée.

Conçus en collaboration avec des médecins et chronobiologistes, les luminaires Cronos ont fait l'objet d'une étude clinique, menée par des médecins de l'Hôtel Dieu, à Paris, en novembre 2017, auprès de 70 collaborateurs de la société Nexity. Les résultats de cette étude, publiés en mai 2018, attestent de l'efficacité de ce dispositif. Pour plus de 3 utilisateurs sur 4, les bienfaits de cette solution se mesurent au niveau de la vigilance évaluée tout au long de la journée, de la performance à travers des tests cognitifs et de la qualité ressentie du sommeil. Le Groupe est convaincu de l'intérêt de cette solution qui peut parfaitement s'insérer dans les environnements tertiaires, scolaires ou dans les hôpitaux et cliniques. Cette solution présente également un intérêt pour tous les environnements dans lesquels la lumière naturelle n'est pas présente comme les galeries commerciales, les sites industriels, les entrepôts, Avec une offre de luminaires circadiens, Lucibel répond à de nouveaux besoins. C'est notamment grâce à ce dispositif innovant, qui apporte « plus que la lumière » que le Groupe a remporté l'appel d'offres pour le renouvellement des éclairages des agences de la Caisse d'Epargne.

4. LuciConnect : une nouvelle approche opérationnelle en phase avec les attentes du marché

LuciConnect est une nouvelle activité lancée par le Groupe début 2017, et qui propose à ses clients une solution clé en mains, intégrant l'ensemble des composants « du tableau électrique à l'éclairage ». Cette solution est maquetée, assemblée et testée sur le site industriel de Barentin en fonction du cahier des charges établi par le client et des contraintes techniques d'implantation. Les différents modules constitués sont ensuite livrés sur le site à la demande du client, en fonction de l'avancement de son chantier.

Cette solution présente trois avantages majeurs :

- elle élimine tout risque de vol ou de détérioration des matériels puisque, dès leur réception, les matériels peuvent être installés ;
- elle évite tout risque de non compatibilité des produits entre eux (éclairage/tableau électrique), puisque les configurations sont testées préalablement lors du prémontage ;
- enfin, elle permet également une optimisation dans l'organisation des chantiers en limitant le nombre d'intervenants.

LuciConnect propose une offre complexe sur des projets de taille significative (100 K€ minimum) avec des cycles de vente longs. La société a débuté sa prospection commerciale début 2017 et a déjà signé plusieurs projets significatifs qui comprennent la fourniture de luminaires Lucibel, mais aussi toute la prestation de programmation de la GTB (gestion technique du bâtiment), aidant ainsi les entreprises à se mettre en conformité avec les nouvelles normes techniques (RT2020). Le Groupe est convaincu que l'offre de LuciConnect permet une vraie différenciation par rapport aux acteurs intervenant dans l'éclairage tertiaire. Son approche consiste à accompagner le client sur l'ensemble de son projet, de la conception à l'installation, cette dernière étant notamment grandement facilitée par les tests préalables effectués sur les appareils et par la phase de « pré-connexion » du câblage et des différents appareils (armoires, coffrets, luminaires). Ainsi, les aléas liés à l'installation restent extrêmement limités et le client maîtrise mieux l'avancement de son chantier.

5. Lucibelle Paris (nouvelle dénomination de Line 5) : la lumière au service de la cosmétique

L'activité Lucibelle Paris, qui consiste à commercialiser, par un réseau de vente directe, des pads cosmétiques (permettant de traiter les rides et vergetures par la lumière LED) et capillaires, a atteint son seuil de rentabilité au cours de l'exercice 2018 et enregistre une forte croissance de son activité depuis son lancement en 2014. Structurée autour de 150 vendeurs à domicile indépendants (VDI), cette activité présente l'avantage de supporter des coûts ajustables en fonction du niveau d'activité. Lucibelle Paris commercialise également ses produits sur des salons spécialisés ce qui lui permet d'accroître sa base clients. Avec la crise sanitaire, Lucibelle Paris a également diversifié ses canaux de commercialisation et organise des événements « virtuels » sur internet au cours desquels les produits sont mis en avant. Ce canal très prometteur a permis à l'activité de Lucibelle Paris de bien résister sur 2020 malgré le contexte très défavorable.

Depuis le 3^{ème} trimestre 2018, Lucibelle Paris a décidé d'élargir son offre en proposant un luminaire d'aide à l'endormissement pour les particuliers. En s'appuyant sur les travaux menés avec les médecins et chercheurs pour la conception de Cronos, luminaire circadien, Lucibel a donc développé, pour le compte de Lucibelle Paris, un luminaire spécifique. L'exposition à ce luminaire, qui n'émet aucune lumière bleue, favorise la sécrétion de mélatonine, hormone du sommeil, et facilite l'endormissement naturel, tout en permettant une

meilleure qualité de sommeil. Ce produit, très complémentaire des produits cosmétiques et capillaires, génère des revenus additionnels.

Enfin, Lucibelle Paris commercialise, depuis mai 2019, un masque pour traiter, en une seule application, l'ensemble du visage. Ce produit est proposé aux particuliers par le biais du réseau de VDI mais aussi aux professionnels de la beauté et de la cosmétique. Avec plus de 7 000 professionnels identifiés dans ce secteur, le potentiel de commercialisation de ce produit est très important. Lucibelle Paris a d'ailleurs choisi de proposer un modèle locatif sur 24 mois afin de s'assurer une récurrence de revenus.

Au 31 décembre 2020, le Groupe Lucibel compte 71 collaborateurs (dont 48 employés salariés en France par la Société Lucibel SA) et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 10 198 K€ sur l'exercice 2020.

2. ACTIVITÉ ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

Les commentaires suivants portent sur l'activité du Groupe Lucibel et sont établis sur la base des comptes consolidés en normes françaises.

Pour les comptes 2019, le groupe Lucibel a décidé, en accord avec ses Commissaires aux Comptes et l'Autorité des Marchés Financiers, de présenter la contribution de sa filiale Cordel - mise en liquidation le 14 janvier 2020 - sur une ligne à part. De même, le passif net de cette filiale est présenté sur une ligne spécifique du bilan. Ainsi la comparaison de l'activité entre les deux exercices sur le même périmètre est possible.

2.1 Informations financières

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	10 198	13 551
Achats consommés	(5 494)	(7 651)
Marge sur achats consommés	4 704	5 900
en % du chiffre d'affaires	46,1%	43,5%
Charges externes	(2 861)	(2 947)
Charges de personnel	(3 908)	(4 111)
Impôts et taxes	(227)	(294)
Autres produits d'exploitation	640	828
Autres charges d'exploitation	(9)	(76)
Excédent brut d'exploitation	(1 662)	(700)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(449)	(997)
Résultat d'exploitation	(2 111)	(1 697)
Résultat financier	(38)	20
Résultat courant des sociétés intégrées	(2 149)	(1 677)
Résultat exceptionnel	(431)	(578)
Impôt sur les bénéfices	11	(91)
Résultat des activités destinées à être abandonnées (*)	-	(9 515)
Résultat net de l'ensemble consolidé	(2 569)	(11 861)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	-	(152)
Intérêts minoritaires	-	-
Résultat net	(2 569)	(12 013)
Résultat net par action	(0,18)	(0,85)
Résultat net dilué par action	(0,18)	(0,85)

(*) Compte tenu de la liquidation de Cordel intervenue début 2020, la contribution consolidée de Cordel au résultat du Groupe 2019 a été enregistrée sur la ligne « Résultat des activités destinées à être abandonnées ».

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS – en K€	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition	2 313	2 365
Immobilisations incorporelles	1 103	1 335
Immobilisations corporelles	541	657
Immobilisations financières	194	178
Total actif immobilisé	4 150	4 535
Stocks et en-cours	3 067	3 051
Clients et comptes rattachés	1 260	1 382
Autres créances et comptes de régularisation	1 467	2 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 514	1 960
Total actif circulant	8 308	8 992
TOTAL ACTIF	12 458	13 527

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	31/12/2020	31/12/2019
Capital	2 807	14 193
Primes liées au capital	523	42 784
Réserves de conversion groupe	(194)	(194)
Réserves et résultats accumulés	(1 734)	(53 470)
Total Capitaux propres	1 402	3 313
Intérêts hors groupe	(0)	-
Autres fonds propres	1 142	1 185
Provisions	467	454
Emprunts et dettes financières	3 663	1 899
Fournisseurs et comptes rattachés	1 843	2 053
Autres dettes et comptes de régularisation	3 942	4 500
Total Dettes	9 448	8 452
Passif net des activités destinées à être abandonnées (*)		123
TOTAL PASSIF	12 458	13 527

(*) Au 31 décembre 2019, les actifs et passifs de la société Cordel ont été reclassés en « Passif net des activités destinées à être abandonnées »

TABLEAU DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE

Données consolidées - En K€	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	(2 569)	(12 013)
Marge brute d'autofinancement (1)	(2 034)	(3 794)
Variation du BFR (2)	650	2 232
Flux net de trésorerie généré par l'activité (1+2)	(1 383)	(1 562)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(361)	2 521
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	2 299	(84)
Incidence des variations des cours de devises		1
Trésorerie des activités abandonnées		(508)
Variation de trésorerie nette	554	368
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>1 960</i>	<i>1 592</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>2 514</i>	<i>1 960</i>

2.2 Faits marquants de l'exercice

2.2.1 Activité du Groupe

CHIFFRE D'AFFAIRES 2020 CONSOLIDÉ DE 10,2 M€

Le groupe Lucibel avait débuté l'année 2020 sur une dynamique commerciale forte, avec un chiffre d'affaires cumulé à fin février de 2,9 M€, en hausse de 56% à périmètre constant par rapport aux deux premiers mois de 2019, et de 89% en intégrant le chiffre d'affaires réalisé par sa filiale Lorenz Light Technic, acquise par le Groupe début avril 2019.

Grâce à sa fabrication essentiellement française, réalisée sur ses sites de Montreuil (93) et Barentin (76), le groupe Lucibel a réussi, en début d'année 2020, à développer son activité dans tous ses segments de marché sans subir les tensions intervenues sur les approvisionnements en provenance d'Asie. Ainsi, jusqu'au 16 mars 2020, tous les clients du groupe Lucibel ont pu être servis avec réactivité, dans le cadre d'une continuité de service parfaitement assurée. La crise sanitaire et les mesures de confinement mises en place pour faire face à l'épidémie de COVID-19 ont brutalement interrompu cette dynamique commerciale.

Dans ce contexte, le groupe Lucibel a réalisé au titre de l'exercice 2020, un chiffre d'affaires de 10 198 K€, en baisse de 24,7 % par rapport à l'exercice 2019, qui s'explique essentiellement par l'arrêt total de l'activité pendant 2 mois et par une reprise plus lente de l'activité pour certaines filiales.

Ainsi, Procédés Hallier, spécialiste en éclairage muséographique, enregistre une baisse de son chiffre d'affaires annuel de 22% en raison de la fermeture des musées pendant une très grande partie de l'année 2020 et de l'arrêt complet des activités liées à l'évènementiel (expositions, salons, ...).

Lorenz Light Technic, filiale du Groupe qui intervient essentiellement dans le secteur de la grande distribution, a été contrainte de stopper totalement son activité pendant le premier confinement, compte tenu du report systématique des projets prévus, pendant cette période, dans les surfaces de vente. Dès septembre 2020, il est apparu que les acteurs de ce secteur ont donné la priorité à la construction et l'aménagement de points de retrait (« drive ») pour répondre à la demande forte de leur clientèle. Dans ce contexte, les investissements liés à l'éclairage des points de vente ont été différés à 2021, voire 2022, impactant directement le chiffre d'affaires 2020 de Lorenz Light Technic.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

La perte d'exploitation du groupe Lucibel s'élève à 2 111 K€ en 2020 contre une perte d'exploitation de 1 697 K€ sur l'exercice précédent.

En dépit des efforts significatifs faits par le Groupe pour améliorer son taux de marge brute et maîtriser ses charges d'exploitation, ceux-ci n'ont pas permis de compenser l'impact de la baisse d'activité enregistrée sur l'exercice 2020, et notamment les deux mois d'arrêt complet de l'activité de toutes les entités du Groupe.

RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DESTINÉES A ETRE ABANDONNÉES

Pour les comptes 2019, la ligne « *Résultat des activités destinées à être abandonnées* » regroupe la perte de Cordel ainsi que l'ensemble des dépréciations comptables, sans impact sur la trésorerie, des actifs liés à Cordel (écart d'acquisition, marque, base clients, estimation des actifs et notamment des stocks en valeur liquidative) et permet d'isoler, dans les comptes 2019, l'impact de la sortie de Cordel en 2020 du Groupe.

RÉSULTAT NET

Après prise en compte du résultat financier et du résultat exceptionnel constitué essentiellement de coûts de restructuration, d'une plus-value de déconsolidation sur Cordel (127 K€) et de charges exceptionnelles sur les exercices antérieurs, la perte nette du Groupe s'établit à 2 569 K€.

BILAN

Au 31 décembre 2020, les capitaux propres consolidés s'élèvent à 1,4 M€. Compte tenu d'une trésorerie brute disponible de 2,5 M€ au 31 décembre 2020, l'endettement financier net du Groupe s'élève à 2,3 M€, ce qui représente 163% des capitaux propres consolidés au 31 décembre 2020.

Le Groupe n'ayant pas respecté les covenants bancaires définis dans le cadre d'un emprunt (résultat d'exploitation positif sur l'exercice, ratio [dettes financières nettes/fonds propres] >0,5) et capitaux propres consolidés supérieurs à 10 M€), il a adressé à la banque CIC, une demande de ne pas mettre en application la clause de remboursement anticipé attachée à ce bris de covenant, demande qui a été accordée par l'établissement avant la clôture de l'exercice.

2.2.2 Liquidation de la société Cordel, filiale de la Société

Au cours du 1^{er} semestre 2020, la structure du Groupe Lucibel a été modifiée avec la sortie du périmètre de consolidation de Cordel, filiale détenue à 100 % et spécialisée dans l'éclairage de commerces. Depuis plusieurs mois, cette filiale était confrontée à d'importantes difficultés opérationnelles et à une baisse structurelle de ces ventes. Début 2020, le Conseil d'administration de Lucibel a décidé de cesser son soutien financier à sa filiale ce qui a entraîné une déclaration de cessation des paiements auprès du Tribunal de Commerce de Rouen. Compte tenu des éléments portés à sa connaissance, le Tribunal a décidé, dans un jugement rendu le 14 janvier 2020, la liquidation directe de Cordel. L'impact dans les comptes de la Société a été pris en compte au 31 décembre 2019 avec une provision à 100 % des titres (lesquels étaient déjà en grande partie provisionnés) et des créances sur cette filiale.

2.2.3 Crise sanitaire de la COVID 19

Dès l'annonce des mesures de confinement par le gouvernement le 16 mars 2020, le Groupe a décidé de recourir au dispositif de chômage partiel pour la quasi-totalité de son personnel. En effet, la crise du Covid-19 a eu un impact immédiat sur les clients du Groupe qui ont différé leurs nouvelles commandes. Les autorisations ont été accordées par les DIRECCTE concernées pour les trois sociétés Lucibel SA, Lorenz Light Technic et Procédés Hallier, et ont été renouvelées jusqu'au 31 décembre 2020.

Lucibel SA a repris partiellement son activité sur son site de Barentin à compter du 14 avril 2020 afin de servir certaines commandes clients et a élargi progressivement son activité à compter du 11 mai 2020. En revanche, Procédés Hallier et Lorenz Light Technic n'ont repris leur activité qu'à compter du 11 mai 2020 et ont eu recours ponctuellement au chômage partiel afin de s'adapter au volume d'activité.

Par ailleurs, le Groupe a activé l'ensemble des dispositifs mis en place au bénéfice des entreprises : report d'échéances bancaires pendant 6 mois, report (à l'initiative de la région Normandie) des remboursements des avances consenties à Lucibel, report de paiement des charges sociales, négociation de Prêts de trésorerie Garantis par l'Etat (PGE). Le Groupe a ainsi obtenu l'accord de plusieurs banques pour la mise en place de PGE à hauteur de 2,1 M€.

2.2.4 Licenciement économique de 9 personnes sur l'entité Lucibel SA

Afin d'adapter sa structure à son activité, le Groupe a décidé d'initier le licenciement économique de 9 salariés de la société Lucibel SA. En effet, compte tenu du contexte, le Groupe a décidé de ne pas maintenir d'activité Retail au sein de Lucibel et de traiter le segment de marché des commerces uniquement au sein de sa filiale Lorenz Light Technic qui intervient déjà auprès des acteurs de la grande distribution. Le Groupe a également décidé de fermer son bureau d'Olivet dans un souci de rationalisation de ses fonctions support.

2.2.5 Attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR)

Faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 25 juin 2019, aux termes de sa 8^{ème} résolution, la Société a décidé de procéder à une attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR). Le 30 juillet 2020, chaque actionnaire de LUCIBEL a reçu gratuitement un BSAR par action détenue. Sur la base du capital de la Société à cette date, 14 193 496 BSAR ont été émis.

Quatre BSAR permettent de souscrire à une action nouvelle LUCIBEL au prix d'exercice par action de 1 €, soit la création potentielle (en cas d'exercice de la totalité des BSAR) de 3 548 374 actions nouvelles correspondant à une augmentation de capital théorique maximale de 3 548 374 €.

Les 14 193 496 BSAR ont fait l'objet d'une demande d'admission à la cote sur le marché Euronext Growth Paris et sont cotés depuis le 28 juillet 2020 sur une ligne spécifique et intitulés « BSAR » (ISIN : FR0013525953).

La durée de vie des BSAR est fixée à vingt-quatre mois à compter de leur attribution, soit jusqu'au 29 juillet 2022 inclus.

En fonction de l'évolution du cours de l'action, la Société pourra procéder au remboursement des BSAR attribués et encore en circulation, à un prix unitaire de 0,01 euro, si la moyenne du cours de clôture de l'action LUCIBEL (pondérée par les volumes de transaction de l'action LUCIBEL) calculée sur dix jours de bourse consécutifs excède de 20% le prix d'exercice de 1 euro, soit 1,2 euro (cf. modalités détaillées présentées dans l'annexe 1 du communiqué de presse du 24 juillet 2020).

Au 31 décembre 2020, 2 771 864 BSAR ont été exercés donnant lieu à la création de 692 966 actions nouvelles, soit une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 692 966€.

2.3 Périmètre de consolidation

La mise en liquidation judiciaire de la société Cordel, prononcée le 14 janvier 2020, a entraîné la perte du contrôle de cette filiale détenue par Lucibel SA. En conséquence, les titres Cordel ont fait l'objet d'une déconsolidation au 1^{er} janvier 2020 : ils sont sortis du périmètre du Groupe et ont été repris à l'actif pour la quote-part de capitaux propres qu'ils représentaient au 1^{er} janvier 2020, c'est-à-dire une valeur nulle. Au 31 décembre 2020, les titres Cordel sont dépréciés en totalité ainsi que le compte courant Cordel débiteur détenu par Lucibel SA.

Au 31 décembre 2020, le périmètre de consolidation du Groupe comprend désormais 7 filiales, contrôlées à 100% par Lucibel SA à l'exception de Lucibel Africa (Maroc). Parmi les filiales, trois sont en sommeil (Lucibel Asia, Lucibel Suisse et Diligent Factory). Lucibel Benelux a été liquidée à la fin de l'exercice 2019 et Cordel est en cours de liquidation. Le Groupe comprend également deux entités mises en équivalence, SLMS et Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis).

Le détail des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation au 31 décembre 2020 est indiqué dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés.

3. ANALYSE DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE

3.1 Compte de résultat consolidé

Analyse de la performance opérationnelle du Groupe

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires du Groupe s'élève à 10 197 K€ sur l'année 2020, contre 13 551 K€ en 2019.

L'analyse du chiffre d'affaires selon la zone géographique des clients facturés s'établit comme suit :

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2020	31/12/2019
Echéance	9 502	12 585
Europe et reste du monde	696	966
Total	10 198	13 551
Part du CA réalisé avec des clients internationaux	6,8%	7,1%

La part du chiffre d'affaires réalisée auprès de clients internationaux diminue par rapport à l'exercice précédent et représente 6,8% du chiffre d'affaires total ce qui traduit le désengagement du Groupe sur les activités à l'étranger.

MARGE SUR ACHATS CONSOMMÉS

Le tableau ci-dessous présente l'évolution du taux de marge sur achats consommés.

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	10 198	13 551
Achats consommés	(5 494)	(7 651)
Marge sur achats consommés	4 704	5 900
en % du CA	46,1%	43,5%

La marge sur achats consommés au 31 décembre 2020 s'établit à 4 704 K€ contre 5 900 K€ en 2019. En dépit du contexte économique, le Groupe est parvenu à améliorer de façon significative son taux de marge brute, qui passe de 43,5% du chiffre d'affaires en 2019 à 46,1% sur l'exercice 2020.

Cette évolution s'explique par les efforts d'optimisation continue des coûts de fabrication sur les sites de Barentin et Montreuil, et par la bonne tenue, sur le marché, des prix des produits de Lucibel, malgré une pression concurrentielle forte.

En effet, depuis la crise sanitaire, Lucibel ressent que le « Made in France » est mieux valorisé par les clients, ce qui conforte le Groupe dans sa décision stratégique, prise en 2014, de relocaliser en France l'assemblage de ses produits.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	10 198	13 551
Autres produits d'exploitation	640	828
Achats consommés	(5 494)	(7 651)
Charges externes	(2 861)	(2 947)
Charges de personnel	(3 908)	(4 111)
Impôts et taxes	(227)	(294)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	(449)	(997)
Autres charges d'exploitation	(9)	(76)
Résultat d'exploitation	(2 111)	(1 697)

Pour l'exercice 2020, la perte d'exploitation s'élève à 2 111 K€ contre une perte de 1 697 K€ sur l'exercice précédent. Cette dégradation s'explique essentiellement par la baisse d'activité et la diminution du chiffre d'affaires associée.

En effet, au-delà de l'amélioration du taux de marge brute, il convient de souligner les efforts du Groupe pour maîtriser ses charges d'exploitation, dans un contexte économique particulièrement dégradé :

- Les charges externes baissent d'environ 3 % entre 2019 et 2020, avec une évolution très contrastée des différents postes qui les composent, certaines charges augmentant fortement (locations immobilières) et d'autres diminuant sensiblement en raison de la baisse d'activité (frais de transport et de déplacement, ...)
- Les charges de personnel ont diminué de 5% entre les deux exercices. Cette baisse s'explique en partie par les mesures de chômage partiel mises en place par le Groupe pour faire face à la baisse d'activité et par les économies liées au plan de licenciements économiques portant sur 9 salariés et mis en œuvre à la fin du 1^{er} semestre 2020.

3.2 Bilan consolidé

Au 31 décembre 2020, le total du bilan consolidé s'établit à 12 458 K€ contre 13 527 K€ au 31 décembre 2019.

ACTIF IMMOBILISÉ

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition	2 313	2 365
Immobilisations incorporelles	1 103	1 335
Immobilisations corporelles	541	657
Immobilisations financières	194	178
Total actif immobilisé	4 150	4 535

La variation d'écart d'acquisition enregistrée sur l'exercice correspond à la réduction du 3^{ème} complément de prix versé dans le cadre de l'acquisition de Lorenz Light Technic, qui se retrouve minoré par rapport aux estimations faites fin 2019.

ACTIF CIRCULANT

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Stocks et en-cours	3 067	3 051
Clients et comptes rattachés	1 260	1 382
Autres créances et comptes de régularisation	1 467	2 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 514	1 960
Total actif circulant	8 308	8 992

Le niveau des stocks reste stable entre les deux exercices.

L'évolution du poste « *Clients et comptes rattachés* » est en adéquation avec celle de l'activité.

La trésorerie à la clôture s'élève à 2 514 K€. Les besoins de trésorerie de l'exercice ont été couverts par les Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 2,1 M€ et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de capital résultant de l'exercice des bons de souscription d'actions remboursables, pour un montant net de 659 K€.

CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les capitaux propres du Groupe s'établissent à 1 402 K€ au 31 décembre 2020, à comparer à des capitaux propres de 3 313 K€ au 31 décembre 2019.

La variation des capitaux propres consolidés sur l'exercice 2020 intègre notamment la perte nette de la période à hauteur de 2 569 K€.

DETTES

Le total de l'endettement consolidé au 31 décembre 2020 s'établit à 9 448 K€ contre 8 452 K€ au 31 décembre 2019 et se décompose de la façon suivante :

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts et dettes financières	3 663	1 899
Fournisseurs et comptes rattachés	1 843	2 053
Autres dettes et comptes de régularisation	3 942	4 500
Total Dettes	9 448	8 452

L'évolution du poste « *Emprunts et dettes financières* » au cours de l'exercice est liée :

- aux remboursements des échéances d'emprunts et dettes financières pour 331 K€ ;
- la souscription des Prêts Garantis par l'Etat à hauteur de 2,1 M€.

Au 31 décembre 2020, le Groupe disposait également d'avances conditionnées pour un montant de 1 142 K€. L'échéancier de ces dettes et emprunts figure en notes 25 et 27 de l'annexe aux comptes consolidés.

3.3 Liquidités et ressources en capital

La variation nette de trésorerie sur l'exercice est présentée dans les informations financières reprises en début de rapport.

Sur l'exercice 2020, l'insuffisance d'autofinancement s'élève à 2 034 K€ et s'explique par les pertes réalisées sur l'exercice. La variation du besoin en fonds de roulement (BFR) est détaillée ci-dessous :

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Variation des stocks	(16)	2 330
Variation des créances clients	(45)	1 755
Variation des dettes fournisseurs	336	(1 248)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	375	(605)
Variation du besoin en fonds de roulement	650	2 232

La variation du BFR a eu un impact positif sur les besoins de trésorerie liés à l'exploitation. Les stocks et les créances clients ont mobilisé davantage de trésorerie mais ces besoins ont été largement compensés par les financements apportés par les fournisseurs qui ont augmenté entre les deux exercices. La variation des autres actifs et passifs opérationnels a également eu une incidence positive sur le besoin de trésorerie de l'exercice. Le remboursement du Crédit Impôt Recherche 2019 en début d'exercice 2020 et les reports de charges sociales dont a bénéficié le Groupe expliquent en grande partie cette évolution.

3.4 Activité en matière de recherche et développement

L'innovation est un des axes majeurs de développement et de différenciation du Groupe.

Les équipes en charge du développement des produits, basées sur le site de Barentin, ont orienté leurs travaux autour des trois axes majeurs suivants :

- l'innovation technique : Lucibel assure une veille permanente sur l'arrivée de nouveaux matériaux, composants, puces LED et sous-ensembles proposés par les fabricants, avec l'objectif d'améliorer sans cesse les performances de ses produits en intégrant ou développant des technologies pertinentes pour faire face aux enjeux critiques de l'éclairage SSL (efficacité énergétique, réflexion et diffraction optique, dissipation thermique, stabilité de l'alimentation et de l'électronique embarquée...) ;
- l'innovation produit : les multiples possibilités de fonctionnalités offertes par le monde de l'électronique ouvrent autant de pistes de nouvelles applications de l'éclairage, dépassant la simple fonction de diffusion de la lumière et d'éclairage dans un lieu d'activité pour favoriser de nouveaux usages et bénéfices pour les clients ;
- la protection de la propriété intellectuelle de Lucibel et son extension.

En 2020, les équipes de recherche et développement de la Société ont poursuivi les développements dans les domaines :

- de la transmission de l'information par la lumière en exploitant notamment la technologie LiFi ;
- de l'éclairage avec la mise au point de produits d'éclairage circadien ;
- de la cosmétique et du bien-être avec la mise au point de produits destinés à ce segment de marché.

Au 31 décembre 2020, le portefeuille de propriété intellectuelle du Groupe comprend 37 familles de brevet assurant la protection de plusieurs technologies développées par LUCIBEL relatives au LiFi, à la photobiomodulation ainsi qu'à des configurations techniques de luminaires.

Parmi ces 37 familles, au moins 3 familles de brevets comprennent des membres à l'international, notamment à travers des extensions aux USA et en Europe qui sont actuellement en cours de procédure devant les offices nationaux compétents.

Par ailleurs, plus de la moitié de ces 37 familles comprennent au moins un titre délivré, c'est-à-dire dont la délivrance a été accordée par au moins un office national.

4. ANALYSE DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ

Les données et commentaires présentés ci-après sont issus des comptes annuels de la Société.

4.1 Chiffres clés sociaux

Données du compte de résultat et du bilan (en K€)	2020	2019
Chiffre d'affaires	6 307	8 594
Résultat exploitation	(2 805)	(3 151)
Résultats financier et exceptionnel	2 391	(2 368)
Impôts sur les bénéfices	399	345
Résultat net	(15)	(5 175)
Endettement financier net (*)	(1 068)	(280)
Trésorerie	454	455
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (*)	(1 522)	(735)
Capitaux propres	3 490	2 838
dont Capital social	2 807	14 193

(*) hors Avance de la Région Normandie comptabilisée au poste « Autres fonds propres » du bilan, et hors comptes courants intragroupe

4.2 Analyse des résultats de la Société

Lucibel a enregistré en 2020 un chiffre d'affaires de 6 307 K€, en net recul par rapport à l'exercice précédent (-26,6%), la crise sanitaire ayant eu un impact significatif sur l'activité. Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires. La Société reconnaît le chiffre d'affaires à la livraison des produits.

En 2020, la pression concurrentielle s'est accentuée et a pesé sur le niveau de marge brute qui s'inscrit en baisse par rapport à l'exercice précédent, à 40,8% du chiffre d'affaires contre 48,1% l'année dernière.

Malgré la mise en œuvre de certaines actions pour réduire les charges d'exploitation, celles-ci n'ont pas été suffisantes pour compenser la baisse d'activité et la Société a enregistré une perte d'exploitation de 2 805 K€ sur l'exercice 2020 contre une perte de 3 151 K€ en 2019.

Les charges d'exploitation ont diminué de 2 733 K€ entre 2019 et 2020 et s'élèvent à 9 564 K€ sur l'exercice. Les principales évolutions sont les suivantes :

- **Baisse des achats de produits et composants** dont le montant s'établit sur l'exercice 2020 à 3 733 K€ contre 4 454 K€ en 2019, mais cette baisse est à mettre en perspective avec la baisse d'activité. Cette baisse, moins significative que celle du chiffre d'affaires (16% contre 27%) a un impact sur la rentabilité de la Société.
- **Le poste « Autres achats et charges externes »** diminue de 14% entre les deux exercices et s'établit à 2 346 K€, contre 2 722 K€ en 2019. Certaines hausses (loyers, études, ...) ont été compensées par des baisses liées à des renégociations de contrats ou par des dépenses moindres en raison de la baisse d'activité (frais de transport et de déplacement).
- **Les charges de personnel** ont fortement diminué entre les deux exercices et passent de 3 809 K€ en 2019 à 2 921 K€ en 2020. Le recours au chômage partiel et la mise en place d'un plan de licenciement de 9 salariés expliquent cette évolution.

- **Baisse très nette des dotations aux amortissements et provisions nettes des reprises** qui s'élèvent sur l'exercice écoulé à 375 K€ contre 1 004 K€ sur la même période en 2019. La diminution s'explique surtout par des dotations nettes des reprises aux provisions sur actifs circulants (stocks et créances) moins importantes que sur l'exercice 2020.

Après prise en compte du résultat financier de 2 960 K€ qui intègre une remontée de dividendes de la filiale Procédés Hallier de 3 M€ et de la perte exceptionnelle de 569 K€ (cf. notes 24 et 25 de l'annexe aux comptes sociaux de la Société), la Société enregistre sur l'exercice 2020 une perte nette de 15 K€, contre une perte de 5 175 K€ en 2019.

4.3 Situation financière de la Société

Au 31 décembre 2020, le total du bilan s'établit à 15 534 K€ contre 16 292 K€ au 31 décembre 2019.

Il comporte, à l'actif, des actifs immobilisés à hauteur de 9 252 K€ contre 9 561 K€ au 31 décembre 2019 et des actifs circulants dont la valeur nette s'établit à 6 282 K€ au 31 décembre 2020 contre 6 732 K€ au 31 décembre 2019.

Les actifs immobilisés sont principalement constitués :

- **d'immobilisations incorporelles** dont la valeur nette au 31 décembre 2020 est de 712 K€ contre 888 K€ au 31 décembre 2019 ;
- **d'immobilisations financières** correspondant essentiellement à la valeur des titres de participation et des créances rattachées aux participations de la Société. La valeur nette du poste « Immobilisations financières » au 31 décembre 2020 s'élève à 8 183 K€ contre 8 219 K€ au 31 décembre 2019.

Les actifs circulants sont composés essentiellement :

- **des stocks** pour une valeur nette de 1 920 K€ au 31 décembre 2020 contre 1 984 K€ au 31 décembre 2019 ;
- **du poste « Clients et comptes rattachés »** qui s'élève à 542 K€ au 31 décembre 2020 contre 463 K€ au 31 décembre 2019 ;
- **du poste « Autres créances »** qui s'établit à 3 237 K€ au 31 décembre 2020 contre 3 654 K€ au 31 décembre 2019 et qui intègre la valeur des divers crédits d'impôts déclarés par la Société au titre des exercices précédents ainsi que des retenues de garantie constituées dans le cadre du contrat d'affacturage de la Société ;
- **et enfin, du poste « Valeurs mobilières de placement et disponibilités »** pour 454 K€ contre 455 K€ au 31 décembre 2019.

Au passif, les capitaux propres de la Société au 31 décembre 2020 s'élèvent à 3 490 K€ contre des capitaux propres de 2 838 K€ au 31 décembre 2019. Ils comprennent un capital social de 2 807 K€. La variation du poste « *Capitaux propres* » sur l'exercice écoulé intègre l'incidence de la perte nette enregistrée sur 2020 à hauteur de 15 K€.

Les autres postes de passif s'élèvent à 12 043 K€ au 31 décembre 2019 contre 13 454 K€ au 31 décembre 2019. Les principales variations constatées sur l'exercice écoulé portent sur les postes suivants :

- **Autres fonds propres** présentant un solde de 1 142 K€ au 31 décembre 2020 contre 1 185 K€ au 31 décembre 2019. Ce poste correspond au solde de l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin ;
- **Provisions pour risques et charges** présentant un solde de 327 K€ au 31 décembre 2020 contre 347 K€ au 31 décembre 2019.
- **Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit** dont l'encours restant dû au 31 décembre 2020 s'établit à 1 522 K€ contre 735 K€ au 31 décembre 2019 du fait des 2 nouveaux emprunts de 500 K€ mis en place dans le cadre du dispositif des Prêts Garantis par l'Etat ;

- **Emprunts et dettes financières diverses auprès du Groupe** pour un montant de 4 246 K€ au 31 décembre 2020 contre 5 991 K€ au 31 décembre 2019. La diminution enregistrée entre les deux exercices s'explique par la remontée de dividendes de la filiale Procédés Hallier qui est venue compenser le compte courant de cette filiale ;
- **Dettes fournisseurs** qui s'élèvent à 1 425 K€ au 31 décembre 2020 contre 1 644 K€ au 31 décembre 2019 ;
- **Dettes fiscales et sociales** qui augmentent sensiblement entre les deux exercices passant de 762 K€ au 31 décembre 2019 à 1 177 K€ à fin décembre 2020 en raison des reports de charges sociales et fiscales consentis par l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 ;
- **Enfin, le montant des autres dettes** s'établit au 31 décembre 2020 à 2 205 K€ contre 2 790 K€ au 31 décembre 2019. Ce poste comprend essentiellement la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin et va diminuer pendant toute la durée de l'engagement ferme de location pris par la Société (10 ans soit jusqu'en avril 2029).

4.4 Autres informations sur la Société

CONSÉQUENCES SOCIALES DE L'ACTIVITÉ

Au 31 décembre 2020, l'effectif total de la Société s'élève à 48 contre 60 au 31 décembre 2019.

L'horaire hebdomadaire de travail est fixé à 39 heures, la différence entre cet horaire et les 35 heures étant constatée sous la forme d'heures supplémentaires.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a veillé à contenir dans des limites raisonnables les niveaux et l'évolution des rémunérations de ses salariés. Elle a consenti parfois à des augmentations de salaires individuelles pour retenir ou récompenser certains de ses collaborateurs. Ces augmentations sont intervenues dans le cadre de discussions individuelles, au cas par cas, et non dans le cadre de négociations collectives.

La Société a également veillé à ce que son organisation respecte les règles en matière de conditions d'hygiène et de sécurité et celles-ci ont été renforcées dans le cadre de la crise sanitaire avec la mise en place de protocoles sanitaires adaptés.

En matière de politique salariale, la Société entend mettre en œuvre un juste milieu entre les rémunérations fixes et les parts variables. Cette politique devra tenir compte des contraintes imposées par l'application de la convention collective applicable et des acquis des salariés concernés.

Enfin, et afin d'inciter ses collaborateurs à donner en permanence le meilleur de leurs possibilités et d'attirer de nouvelles compétences, les actionnaires de la Société ont approuvé la mise en place de programmes d'attribution de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise et d'actions gratuites.

Au 31 décembre 2020, la Société n'a pas mis en place d'accord de participation des salariés aux résultats de l'entreprise. Nous vous précisons que la participation des salariés au capital de la Société, au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce est égale à 0 au 31 décembre 2020.

RACHAT D'ACTIONS PAR LA SOCIÉTÉ

En application de l'article L.225-211 du code de commerce, nous vous informons que la Société ne détient plus aucune action propre.

DÉPENSES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT


Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, la Société n'a pas engagé de charges non déductibles fiscalement telles que visées aux articles 223 quater et 223 quinquies du Code Général des Impôts.

5. EVOLUTION RÉCENTE ET PERSPECTIVES

ACTIVITÉ

Le début d'année 2021 reste marqué par l'impact de la crise sanitaire, notamment sur les segments de marché de la muséographie sur lequel intervient Procédés Hallier, et de la grande distribution sur lequel est positionnée sa filiale Lorenz Light Technic. Le secteur tertiaire (bureaux notamment), couvert par le Groupe sous la marque Lucibel Pro, devrait rester modérément actif jusqu'à la sortie de la crise sanitaire.

Lucibel·le

L'activité cosmétique de Lucibel, dont la marque Line 5 a été remplacée par  début 2021, est en croissance de 34% à fin mars 2021 vs fin mars 2020, portée par la poursuite de la montée en puissance du canal de vente internet, alors même que les salons, qui constituaient le principal canal de vente jusqu'à la crise sanitaire, n'ont pas encore repris. Le changement de marque illustre une volonté d'internationalisation et de montée en gamme du positionnement. Les résultats très positifs obtenus lors de nouvelles études cliniques indépendantes, menées fin 2020/début 2021, sur l'efficacité des solutions cosmétiques proposées par Lucibelle Paris, devraient permettre une accélération significative des ventes de cette activité dans les prochains mois. Cette croissance devrait également être alimentée par la mise sur le marché de nouveaux produits au cours de l'année 2021.

Concernant le LiFi, solution d'accès à internet par la lumière sur laquelle le Groupe est pionnier, Lucibel confirme la maturation progressive du marché et de la technologie. Afin d'anticiper un intérêt croissant pour cette technologie dont les avantages peuvent être décisifs par rapport au Wifi, Lucibel a prévu de mettre sur le marché, dans les prochains mois, plusieurs solutions LiFi innovantes qui lui permettront d'adresser une cible clients élargie.

FINANCEMENTS

Au cours de l'exercice 2020, les besoins de financement de la Société et de ses filiales ont été couverts principalement par des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) à hauteur de 2,1 M€ et par l'augmentation de capital résultant de l'exercice de bons de souscription d'actions remboursable (BSAR) attribués gratuitement à chaque actionnaire. Cette opération, initiée fin juillet 2020, permet de souscrire une action nouvelle pour 4 bons présentés. Sur l'exercice 2020, l'augmentation de capital résultant de l'exercice des BSAR a représenté environ 660 K€ nets de frais. L'augmentation de capital maximale pouvant encore être réalisée dans le cadre de cette opération s'élève à 2 855 K€.

Au cours du 1^{er} semestre 2021, le Groupe a confirmé auprès de ses partenaires financiers le remboursement sur 4 ans des PGE obtenus après un nouveau différé d'un an. Les premières échéances de remboursement débiteront donc à compter de juin 2022.

Par ailleurs, le Groupe a obtenu auprès de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne, pour sa filiale Lorenz Light Technic, une tranche complémentaire de PGE de 370 K€, dont les fonds ont été débloqués en mars 2021. Le Groupe est également en discussion avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France pour l'obtention d'une tranche complémentaire de 500 K€ sur Lucibel.

6. FILIALES ET PARTICIPATIONS

6.1 Mouvements de participation et sociétés contrôlées

La mise en liquidation judiciaire de la société Cordel, prononcée le 14 janvier 2020, a entraîné la perte du contrôle de cette filiale détenue par Lucibel SA. En conséquence, les titres Cordel ont fait l'objet d'une déconsolidation au 1^{er} janvier 2020 : ils sont sortis du périmètre du Groupe et ont été repris à l'actif pour la quote-part de capitaux propres qu'ils représentaient au 1^{er} janvier 2020, c'est-à-dire une valeur nulle. Au 31 décembre 2020, les titres Cordel sont dépréciés en totalité ainsi que le compte courant Cordel débiteur détenu par Lucibel SA.

Au 31 décembre 2020, le périmètre de consolidation de la Société comprend désormais 7 filiales contrôlées majoritairement par la Société et 2 entités (SLMS et Lucibel Middle East) mises en équivalence (cf. note 2 de l'annexe aux comptes consolidés)

6.2 Analyse des résultats des filiales

PROCEDES HALLIER

Cette filiale, détenue à 100% par la Société depuis le 30 décembre 2013 commercialise des solutions d'éclairage à destination des musées et enseignes de luxe. En 2020, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 676 K€, en baisse de 22% par rapport à 2019 et généré un bénéfice net de 407 K€ contre 541 K€ en 2019.

LORENZ LIGHT TECHNIC

Cette filiale, acquise à 100% par la Société le 11 avril 2019, propose des solutions d'éclairage à destination de la grande distribution. Intégrée au Groupe depuis sa date d'acquisition, elle a réalisé un chiffre d'affaires de 1 733 K€, en très nette baisse par rapport à l'exercice 2019, de près de 47%. Néanmoins, la filiale a réussi à limiter l'impact de cette baisse sur ces résultats et est parvenue à dégager, en 2020, un résultat net de 181 K€ contre un résultat net de 289 K€ au titre de l'exercice 2019.

LUCIBELLE PARIS (EX LINE 5)

Créée en novembre 2014, cette filiale, détenue à 100% par la Société, est spécialisée dans la vente de produits bien-être et cosmétiques à destination des particuliers. Cette filiale, qui a changé de raison sociale fin 2020, a enregistré un chiffre d'affaires en retrait sur l'exercice (- 13 % par rapport à 2019), l'activité ayant été impactée par la crise sanitaire et la fermeture des salons sur une grande partie de l'exercice. Dans ce contexte, elle a enregistré une perte nette de 47 K€ sur l'exercice 2020.

LUCIBEL AFRICA

Cette filiale, détenue à 80% par la Société, commercialise les produits du Groupe essentiellement au Maroc où est le siège de la filiale. Son activité a été quasiment totalement à l'arrêt à compter du 2^{ème} trimestre 2020 : elle a réalisé un chiffre d'affaires de 118 K€ contre 317 K€ en 2019 et enregistré une perte nette de 97 K€.

LUCIBEL MIDDLE EAST

Lucibel Middle East (Emirats Arabes Unis) est une filiale détenue par la Société à hauteur de 40%, depuis juillet 2016. Sur l'exercice 2020, la filiale est parvenue à redresser sa situation en réalisant un chiffre d'affaires de 438 K€, en hausse de 75% par rapport à 2019. Le résultat net de la filiale est quasiment à l'équilibre sur l'exercice, en nette amélioration par rapport à l'exercice antérieur au cours duquel elle avait réalisé une perte nette de 165 K€.

SLMS (SCHNEIDER LUCIBEL MANAGED SERVICE)

SLMS, filiale détenue à 50% par la Société, est une société qui n'a plus aucune activité depuis le transfert de l'ensemble des salariés au sein de Lucibel SA. Le processus de liquidation devrait être initié au cours de l'exercice 2021 en accord avec Schneider Electric, qui détient également 50% du capital. Le résultat de cette filiale est positif (155 K€) et correspond à la reprise des provisions qui avaient été constituées pour les Crédits Impôt Recherche des exercices 2016 et 2017 pour lesquels la filiale n'était pas certaine de pouvoir obtenir un remboursement.

LUCIBEL SUISSE

Lucibel Suisse, détenue à 100% par la Société, est une société mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2016.

LUCIBEL ASIA

Lucibel Asia, détenue à 100% par la Société, est une société mise en sommeil depuis le dernier trimestre 2017.

DILIGENT FACTORY (CHINE)

En 2018, le Groupe a mis fin à l'activité de cette filiale (constituée en 2010 et détenue à 100% par Lucibel), qui consistait en une activité de support au sourcing de composants et de produits en Asie ainsi que de contrôle qualité.

6.3 Tableau des filiales et des participations

Nous vous prions de vous reporter à la note 32 de l'annexe aux comptes annuels 2020 de la Société.

7. PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Nous proposons à l'Assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à approuver les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2020, de constater que la perte nette de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'élève à la somme de 15 452,10 € et d'affecter ladite perte au compte report à nouveau, qui présentera, après l'affectation du résultat proposée, un solde débiteur de 15 452,10 €.

Il est rappelé que la Société n'a procédé à aucune distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents.

8. CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous vous remercions de prendre acte des conventions réglementées qui sont reprises dans le rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions soumises aux dispositions des articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce. Suite aux modifications législatives, ce rapport ne prend pas en compte les conventions entre la Société et ses filiales détenues à 100%.

9. ACTIONNARIAT DE LA SOCIÉTÉ

9.1 Montant et structure du capital social

Au 31 décembre 2020, le capital social de Lucibel s'élève à 2 807 269 €, divisé en 14.911.622 actions entièrement souscrites et libérées et de même catégorie, d'une valeur nominale d'environ 0,1882 € par action.

A cette date, le capital de la Société en base non diluée se répartit de la façon suivante :

Actionnaires	Nombre d'actions	% du capital et de droits de vote théoriques	Nb. de droits de vote exerçable en AG	% de droits de vote réels
F.Granotier et Etoile Finance (société holding)	1 335 315	9,0%	1 335 315	9,0%
Aster Capital	1 386 033	9,3%	1 386 033	9,3%
Flottant	12 190 274	81,8%	12 190 274	81,8%
TOTAL	14 911 622	100,0%	14 911 622	100,00%

La Société n'a pas connaissance de l'existence d'autres porteurs détenant plus de 5% du capital. Aucune action ne dispose à la clôture de l'exercice d'un droit de vote double.

9.2 Titres non représentatifs de capital

Au 31 décembre 2020, la Société n'a émis aucun titre non représentatif de capital.

9.3 Capital autorisé mais non émis, engagement d'augmentation de capital

Le tableau ci-après récapitule la situation des autorisations d'émission d'actions et de valeurs mobilières en vigueur à ce jour, telles qu'elles résultent de l'assemblée générale réunie 25 juin 2019, aucune autorisation n'ayant été donnée par l'assemblée générale du 30 juin 2020 :

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
8 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)	Une action nouvelle à 1€ pour 4 BSAR exercés	09/07/2020	14 193 496 BSAR attribués donnant droit à la création de 3 548 374 actions nouvelles	6.451.626 € 20.000.000 €

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 30.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 40.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

Numéro de la résolution et date de l'AGM	Délégation au conseil d'administration pour augmenter le capital social par :	Date de l'autorisation/ date d'échéance	Montant autorisé (nominal ou % du capital)	Prix d'émission	Utilisation à ce jour		Autorisation résiduelle à ce jour
					Date de l'utilisation par le conseil d'administration	Nombre	
9 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée, conformément à l'article L. 225-136 du Code de commerce, notamment dans le cadre d'une offre au public	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €
10 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles et/ou donnant accès à des titres de créance de la Société ou d'une société liée, par voie d'une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (placement privé)	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	15.000.000 € (1) dans la limite de 20% du capital social à la date de l'opération 20.000.000 € (2)				
12 (AGM 25/06/2019)	Autorisation d'augmenter, conformément à l'article L.225-135-1 du Code de commerce, le nombre de titres à émettre à l'occasion d'émissions réalisées avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en vertu des 8 ^{ème} à 11 ^{ème} résolutions	25/06/2019 Même échéance que la résolution concernée	10.000.000 € (1) 20.000.000 € (2)				10.000.000 € 20.000.000 €
13 (AGM 25/06/2019)	Augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves ou primes, ou autres conformément à l'article L. 225-130 du Code de commerce	25/06/2019 25/08/2021 (26 mois)	10.000.000 € (1)				10.000.000 €
14 (AGM 25/06/2019)	Limitation globale des autorisations d'émission en numéraire	-	30.000.000 € (1) 40.000.000 € (2)				26.451.626 € 40.000.000 €
17 (AGM 25/06/2019)	Autorisation à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions au profit des membres du personnel salarié et/ou des mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés liées conformément à l'article L225-197-1 du code de Commerce	25/06/2019 25/08/2022 (38 mois)	3% du capital social à la date de l'attribution		09/07/2020	67 400	

(1) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 30.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

(2) Ces plafonds individuels s'imputent sur la limitation globale des autorisations d'émission en numéraire d'un montant de 40.000.000 € (en vertu de la 14^{ème} résolution de l'AGM du 25/06/2019)

9.4 Autres titres donnant accès au capital

BONS DE SOUSCRIPTION DE PARTS DE CREATEURS D'ENTREPRISE (« BSPCE »)

Au 31 décembre 2020, le nombre de BSPCE attribués par le conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 654 500, donnant le droit de souscrire à 654 500 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 1,61 € par action. A cette date, 204 000 actions peuvent être souscrites suite à l'exercice de bons attribués au cours des années 2016 à 2018 à un prix moyen de 2,83 € par action. Au risque de devenir caducs, les bons attribués dans le cadre de ces plans doivent être exercés dans un délai de 5 ans à compter de l'attribution des bons et sous conditions de présence du salarié dans l'entreprise pour les BSPCE attribués à partir du Conseil d'administration du 6 avril 2016.

OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

Au 31 décembre 2020, le nombre d'options de souscription attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires depuis la constitution de la Société et non annulés s'établit à 7 500, donnant le droit de souscrire à 7 500 actions nouvelles de la Société au prix moyen de 3,75 € par action. A cette date, ces options sont toutes exerçables. Au risque de devenir caduques, elles devront être exercées dans un délai de 7 ans à compter de leur attribution.

ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS (« AGA »)

Au 31 décembre 2020, le nombre d'AGA attribuées par le Conseil d'administration dans le cadre des programmes autorisés par les actionnaires en cours d'acquisition et non annulées s'établit à 67 400, donnant le droit de souscrire à 67 400 actions nouvelles de la Société. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à deux ans, soit jusqu'au 9 juillet 2022. Lesdites actions seront définitivement acquises à l'issue d'une période de conservation d'une année supplémentaire, soit le 9 juillet 2023.

10. RAPPORT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

10.1 Composition et fonctionnement du conseil d'administration

La Société est constituée sous forme de société anonyme à conseil d'administration. Elle est régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par ses statuts.

La Société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. La durée des fonctions d'administrateur est de trois ou six ans, expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur. Ils sont toujours rééligibles. Depuis l'assemblée générale du 28 juin 2018, toutes les nouvelles nominations ou les renouvellements se font pour 3 ans

Depuis la constitution de la Société et jusqu'en juillet 2020, le conseil d'administration avait opté pour la non-dissociation des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur Général. Au cours de sa réunion du 9 juillet 2020, le conseil d'administration a décidé de nommer Monsieur Yves-Henry Brepson Directeur Général de la Société, Monsieur Frédéric Granotier conservant les fonctions de Président.

Au cours de l'exercice écoulé, deux nouveaux administrateurs sont entrés au conseil d'administration : le premier par cooptation décidée au cours du conseil d'administration du 9 janvier 2020 et ratifiée par l'assemblée générale des actionnaires du 29 juin 2020 ; le second suite à sa nomination par cette même assemblée. Un administrateur a par ailleurs démissionné le 21 décembre 2020.

A la date d'approbation par le conseil d'administration du présent rapport, le conseil d'administration est composé de cinq membres dont quatre administrateurs personnes physiques et un administrateur personne morale.

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
Frédéric Granotier Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 Barentin	Président	22 octobre 2009 Président depuis le 24 novembre 2009	31 décembre 2020	Président	En dehors du Groupe : <ul style="list-style-type: none"> Gérant d'Etoile Finance SARL Vice-président du Conseil de surveillance de la société Younited Credit Président de Lili Light for Life Au sein du Groupe : <ul style="list-style-type: none"> Administrateur de SLMS Représentant de Lucibel SA, Procédés Hallier SAS et Lorenz Light Technic SAS
Aster Capital Partners SAS représenté par Jean-Marc Bally 26, avenue de l'Opéra 75 001 Paris	Administrateur	29 juin 2012	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Président de la société Aster Capital Partners SAS Président de la société Arcane SAS Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : <ul style="list-style-type: none"> Présidence société Aster Fab SAS Présidence société Aster Class SAS Président du Comité d'Administration de Finalcad SAS Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS en tant que Vice-Président du Conseil de surveillance de Teem Photonics SA Représentant permanent de la société Aster Capital Partners SAS : <ul style="list-style-type: none"> aux Conseils d'administration des sociétés : Jet Metal Technologies SAS, Ordinal Software SA, Hightech Bio Activities SA, Casanova SAS ; au Comité stratégique des sociétés MGF SAS (Easybike Group), Cosmotech SAS, Joul SAS (ekWateur), Efcia SAS, Karos SAS
Emmanuel Aublet	Administrateur indépendant	29 juin 2020	31 décembre 2022	Néant	Aucun mandat en dehors du Groupe

Prénom, nom et adresse professionnelle	Fonction au sein du conseil d'administration	Date de première nomination	Date d'échéance du mandat : assemblée statuant sur les comptes de l'année	Principale fonction exercée dans la Société	Mandats et fonctions exercés au cours des cinq dernières années
Catherine Coulomb 36-38 Avenue Kleber 75 016 Paris	Administrateur indépendant	20 février 2014 (Cooptation)	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : Présidente d'Elemic2 Conseil SAS
Mark Fouquet 16, avenue des 27 Martyrs 78 400 Chatou	Administrateur indépendant	9 janvier 2020 (Cooptation)	31 décembre 2020	Néant	En dehors du Groupe : <ul style="list-style-type: none"> Gérant de la société Simpl-Fi Administrateur de Guerbet SA

10.2 Renouvellement de mandats d'administrateurs

Le Conseil d'administration de la Société indique que les mandats du Président et de trois administrateurs de la Société arrivant à expiration, l'assemblée générale du 30 juin 2021 sera amenée à statuer sur leur renouvellement.

10.3 Direction générale

A la date du présent rapport, la direction générale de la Société est composée comme suit :

Prénom, nom et adresse professionnelle	Mandat	Date de première nomination	Echéance du mandat	Principales fonctions hors de la Société
Frédéric Granotier Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Président	24 novembre 2009	Echéance de son mandat d'administrateur (à l'issue de l'Assemblée générale statuant sur les comptes de l'exercice 2020)	Gérant de la société Etoile Finance SARL
Yves-Henry BREPSON Lucibel SA 101, allée des vergers 76 360 BARENTIN	Directeur Général	15 mars 2017		Directeur Général de Procédés Hallier et gérant de Lucibelle Paris

Monsieur Yves Henry Brepson a été nommé Directeur général par le Conseil d'administration 9 juillet 2020.

Le Directeur général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'actionnaires et au conseil d'administration. Les décisions du conseil d'administration limitant les pouvoirs du Directeur Général sont inopposables aux tiers. Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers.

10.4 Rémunérations et avantages de chaque dirigeant mandataire social

Le versement total ou partiel des rémunérations variables cibles des dirigeants mandataires sociaux est soumis à l'appréciation du conseil d'administration.

Le conseil d'administration, apprécie l'atteinte ou non par chaque dirigeant des objectifs fixés, qui sont liés à la performance individuelle du dirigeant et à celle du Groupe, au regard des critères qui lui ont été préalablement fixés tels que : le respect des résultats par rapport au budget, la capacité à faire évoluer l'outil industriel et l'organisation du Groupe, l'obtention de nouveaux financements et la notoriété générale du Groupe.

RÉMUNÉRATIONS DU PRÉSIDENT

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Frédéric GRANOTIER	Exercice 2019		Exercice 2020	
Président Directeur Général	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	130 000	130 000	130 000	129 078
Rémunération variable	23 333	33 333 ⁽²⁾	0	23 333 ⁽³⁾
Rémunération indirecte (1)	150 000	150 000	36 000	36 000
Rémunération exceptionnelle	-	-		
Jetons de présence	-	-		
Avantages en nature	4 472	4 472	9 701	9 701
TOTAL	307 805	317 805	175 701	198 112

(1) Correspond aux honoraires versés par la Société à la société Etoile Finance, société holding familiale contrôlée par Monsieur Frédéric Granotier, dans le cadre de la convention de prestations de services de conduite et d'animation de la politique générale de la Société et de ses orientations stratégiques conclue avec la Société.

(2) Au titre de l'exercice 2018

(3) Au titre de l'exercice 2019

En complément à ces rémunérations, Monsieur Frédéric Granotier a bénéficié d'attributions de BSPCE de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Frédéric GRANOTIER par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	27/05/2011	07/12/2011	31.728	30.000	5,00	(1) (2)
Plan n°2	27/05/2011	09/02/2012	44.216	20.000	6,50	(1)(2)
Plan n°4	27/06/2013	04/07/2013	56.060	20.000	7,50	(1)(2)
Plan n°5	07/03/2014	07/03/2014	59.800	20.000	9,50	(1)(2)
Plan n°7	20/06/2016	07/07/2016	31.075	50.000	2,02	(3)
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(4)
Plan n°8	15/05/2017	03/04/2018	78 000	30.000	2,6	(4)
TOTAL				200.000		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution.

(2) Les BSPCE n'ayant pas été exercés avant le terme du délai de 5 années d'exerçabilité, ont été annulés soit un total de 90 000 BSPCE

(3) Les BSPCE sont devenus exerçables à l'issue du Conseil d'administration du 15/03/2017 qui a arrêté les comptes consolidés 2016, l'objectif d'EBITDA Groupe ayant été dépassé.

(4) Les BSPCE ont été annulés, les critères d'attribution n'ayant pas été atteints.

Tableau récapitulatif des rémunérations (en euros)				
Yves-Henry BREPSON	Exercice 2019		Exercice 2020	
Directeur Général Délégué	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
Rémunération fixe	120 000	120 000	129 565	128 005
Rémunération variable	16 667	15 000 ⁽¹⁾	20 000	16 667 ⁽²⁾
Rémunération indirecte				
Rémunération exceptionnelle				
Jetons de présence				
Avantages en nature	6 513	6 513	6 910	6 910
TOTAL	143 180	141 513	156 475	151 582

(1) Au titre de l'exercice 2018

(2) Au titre de l'exercice 2019

En complément à ces rémunérations, Monsieur Yves Henry BREPSON a bénéficié d'attributions de BSPCE et d'Actions Gratuites de la Société détaillées ci-dessous :

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) attribués à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des BSPCE (en €)	Nombre de BSPCE attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°7	20/06/2016	15/03/2017	136 500	30.000	4,55	(1)
Plan n°9	28/06/2018	26/04/2019	30.000	30.000	1,00	(1)
Plan n°10	25/06/2019	09/07/2020	97 000	100 000	0,97	(1)
TOTAL				160.000		

(1) 50% des droits deviennent exerçables à l'issue d'une période de 24 mois après la date d'attribution des BSPCE ; le solde des droits (50%) devenant exerçables à l'issue d'une période de 36 mois après la date d'attribution sous conditions de présence dans la Société.

Attribution d'Actions Gratuites (AGA) à M. Yves-Henry BREPSON par la Société et par toute société du Groupe depuis le début de son mandat						
N° du plan	Date du plan	Date de l'attribution	Valorisation des AGA (en €)	Nombre de AGA attribués	Prix d'exercice (en €)	Période d'exercice
Plan n°2	20/06/2016	15/03/2017	31 643	7 660	-	(1)
TOTAL				7 660		

(1) La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 2 ans, soit du 15 mars 2017 au 15 mars 2019 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 15 mars 2019 au 15 mars 2020.

La Société n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur BREPSON (Directeur Général de Lucibel SA, Directeur Général de Procédés Hallier et gérant de Lucibelle Paris) en cas de révocation sans juste motif ou de non-renouvellement de mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

Enfin, le conseil d'administration du 15 avril 2020 a décidé l'attribution d'une rémunération exceptionnelle de 10 K€ à l'un des administrateurs de la Société, suite à son implication auprès de la direction dans la gestion des difficultés de la société Cordel. Cette rémunération a été versée en juillet 2020 et rentre dans les conventions réglementées soumises à l'approbation de l'assemblée générale de 2021.

10.5 Opérations sur titres réalisées par les administrateurs ou les directeurs généraux

ACQUISITIONS / EXERCICES

Aucune opération d'acquisition ou d'exercice n'a été réalisée sur l'exercice 2020.

CESSIONS

DECLARANT	INSTRUMENT FINANCIER	VOLUME	PRIX UNITAIRE	MONTANT DE L'OPERATION
Ater Capital	Actions	43 864	Non connu	Non connu
F.Granotier et Etoile Finance	Actions	418 079	0,8871 €	377 877 €
F.Granotier et Etoile Finance	BSAR ⁽¹⁾	600 740	0,10 €	60 074 €

(1) Suite à l'attribution gratuite de bons de souscription à l'ensemble des actionnaires de la Société

10.6 Comité d'audit

Le conseil d'administration réuni en date du 23 juin 2015 a décidé de mettre en place un comité d'audit composé de deux membres : Madame Catherine Coulomb, membre du conseil d'administration de Lucibel, administrateur indépendant, et le fonds Aster Capital, représenté par Monsieur Jean-Marc Bally, membre du conseil d'administration de Lucibel.

Ce comité d'audit a été constitué en dehors de toute obligation légale.

Le comité d'audit est chargé notamment :

- d'assurer le suivi du processus d'élaboration de l'information financière ;
- d'assurer le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques ;
- d'assurer le suivi du contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés par les commissaires aux comptes ;
- d'émettre une recommandation sur les commissaires aux comptes proposés à la désignation par l'assemblée générale et de revoir les conditions de leur rémunération ;
- et, de manière générale, d'apporter tout conseil et formuler toute recommandation appropriée dans les domaines ci-dessus.

Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an, selon un calendrier fixé par son président, pour examiner les comptes consolidés annuels et semestriels, sur un ordre du jour arrêté par son président. Il peut se réunir aussi à la demande de son président, de deux de ses membres, ou du président du conseil d'administration de la Société.

En raison du contexte de la crise sanitaire, le comité d'audit ne s'est pas réuni pour l'examen des comptes semestriels et annuels de l'exercice.

10.7 Conventions (article L.225-37-4 2° du code de commerce)

Nous vous signalons qu'en application de l'article L.225-37-4 2° du code de commerce nous n'avons connaissance d'aucune convention intervenue, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de notre Société et, d'autre part, une autre société dont notre Société possède directement ou

indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

11. AUTRES INFORMATIONS

11.1 Prises de participation et de contrôle

Au cours de l'exercice écoulé, le périmètre des filiales a évolué avec la sortie du périmètre de consolidation de Cordel suite à la liquidation judiciaire prononcée le 14 janvier 2020.

11.2 Identité des détenteurs du capital

Les actionnaires identifiés détenant plus de 5% du capital au 31 décembre 2020 sont :

- Frédéric Granotier directement et indirectement via sa société Etoile Finance : 9,0%
- Aster Capital Partners : 9,3%

11.3 Etat des engagements hors bilan

Se reporter à la note 27 de l'annexe aux comptes annuels 2020 de la Société.

11.4 Informations sur les délais de paiement des clients et fournisseurs

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 6 avril 2016 pris en application de l'article D. 441-4 du code de commerce, nous vous présentons sous forme de tableau les informations requises sur les délais de paiement des clients et des fournisseurs correspondant à la décomposition à la clôture des deux derniers exercices du solde des créances sur les clients et des dettes à l'égard des fournisseurs par date d'échéance en K€ :

2020	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	600	238	-85	-29	59	182	846	366	120	-11	9	484
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	9%	3%	-1%	0%	1%	3%						
Pourcentage du CA TTC de l'exercice							11%	5%	2%	0%	0%	7%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues					148	148		5			2 442	2 447

NB : les ventilations concernent les postes nets

L'établissement de l'analyse des factures clients non réglées à la clôture appelle les observations suivantes :

- Les factures cédées dans le cadre du contrat d'affacturage, du fait du caractère « confidentiel » de ce contrat sont comprises dans l'analyse ci-dessus alors que le montant correspondant figure dans les engagements hors bilan (1 047 K€ au 31 décembre 2020) ;
- Dans les factures exclues figurent les factures en litige et les clients douteux.

2019	Article D. 441 I. - 1° : Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I. - 2° : Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus	0 jour	1 à 30 jours	31à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total 1 jour et plus
(A) Tranches de retard de paiement (hors factures fournisseurs non parvenues, hors factures clients à établir, clients effets à recevoir)												
Montant des factures concernées	-804	-207	-24	59	-46	-217	1 431	323	55	21	34	432
Pourcentage du montant total des achats de l'exercice	-10%	-3%	0%	1%	-1%	-3%	<div></div>					
Pourcentage du CA TTC de l'exercice												
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Montant total des factures exclues					-72	-72	0	6	66	8	2 352	2 432

11.5 Tableau des résultats des cinq derniers exercices

Nature des indications	Exercice social clos le 31 décembre 2016	Exercice social clos le 31 décembre 2017	Exercice social clos le 31 décembre 2018	Exercice social clos le 31 décembre 2019	Exercice social clos le 31 décembre 2020
1 – Capital en fin d'exercice					
Capital social	9 414 316 €	10 519 961 €	14 193 496 €	14 193 496 €	2 807 269€
Nombre des actions ordinaires existantes	9 414 316	10 519 961	14 193 496	14 193 496	14 911 622
Nombre des actions à dividende prioritaire existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer :					
- Par conversion d'obligations	-	-	-	-	
- Par exercice de droits de souscription/AGA	1 166 750	989 294	828 334	737 750	3 584 808
2 – Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffre d'affaires hors taxes	12 621 809 €	6 268 234 €	5 578 966 €	8 594 220€	6 307 211€
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(1 446 315 €)	(1 769 660 €)	(8 351 700 €)	(479 642 €)	(41 533 €)
Impôt sur les bénéfices	-	-	-	-	
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(905 215 €)	(1 966 152 €)	(11 364 139 €)	(5 174 774 €)	(15 452 €)
Résultat distribué	-	-	-	-	
3 – Résultat par action					
Résultat après impôts, participation des salariés mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,11 €)	(0,13 €)	(0,56 €)	0,06€	0,02€
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,10 €)	(0,19 €)	(0,80 €)	(0,36 €)	(0,00€)
Dividende attribué à chaque action					
4 – Personnel					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice	27	26	60	60	48
Montant de la masse salariale de l'exercice	1 524 954 €	1 721 938 €	2 713 986 €	2 751 727 €	2 101 722 €
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvre sociale...)	584 876 €	600 254 €	1 038 767 €	1 057 667 €	819 171 €

11.6 Commentaires sur les principaux risques et incertitudes

Se reporter au chapitre 4 « *Facteurs de risques* » du Prospectus de la Société visé par l'Autorité des Marchés Financiers en date du 17 décembre 2015, disponible sur le site internet de Lucibel, espace Investisseurs, rubrique Documents.

11.7 Résultats financiers du Groupe au cours des 5 derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS	2016	2017	2018	2019	2020
I. - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social (i)	9 414	10 520	14 193	14 193	2 807
b) Nombre d'actions émises	9 414 316	10 519 961	14 193 496	14 193 496	14 911 622
II. - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxe (i)	27 138	19 369	17 564	13 551	10 198
b) Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions (i)	13	(994)	(2 645)	(10 389)	(2 141)
c) Impôts sur les bénéfices (i)	(2)	(2)	75	(91)	11
d) Bénéfice après impôts, amortissements et provisions (i)	(857)	(1 820)	(5 068)	(12 013)	(2 569)
e) Montant des bénéfices distribués (i)	-	-	-	-	-
III. Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôts, mais avant amortissements et provisions (ii)	-	(0,17)	(0,19)	(0,73)	(0,14)
b) Bénéfice après impôts amortissements et provisions (ii)	(0,09)	(0,17)	(0,36)	(0,84)	(0,17)
c) Dividende versé à chaque action					
IV. - Personnel					
a) Nombre de salariés à la clôture (iii)	147	142	131	112	71
b) Montant de la masse salariale (i) (iv)	5 829	5 479	5 439	4 737	2 827
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres, etc.) (i) (v)	2 476	2 193	1 986	1 744	1 059

(i) Montant en K€

(ii) Montant en €

(iii) Jusqu'en 2019 inclus, le nombre de salariés incluait les salariés de Cordel, filiale en cours de liquidation

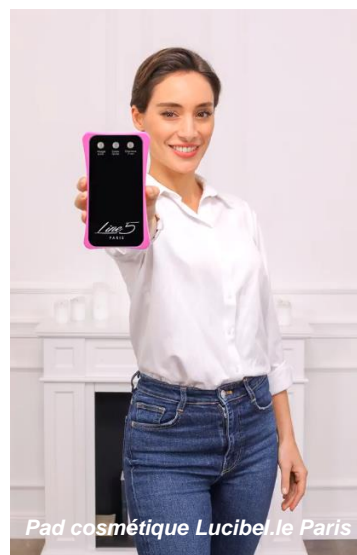
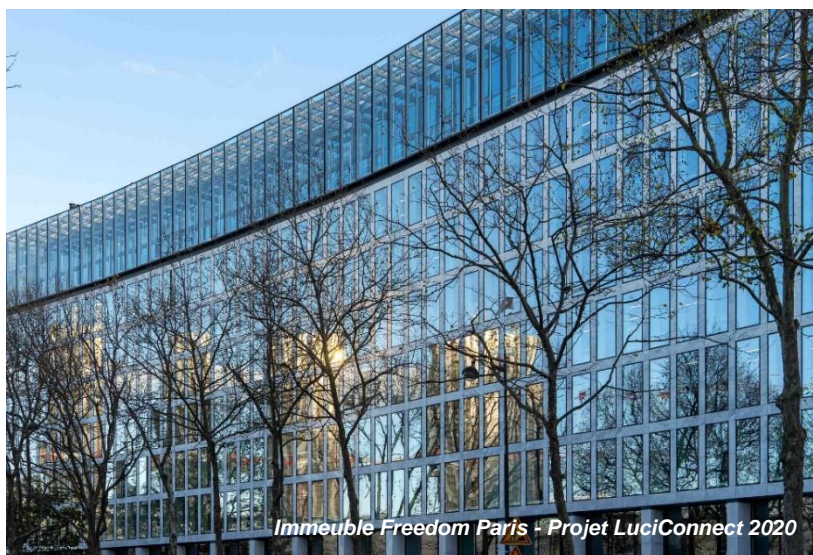
(iv) De même pour la masse salariale qui comprenait jusqu'en 2019 inclus le montant de la masse salariale de Cordel

(v) De même pour le montant des sommes versées au titre des avantages sociaux qui comprenait jusqu'en 2019 inclus le montant versé pour Cordel

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

COMPTES CONSOLIDÉS 2020

GROUPE LUCIBEL



**Comptes consolidés établis en normes françaises
pour les exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020**

1. COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Chiffre d'affaires	4	10 198	13 551
Achats consommés	5	(5 494)	(7 651)
Marge sur achats consommés en % du chiffre d'affaires		4 704 46,1%	5 900 43,5%
Charges externes	6	(2 861)	(2 947)
Charges de personnel	7	(3 908)	(4 111)
Impôts et taxes		(227)	(294)
Autres produits d'exploitation	8	640	828
Autres charges d'exploitation		(9)	(76)
Excédent brut d'exploitation		(1 662)	(700)
Dotations nettes des reprises aux amortissements et provisions	9	(449)	(997)
Résultat d'exploitation		(2 111)	(1 697)
Résultat financier	10	(38)	20
Résultat courant des sociétés intégrées		(2 149)	(1 677)
Résultat exceptionnel	11	(431)	(578)
Impôt sur les bénéfices	12	11	(91)
Résultat des activités destinées à être abandonnées (*)	13	-	(9 515)
Résultat net de l'ensemble consolidé		(2 569)	(11 861)
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence	14	-	-
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition			(152)
Intérêts minoritaires			-
Résultat net		(2 569)	(12 013)
Résultat net par action	15	(0,18)	(0,85)
Résultat net dilué par action		(0,18)	(0,85)

(*) Compte tenu de la liquidation de Cordel intervenue début 2020, la contribution consolidée de Cordel au résultat du Groupe 2019 a été enregistrée sur la ligne « Résultat des activités destinées à être abandonnées ».

2. BILAN

ACTIFS – en K€	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Ecart d'acquisition	16	2 313	2 365
Immobilisations incorporelles	17	1 103	1 335
Immobilisations corporelles	18	541	657
Immobilisations financières	19	194	178
Total actif immobilisé		4 150	4 535
Stocks et en-cours	20	3 067	3 051
Clients et comptes rattachés	21	1 260	1 382
Autres créances et comptes de régularisation	22	1 467	2 599
Trésorerie et équivalents de trésorerie	23	2 514	1 960
Total actif circulant		8 308	8 992
TOTAL ACTIF		12 458	13 527

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS – en K€	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital	24	2 807	14 193
Primes liées au capital		523	42 784
Réserves de conversion groupe		(194)	(194)
Réserves et résultats accumulés		(1 734)	(53 470)
Total Capitaux propres		1 402	3 313
Intérêts hors groupe		(0)	-
Autres fonds propres	26	1 142	1 185
Provisions	27	467	454
Emprunts et dettes financières	28	3 663	1 899
Fournisseurs et comptes rattachés	29	1 843	2 053
Autres dettes et comptes de régularisation	30	3 942	4 500
Total Dettes		9 448	8 452
Passif net des activités destinées à être abandonnées (*)	31		123
TOTAL PASSIF		12 458	13 527

(*) Au 31 décembre 2019, les actifs et passifs de la société Cordel ont été reclassés en « Passif net des activités destinées à être abandonnées »

3. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Données en K€ sauf nombre d'actions	Capital		Primes d'émission	Actions propres	Réserves et résultats accumulés	Ecart de conversion	Capitaux propres, part attribuable aux actionnaires de la société mère
	Nbre d'actions	Montant					
Au 31/12/2018	14 193 496	14 193	42 784	(396)	(41 083)	(187)	15 311
Opérations sur actions propres				22			22
Résultat net de la période					(12 013)		(12 013)
Ecart de conversion						(7)	(7)
Autres variations							-
Au 31/12/2019	14 193 496	14 193	42 784	(375)	(53 096)	(194)	3 313
Réduction de capital		(11 521)	(42 784)		54 305		-
Augmentation de capital	718 126	135	523				659
Résultat net de la période					(2 569)		(2 569)
Ecart de conversion							-
Autres variations							-
Au 31/12/2020	14 911 622	2 808	523	(375)	(1 360)	(194)	1 402

4. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Données en K€	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net consolidé	(2 569)	(12 013)
Quote-part de résultat des entités mises en équivalence		
Dotations nettes aux amortissements et provisions (hors dépréciation des actifs courants constatée dans la ligne de variation des créances clients et des stocks ci-dessous)	702	8 296
Gains ou pertes sur cession	(169)	(57)
Produit / Charge d'impôt différé sur le résultat	3	(20)
Marge brute d'autofinancement (A)	(2 034)	(3 794)
Variation des stocks	(16)	2 330
Variation des créances clients	(45)	1 755
Variation des dettes fournisseurs	336	(1 248)
Variation des autres actifs et passifs opérationnels	375	(605)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (B)	(1 383)	(1 562)
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(68)	(351)
Décaissements liés aux frais de développement immobilisés	(260)	(112)
Décaissements liés aux prêts et dépôts	(16)	(95)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles	69	4 146
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	105
Flux de trésorerie liés aux opérations de regroupement d'entreprise	(87)	(1 172)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (C)	(361)	2 521
Augmentation de capital de la société mère	659	-
Cession (acquisition) d'actions propres	-	26
Remboursement d'emprunts et de dettes financières (y.c avances conditionnées)	(460)	(1 207)
Emission d'emprunts et de dettes financières	2 101	1 097
Intérêts financiers nets versés		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (D)	2 299	(84)
Incidence des variations des cours de devises (E)		1
Trésorerie des activités abandonnées (F) (*)		(508)
Variation de trésorerie nette (B+C+D+E+F)	554	368
<i>Trésorerie à l'ouverture</i>	<i>1 960</i>	<i>1 592</i>
<i>Trésorerie à la clôture</i>	<i>2 514</i>	<i>1 960</i>

(*) En 2019, les flux de trésorerie de la société Cordel ont été isolés sur la ligne en « Trésorerie des activités abandonnées »

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

ASPECTS GENERAUX	43
Note 1 Comptes consolidés et principes comptables	43
Note 2 Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises	51
Note 3 Secteurs opérationnels	52
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT	53
Note 4 Chiffre d'affaires	53
Note 5 Achats consommés	54
Note 6 Charges externes	54
Note 7 Effectifs et charges de personnel	55
Note 8 Autres produits d'exploitation	56
Note 9 Dotations aux amortissements et aux provisions	56
Note 10 Résultat financier	57
Note 11 Résultat exceptionnel	57
Note 12 Impôts sur les bénéfices	58
Note 13 Résultat des activités destinées à être abandonnées	59
Note 14 Entités mises en équivalence	59
Note 15 Résultat par action	61
NOTES RELATIVES AU BILAN	62
Note 16 Écarts d'acquisition	62
Note 17 Immobilisations incorporelles	64
Note 18 Immobilisations corporelles	65
Note 19 Immobilisations financières	65
Note 20 Stocks	66
Note 21 Clients et comptes rattachés	66
Note 22 Autres créances et comptes de régularisation	67
Note 23 Trésorerie et équivalents de trésorerie	67
Note 24 Capitaux propres et informations sur le capital	67
Note 25 Plans d'options et assimilés	68
Note 26 Autres fonds propres	71
Note 27 Provisions	71
Note 28 Emprunts et dettes financières	72
Note 29 Fournisseurs et comptes rattachés	74
Note 30 Autres dettes et comptes de régularisation	74
Note 31 Passif des activités destinées à être abandonnées	74
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	76
Note 32 Engagements hors bilan	76
Note 33 Informations sur les parties liées	77
Note 34 Événements post-clôture	77
Note 35 Honoraires des commissaires aux comptes	78

ASPECTS GENERAUX

Informations relatives à l'entreprise

Le Groupe Lucibel (le « **Groupe** ») est spécialisé dans la conception et la distribution de solutions d'éclairage innovantes basées en particulier sur la technologie LED (*Light-Emitting Diod*, ou diode électroluminescente). Le Groupe est positionné pour l'essentiel sur les segments du marché des professionnels pour lesquels ses solutions LED apportent une valeur d'usage maximale, à savoir les bureaux, les musées, les commerces, et l'industrie. Le Groupe se diversifie dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière pour laquelle la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à internet par la lumière).

La société mère du Groupe, Lucibel SA (la « **Société** »), créée en 2008, est une société anonyme, régie par les dispositions de la loi française et dont le siège social est situé à Barentin (France).

Le Groupe Lucibel compte 71 collaborateurs au 31 décembre 2020 et a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 10,2 M€ au cours de l'exercice 2020

NOTE 1 – Comptes consolidés et principes comptables

Les comptes consolidés sont établis suivant le règlement du Comité de la réglementation comptable (CRC) n°99-02 du 29 avril 1999.

Les comptes annuels consolidés 2020 du Groupe Lucibel (« le Groupe ») ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 8 avril 2021.

Au début de l'exercice 2020, la Société Lucibel a décidé de ne plus apporter de soutien financier à sa filiale Cordel, confrontée à d'importantes difficultés opérationnelles depuis plusieurs mois, difficultés qui s'étaient accrues sur les derniers mois de l'exercice rendant tout retour à la rentabilité quasiment impossible. Cette décision a conduit la direction de Cordel à déclarer l'état de cessation des paiements auprès du Tribunal de Commerce de Rouen qui a prononcé la liquidation judiciaire immédiate de cette société le 14 janvier 2020, rejoignant ainsi l'analyse financière faite par la direction du groupe Lucibel. Dans ce contexte, la production d'états financiers fiables au 31 décembre 2019 pour Cordel s'est avérée compliquée. Le Groupe a donc choisi de présenter le compte de résultat en isolant le résultat de Cordel sur une ligne intitulée « Résultat des activités destinées à être abandonnées ». De même, dans le bilan, figure une ligne intitulée « Passif net des activités destinées à être abandonnées » qui regroupe la valeur des actifs et des passifs de Cordel, les actifs étant évalués à leur valeur liquidative et les passifs étant maintenus tels qu'ils ressortent de la comptabilité de la filiale au 31 décembre 2019. Cette présentation concerne les comptes consolidés de l'exercice 2019. Pour l'exercice 2020, les comptes de Cordel ont été déconsolidés, ce qui a entraîné la reconnaissance d'une plus-value de déconsolidation de 127 K€ enregistrée dans les produits exceptionnels.

Financement et continuité d'exploitation

Au 31 décembre 2020, le Groupe dispose d'une trésorerie disponible de 2 514 K€ et de capitaux propres positifs à hauteur de 1 402 K€. A cette date, l'endettement du Groupe s'élève à 4 805 K€ (y compris 1 142 K€ d'avances conditionnées).

Au cours de l'exercice 2020, les besoins de financement de la Société et de ses filiales ont été couverts principalement par des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) à hauteur de 2,1 M€ et par l'augmentation de capital résultant de l'exercice de bons de souscription d'actions remboursable (BSAR) attribués gratuitement à chaque actionnaire. Cette opération, initiée fin juillet 2020, permet de souscrire une action nouvelle pour 4 bons présentés. Sur l'exercice 2020, l'augmentation de capital résultant de l'exercice des BSAR a représenté environ 660 K€ nets de frais. L'augmentation de capital maximale pouvant encore être réalisée dans le cadre de cette opération s'élève à 2 855 K€.

Au cours du 1^{er} semestre 2021, le Groupe a confirmé auprès de ses partenaires financiers le remboursement sur 4 ans des PGE obtenus après un nouveau différé d'un an. Les premières échéances de remboursement débiteront donc à compter de juin 2022. Par ailleurs, le Groupe a obtenu auprès de la Banque Populaire d'Alsace Lorraine Champagne une tranche complémentaire de PGE pour sa filiale Lorenz Light Technic à hauteur de 370 K€, dont les fonds ont été débloqués en mars 2021. Le Groupe est également en discussion avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France pour l'obtention d'une tranche complémentaire de 500 K€ sur Lucibel.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés au 31 décembre 2020.

Jugement et recours à des estimations

La préparation des états financiers nécessite, de la part de la Direction de Lucibel, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants des actifs et des passifs, sur ceux des produits et des charges, et sur l'information donnée dans les notes aux états financiers.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont déterminées à partir de l'expérience opérationnelle accumulée, de données de marché disponibles et sur la base d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs dans l'application des principes comptables retenus par le Groupe. Les montants définitifs qui figureront dans les futurs états financiers de Lucibel pourront être différents des valeurs actuellement estimées. Ces estimations et hypothèses sont réexaminées de façon continue.

Les estimations retenues qui contribuent de manière significative à la présentation des états financiers portent notamment sur les éléments suivants :

- Appréciation de la valorisation des écarts d'acquisition et autres actifs incorporels à durée indéterminée

Le Groupe LUCIBEL considère qu'il n'y a pas de durée d'utilisation limitée aux écarts d'acquisition et aux marques comptabilisés à l'actif de son bilan. En conséquence, ces éléments incorporels ne font pas l'objet d'un amortissement mais de tests de valeur à la clôture de chaque exercice dont les modalités sont précisées aux notes 16 et 17 de l'annexe.

- Reconnaissance des frais de développement à l'actif

Lucibel consacre des efforts importants à la recherche et au développement. Dans ce cadre, Lucibel doit effectuer des jugements et interprétations :

- pour déterminer les frais de développement qui doivent être capitalisés lorsque les six critères définis par l'article 212-3 du Plan comptable général sont satisfaits ;
- pour apprécier le caractère recouvrable de ces actifs qui repose sur les perspectives d'activité et de rentabilité.

- Provisions

Lucibel et ses filiales peuvent être impliquées dans des procédures judiciaires, administratives ou réglementaires dans le cours normal de son activité. Une provision est enregistrée par le Groupe dès lors qu'il existe une probabilité suffisante que de tels litiges entraîneront des coûts à sa charge. La direction du Groupe se rapproche de ses conseils et met en œuvre des jugements et des interprétations afin de déterminer sa meilleure estimation du risque encouru et d'établir le niveau de provisionnement du risque. Les provisions sont présentées en note 26.

Description des principes comptables

Les méthodes comptables exposées ci-dessous ont été appliquées d'une manière uniforme par les entités du Groupe sur tous les exercices présentés, à l'exception de la société Cordel pour l'exercice 2019 où des valeurs liquidatives ont été retenues et notamment pour les stocks de cette entité.

Méthodes de consolidation

(i) Périmètre de consolidation

Les entités contrôlées par la Société sont consolidées par intégration globale. Le contrôle existe lorsque la Société a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financières et opérationnelles de l'entité afin d'obtenir des avantages de ses activités.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

Les entités dans lesquelles la société détient une influence notable sont mises en équivalence.

(ii) Transactions éliminées dans les états financiers

Les soldes bilantiels, les pertes et gains latents, les produits et les charges résultant des transactions intra groupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés. Les pertes latentes sont éliminées de la même façon que les profits latents, mais seulement dans la mesure où elles ne sont pas représentatives d'une perte de valeur.

Date de clôture

Toutes les sociétés du Groupe clôturent leur exercice au 31 décembre de chaque année.

Principes de conversion

L'euro est la monnaie de présentation des comptes du Groupe et est également la monnaie fonctionnelle de la société mère Lucibel et de ses filiales, hormis celles qui sont établies hors de la zone euro.

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les ventes de marchandises et services en monnaie étrangère sont enregistrées en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

Les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère à la date de clôture sont convertis dans la monnaie fonctionnelle en euro en utilisant le cours de change à cette date. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non monétaires libellés en monnaie étrangère qui sont évalués au coût historique sont convertis en utilisant le cours de change à la date de la transaction.

Les différences de change relatives aux éléments monétaires qui font en substance partie intégrante de l'investissement net du Groupe dans une filiale étrangère consolidée sont inscrites directement en écart de conversion dans les capitaux propres.

(ii) États financiers des activités à l'étranger

Pour les besoins de la consolidation, les actifs et les passifs d'une activité à l'étranger, y compris l'écart d'acquisition, sont convertis en euros en utilisant le cours de change à la date de clôture. Les produits et les charges d'une activité à l'étranger sont convertis en euros en utilisant le cours de change moyen de la période.

Les écarts de change résultant des conversions sont enregistrés en écarts de conversion, composante distincte des capitaux propres.

Les cours de change utilisés sont les suivants :

Devises		Taux de clôture 31/12/2020	Taux Moyen 2020	Taux de clôture 31/12/2019	Taux Moyen 2019
AED	Dirham EAU	4,48670	4,21370	4,12031	4,16596
CHF	Franc Suisse	1,08020	1,07031	1,08540	1,11245
CNY	Yuan	8,02250	7,87084	7,82050	7,73549
HKD	Dollar de Hong Kong	9,51420	8,85168	8,74730	8,77150
MAD	Dirham Marocain	10,88480	10,84960	10,86957	10,91373

Méthodes d'évaluation

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Selon cette méthode, lors de la première consolidation d'une entité dont le Groupe prend le contrôle :

- les actifs identifiables acquis et les passifs assumés sont évalués à la valeur d'utilité pour les biens destinés à l'exploitation ;
- les intérêts minoritaires sont évalués à leur quote-part dans l'actif net identifiable de l'entité acquise.

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est évalué comme étant la différence entre :

- le prix d'acquisition de l'entité acquise, prenant en considération les compléments de prix éventuels définis dans le contrat d'acquisition et les coûts directement imputables à l'acquisition ;
- l'évaluation totale des actifs et passifs identifiables de l'entité acquise.

L'identification et la valorisation des actifs et passifs s'appuient sur une démarche explicite et documentée. Le Groupe dispose d'un délai se terminant à la clôture du 1^{er} exercice ouvert postérieurement à l'acquisition pour affecter l'écart d'acquisition dégagé. Si l'écart d'acquisition est négatif, il est rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses et les conditions déterminées lors de l'acquisition, étant rappelé qu'à ce jour aucune acquisition de titres n'a généré un écart d'acquisition négatif.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé. L'entité détermine la durée d'utilisation, limitée ou non, de l'écart d'acquisition, à partir de l'analyse documentée des caractéristiques pertinentes de l'opération d'acquisition concernée, notamment sur les aspects techniques, économiques et juridiques. Lorsqu'il n'y a pas de limite prévisible à la durée pendant laquelle l'écart d'acquisition procurera des avantages économiques au Groupe, ce dernier n'est pas amorti. Lorsqu'il existe, lors de l'acquisition, une limite prévisible à sa durée d'utilisation, l'écart d'acquisition est amorti linéairement sur cette durée, ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. Toute modification significative de la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est traitée de manière prospective.

L'entité doit apprécier, à chaque clôture des comptes, s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre de sa valeur.

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'écart d'acquisition est comparée à sa valeur actuelle. Si sa valeur actuelle devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

Lorsque la durée d'utilisation de l'écart d'acquisition est non limitée, le test de dépréciation est réalisé au moins une fois par exercice, qu'il existe ou non un indice de perte de valeur. Les dépréciations comptabilisées ne sont jamais reprises.

Immobilisations incorporelles

(i) Immobilisations acquises (en dehors des regroupements d'entreprises)

Les immobilisations incorporelles acquises par le Groupe sont comptabilisées à leur coût d'acquisition, et font l'objet d'un amortissement dès lors qu'elles ont une durée de vie limitée ; elles font l'objet de tests de valeur dans le cas contraire.

(ii) Recherche et développement

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de développement engagées en vue de la production de nouveaux produits ou pour en améliorer substantiellement les performances, sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du matériel et la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Ces conditions sont considérées remplies lorsque les six critères de capitalisation imposés par l'article 212-3 du Plan comptable général sont démontrés :

- faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation incorporelle en vue de sa mise en service ou de sa vente,
- intention de la Société d'achever le projet,
- capacité de celle-ci à utiliser ou à vendre cet actif incorporel,
- démonstration de la probabilité d'avantages économiques futurs attachés à l'actif,
- disponibilité de ressources techniques, financières et autres afin d'achever le projet,
- évaluation fiable des dépenses de développement.

Les autres dépenses de développement, engagées notamment en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des matériels sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iii) Dépenses ultérieures

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif spécifique correspondant et si leurs coûts peuvent être évalués de manière fiable. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

(iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations incorporelles sauf si elle est indéterminée.

Les autres immobilisations incorporelles sont amorties dès qu'elles sont prêtes à être mises en service. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Relations Clients	7 à 10 ans
Brevets, frais de recherche et développement	1 à 3 ans
Licences et logiciels	1 à 3 ans

(v) Dépréciation

Pour les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée et les immobilisations incorporelles en cours, un test de dépréciation est effectué systématiquement une fois par an au 31 décembre, ou lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Pour les autres immobilisations incorporelles, un test de dépréciation est effectué lorsqu'un indicateur de perte de valeur a été identifié.

Immobilisations corporelles

(i) Actifs dont le Groupe est propriétaire

Les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production (charges directes et indirectes engagées en vue d'amener les biens concernés en état de production), diminué du cumul des amortissements (voir ci-dessous) et du cumul des pertes de valeur (voir. § *Dépréciation*).

Lorsque des composants des immobilisations corporelles ont des durées de vie utile différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes.

(ii) Actifs loués

Les immobilisations financées au moyen d'un contrat de location financement sont comptabilisées à l'actif du bilan dès lors qu'elles incluent une clause de rachat. Ces immobilisations sont amorties selon la méthode décrite ci-dessous et la dette correspondante figure au passif dans le poste « *Emprunts et dettes financières* ».

(iii) Coûts ultérieurs

Le Groupe comptabilise dans la valeur comptable d'une immobilisation corporelle le coût de remplacement d'un composant de cette immobilisation corporelle au moment où ce coût est encouru s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront au Groupe et si son coût peut être évalué de manière fiable. Tous les coûts d'entretien courant et de maintenance sont comptabilisés en charges au moment où ils sont encourus.

(iv) Amortissements

L'amortissement est comptabilisé en charges selon le mode linéaire sur la durée de vie utile estimée pour chaque composant d'une immobilisation corporelle. Les durées d'utilité estimées sont les suivantes :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Véhicules en location financement	4 à 5 ans

Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

Le Groupe reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits. Lorsque ces ventes sont associées à une prestation d'installation, le chiffre d'affaires est reconnu au terme de la prestation de services.

Le Groupe offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux généralement d'une durée de 12 à 36 mois pour laquelle le Groupe comptabilise une provision pour garantie.

Le Groupe accorde des remises de fin d'année à certains distributeurs selon les accords de distribution signés. Ces remises de fin d'année sont comptabilisées en diminution du chiffre d'affaires.

Stocks

Les stocks sont constitués :

- (i) de composants utilisés dans le cadre de la fabrication des produits et solutions LED commercialisés par le Groupe ;
- (ii) de produits finis.

Les stocks sont évalués au coût d'achat, calculé principalement selon la méthode du coût moyen pondéré augmenté le cas échéant des frais d'approche. Une provision pour dépréciation des stocks est constituée lorsque la valeur des stocks détenus est inférieure à leur valeur de réalisation, notamment suite à des changements intervenus dans la gamme de produits vendus ou lorsque des difficultés d'écoulement existent.

Créances

Les créances clients et les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation des créances est pratiquée nominativement lorsqu'il existe des risques identifiés d'irrecouvrabilité, étant rappelé que les entités du Groupe ont souscrit des assurances crédit dont les effets sont pris en compte dans l'évaluation des provisions éventuelles.

Le Groupe a recours à un prestataire d'affacturage (factor) auprès duquel il cède une partie de ses créances clients en contrepartie d'un financement à court terme. De ce fait, les sommes avancées par le factor, en règlement anticipé des créances clients, sont constatées en moins du poste clients en application de la réglementation comptable. Par ailleurs, il convient de préciser que les contrats d'affacturages ne sont pas sans recours pour le factor puisqu'ils stipulent que les créances clients cédées par le Groupe et non réglées 45 jours après leur échéance seront « définancées ».

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les liquidités, les dépôts bancaires à vue et les découverts bancaires.

Les découverts bancaires ou soldes créditeurs de banque figurent au bilan, dans la rubrique « *Emprunts et dettes financières* » mais ils sont inclus dans le total de la trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie.

Provisions

En accord avec les articles 322-3 et 322-2 du Plan comptable général, une provision est comptabilisée dans le résultat lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Charges et produits exceptionnels

Les charges et produits exceptionnels sont constitués d'éléments qui en raison de leur nature, de leur caractère inhabituel et de leur non récurrence ne peuvent être considérés comme inhérents à l'activité opérationnelle du Groupe.

Emprunts et passifs financiers

Les emprunts et autres dettes financières sont constitués :

- des emprunts bancaires, ainsi que d'autres emprunts divers et les intérêts courus afférents,
- des contrats de crédit-baux,
- des découverts bancaires.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs et comptes rattachés sont inscrits au bilan à leur valeur nominale.

Avantages du personnel

Les engagements de retraite sont les seuls avantages du personnel à long terme. Ils sont constitués par les indemnités de fin de carrière (IFC) légales et conventionnelles du personnel des entités françaises. Le coût actuariel des engagements est pris en charge chaque année pendant la durée de vie active des salariés ; il est comptabilisé en résultat d'exploitation dans le poste « *Dotations aux amortissements et provisions* ». L'incidence des variations d'hypothèse est constatée immédiatement en compte de résultat.

Les autres plans de retraite supportés par le Groupe sont des plans à cotisations définies pour lesquels l'engagement de l'employeur se limite au versement des cotisations prévues.

Impôt sur le résultat

Depuis 2014 le Groupe bénéficie du régime d'intégration fiscale auquel adhère toutes les entités détenues à plus de 95% et ce, dès l'exercice suivant celui de leur acquisition.

L'impôt sur le résultat (charge ou produit) comprend la charge ou le produit d'impôt exigible et la charge ou le produit d'impôt différé. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres ; auquel cas, il est comptabilisé en capitaux propres.

L'impôt exigible est le montant estimé de l'impôt dû au titre du bénéfice imposable d'une période, déterminé en utilisant les taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture, et tout ajustement du montant de l'impôt exigible au titre des périodes précédentes.

L'impôt différé est déterminé selon la méthode du report variable pour toutes les différences temporaires qui apparaissent dès lors que la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôts différés :

- l'écart d'acquisition non déductible fiscalement,
- les différences temporaires liées à des participations dans des filiales dans la mesure où elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôt différé repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs.

Un actif d'impôt différé n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que le Groupe disposera de bénéfices futurs imposables sur lesquels cet actif pourra être imputé. Les actifs d'impôt différé sont réduits lorsqu'il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible.

Résultat par action

Le résultat par action est déterminé en divisant le résultat net de l'ensemble consolidé par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, calculé en fonction des dates d'encaissement des fonds provenant des augmentations de capital réalisées.

Information sectorielle

Pour les besoins de l'information sectorielle (ventilation du chiffre d'affaires et des immobilisations ou actifs employés, ventilation du résultat d'exploitation) par secteur d'activité ou zone géographique, un secteur d'activité ou une zone géographique est défini comme un ensemble homogène de produits, services, métiers ou pays qui est individualisé au sein de l'entreprise, de ses filiales ou de ses divisions opérationnelles, la segmentation adoptée pour l'analyse sectorielle étant issue de celle qui prévaut en matière d'organisation interne de l'entreprise.

Titres de l'entreprise consolidante

Les actions propres sont portées en réduction des capitaux propres sur la base de leur coût d'acquisition. Lors de la cession d'actions propres, les gains et pertes sont inscrits dans les réserves consolidées.

Subventions

Le Groupe réalise des dépenses de recherche et développement et peut bénéficier à ce titre d'un Crédit d'Impôt Recherche (CIR) ou d'un Crédit d'Impôt Innovation (CII), qui sont assimilés à des subventions publiques.

La part du CIR/CII relative à des frais de développement capitalisés est enregistrée en « *Produits constatés d'avance* » et reconnue en résultat au rythme de l'amortissement des actifs incorporels correspondants. La part concernant des frais de recherche est constatée en résultat sur le même exercice que les frais correspondants.

Le Groupe bénéficie d'un certain nombre d'aides publiques, sous forme de subventions ou d'avances conditionnées. Ces avances sont enregistrées en « *Autres fonds propres* ».

NOTE 2 - Périmètre de consolidation et regroupements d'entreprises

La mise en liquidation judiciaire de la société Cordel, prononcée le 14 janvier 2020, a entraîné la perte du contrôle de cette filiale détenue par Lucibel SA. En conséquence, les titres Cordel ont fait l'objet d'une déconsolidation au 1^{er} janvier 2020 : ils sont sortis du périmètre du Groupe et ont été repris à l'actif pour la quote-part de capitaux propres qu'ils représentaient au 1^{er} janvier 2020, c'est-à-dire une valeur nulle. Au 31 décembre 2020, les titres Cordel sont dépréciés en totalité ainsi que le compte courant Cordel débiteur détenu par Lucibel SA.

Il n'y a pas eu d'autres modifications durant l'exercice 2020.

Pour rappel, Lucibel SA détient 20% de la société Citéclair, mais le Groupe n'exerçant aucune influence notable sur cette filiale, elle n'entre pas dans le périmètre de consolidation du Groupe.

Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2020, le périmètre de consolidation, constitué des filiales consolidées par intégration globale et des entreprises consolidées par mise en équivalence s'établit comme suit :

Nom de la Société	Pays d'activité	Méthode de consolidation (1)	% contrôle 2020	% contrôle 2019
Lucibel SA	France	IG	Société mère	Société mère
Lucibelle Paris (ex Line 5)	France	IG	100%	100%
Lorenz Light Technic (2)	France	IG	100%	100%
Procédés Hallier	France	IG	100%	100%
Lucibel Africa	Maroc	IG	80%	80%
Cordel (3)	France			100%
Diligent Factory (4)	Chine	IG	100%	100%
Lucibel Asia (5)	Chine (HK)	IG	100%	100%
Lucibel Suisse (5)	Suisse	IG	100%	100%
Lucibel Benelux (6)	Belgique			100%
Lucibel Middle East	EAU	MEQ	40%	40%
SLMS	France	MEQ	50%	50%

- (1) IG : Intégration globale, MEQ: Mise en équivalence
(2) société acquise en avril 2019
(3) société en cours de liquidation déconsolidée en 2020
(4) société en sommeil
(5) société en cours de liquidation
(6) société liquidée en décembre 2019

NOTE 3 - Secteurs opérationnels

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de Lucibel.

Il n'existe qu'un seul secteur d'activité au sein du Groupe Lucibel qui regroupe les activités de développement et de commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions LED.

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

NOTE 4 - Chiffre d'affaires

Répartition du CA selon la zone géographique des entités de facturation	31/12/2020	31/12/2019
France	10 080	13 234
Afrique - Moyen Orient	118	317
Total	10 198	13 551

Répartition du CA selon la zone géographique des clients facturés	31/12/2020	31/12/2019
France	9 502	12 585
Afrique - Moyen Orient	301	533
Europe et reste du monde	395	433
Total	10 198	13 551

Répartition du CA par nature	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de produits	9 880	13 226
Prestations de service	318	325
Total	10 198	13 551

La baisse de chiffre d'affaires enregistrée entre les deux exercices s'explique en grande partie par la crise sanitaire qui a conduit à l'arrêt complet de l'activité du Groupe pendant 2 mois et par un net ralentissement de celle-ci sur le 2nd semestre 2020 alors que le Groupe bénéficiait d'une dynamique commerciale forte initiée sur l'exercice 2019 et qui s'est prolongée sur les 2 premiers mois de l'exercice 2020.

La part des ventes réalisées à l'étranger diminue légèrement et représente un peu moins de 7% du chiffre d'affaires réalisé sur l'exercice 2020.

Les prestations de service représentent une faible part du chiffre d'affaires d'environ 3%.

NOTE 5 – Achats consommés

Les achats consommés se décomposent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Achats et variation de stock de matières premières	2 310	2 664
Achats et variation de stock de marchandises	2 335	4 023
Achats d'études et sous-traitance	701	761
Achats non stockés de matières et fournitures	148	203
Achats consommés	5 494	7 651

Sur l'exercice 2020, le Groupe est parvenu à maîtriser ses achats, permettant ainsi une amélioration du taux de marge brute qui passe de 43,5% du chiffre d'affaires à 46,1%. Cette amélioration a permis de compenser une partie de la baisse du chiffre d'affaires.

Les achats d'études et de sous-traitance concernent les activités Confidence, LuciConnect (intégrées dans Lucibel SA) et Lorenz Light Technic. En 2020, le recours à ces prestations de service a permis d'ajuster les charges au niveau de l'activité.

NOTE 6 - Charges externes

Le tableau ci-dessous détaille les charges externes supportées par le Groupe :

Répartition des charges externes	31/12/2020	31/12/2019	Variation	
			en K€	en %
Locations immobilières et charges locatives	608	205	403	196%
Autres locations (véhicules, matériel)	184	190	(7)	-3%
Entretiens et réparations	103	129	(26)	-20%
Assurances	87	79	8	10%
Etudes et recherche	100		100	
Honoraires et commissions	859	1 176	(318)	-27%
Publicité	182	218	(36)	-17%
Transports sur achats et ventes	354	459	(105)	-23%
Frais déplacements - Missions - Réception	156	251	(94)	-38%
Frais postaux et téléphone	109	145	(36)	-25%
Services bancaires	48	55	(6)	-12%
Autres	71	40	31	79%
Total	2 861	2 947	(86)	-3%

Les charges externes baissent d'environ 3 % entre 2019 et 2020 mais l'évolution des postes qui composent ces charges externes est très différente sur l'exercice.

Ainsi, le poste « *Locations immobilières et charges locatives* » augmente très fortement entre les deux exercices : cette hausse s'explique par le fait qu'en 2020, le Groupe a supporté le loyer de son site industriel de Barentin sur l'ensemble de l'exercice 2020 contre 9 mois en 2019. De plus, en 2019, le Groupe refacturait une partie des frais de Barentin à sa filiale Cordel ce qui n'était pas le cas sur l'exercice 2020.

Sur 2020, les frais d'études et de recherche correspondent à des frais engagés pour le LiFi, solution d'accès à internet par la lumière.

La baisse du poste « *Honoraires et commissions* » s'explique principalement par la réduction de certains contrats de prestations et par la réduction des honoraires des commissaires aux comptes suite au changement de mandat décidé lors de l'Assemblée Générale de 2020.

La baisse des frais publicitaires est en partie liée à la suspension des salons professionnels pendant une grande partie de l'année 2020.

Certains postes comme les frais de transport ou de déplacement sont étroitement liés au niveau d'activité ce qui explique leur diminution sur l'exercice 2020.

Enfin, il convient de souligner que le Groupe a supporté les charges de Lorenz Light Technic sur l'ensemble de l'année 2020 contre 9 mois en 2019.

NOTE 7 - Effectifs et frais de personnel

Effectifs

Au 31 décembre 2020, l'effectif total du Groupe s'élève à 71 salariés contre 81 au 31 décembre 2019 à périmètre comparable, c'est-à dire sans les salariés de Cordel.

Charges de personnel

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Rémunérations et charges sociales	3 908	4 111
Total	3 908	4 111

Les charges de personnel ont diminué de 5% entre les deux exercices. Cette baisse s'explique en partie par les mesures de chômage partiel mises en place pour faire face à la baisse d'activité liée à la crise sanitaire. Pour l'ensemble du Groupe, la prise en charge par l'Etat a représenté 338 K€.

Le plan de licenciement économique mis en œuvre à la fin du 1^{er} semestre 2020 et qui a conduit au départ de 9 salariés explique également une partie de la baisse des frais de personnel. Cependant, l'effet combiné de ces baisses reste limité sur l'exercice car en 2019, une partie du personnel du Groupe était mise à disposition de sa filiale Cordel et refacturée. En 2020, avec la liquidation de Cordel, le Groupe a supporté l'intégralité de ces frais de personnel, de même qu'il a supporté les charges de personnel de Lorenz Light Technic sur l'ensemble de l'année 2020 contre 9 mois en 2019.

NOTE 8 - Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se décomposent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Production stockée	(124)	102
Frais de développement capitalisés	238	103
Subvention d'exploitation		1
Autres produits	459	546
Transfert de charges	66	76
Total	640	828

Les frais de développement capitalisés correspondent à une partie des frais de personnel de recherche portée par Lucibel SA. L'augmentation constatée entre les deux exercices s'explique principalement par la reprise des projets de recherche sur l'exercice 2020.

Le poste « *Autres produits* » comprend notamment :

- le crédit d'impôt recherche qui correspond à la part du CIR/CII 2020 attribuable aux dépenses de recherche conservées en charge et à la reprise en résultat des CIR des années antérieures au rythme de l'amortissement des dépenses de recherche capitalisées (151 K€) ;
- le complément de crédit impôt recherche sur des dépenses engagées en 2019, non comptabilisé en 2019 à hauteur de 29 K€ ;
- la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2020 pour un montant de 246 K€.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles.

NOTE 9 - Dotations aux amortissements et aux provisions

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. incorporelles	516	598
Dot. / (Rep.) provisions - amortissements sur immo. corporelles	173	189
Dot. / (Rep.) provisions sur stock	(157)	147
Dot. / (Rep.) provisions sur créances clients	(111)	249
Dot. / (Rep.) provisions	28	(186)
Total	449	997

Les dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles concernent les dépenses de recherche et de développement qui sont capitalisées et amorties en moyenne sur 3 ans à compter du début de la commercialisation du produit visé par les frais de recherche.

Les reprises de provisions sur stock résultent d'un travail sur le cycle d'achats des produits afin de limiter la constitution de stocks à faible rotation. Des opérations de mises au rebut et de déstockage ont également été menées dans les différentes entités du Groupe ce qui explique une partie des reprises de provisions pour dépréciations opérées sur l'exercice.

Les reprises de provisions sur créances clients sont liées à une gestion étroite du poste Clients, avec la mise en place d'actions de recouvrement systématique pour toutes les entités du Groupe qui ont notamment permis de recouvrir certaines créances anciennes.

NOTE 10 - Résultat financier

Les principales composantes du résultat financier sont les suivantes :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dotations financières aux amortissements et provisions	(55)	-
Intérêts et charges assimilées	(26)	(40)
Différences négatives de changes	(13)	(15)
Autres charges financières	(2)	(4)
Total des charges financières	(96)	(59)
Autres intérêts et produits assimilés	3	
Reprise de dotations aux amortissements et aux provisions financières	10	
Différences positives de changes	2	20
Autres produits financiers	42	59
Total des produits financiers	58	79
Résultat financier	(38)	20

Le Groupe a enregistré une provision de 50 K€ au titre d'une caution donnée sur un compte bancaire de Cordel et une provision de 5 K€ pour sa filiale Lucibelle Paris.

La baisse des charges d'intérêts s'explique par la suspension des remboursements bancaires pendant 6 mois accordés par les différents partenaires bancaires du Groupe dans le cadre de la crise sanitaire.

NOTE 11 – Résultat exceptionnel

Les principales composantes du résultat exceptionnel sont les suivantes :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Produit/(Perte) sur cession	4	13
Plus-value de déconsolidation	127	
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(440)	
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	16	
Autres produits et charges exceptionnels	(193)	(209)
(Dot.) / Rep. provisions	55	(382)
Total	(431)	(578)

Une plus-value de 127 K€ a été constatée suite à la déconsolidation des titres Cordel enregistrée début janvier 2020 en conséquence de la mise en liquidation judiciaire de la société.

La perte exceptionnelle s'explique également par :

- des charges exceptionnelles de restructuration à hauteur de 177 K€ suite au plan mis en œuvre par le Groupe à la fin du 1^{er} semestre 2020 ;
- des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs qui correspondent à des acomptes fournisseurs non imputés sur des factures et à des facturations de l'organisme Ecosystem/Recylum suite à des déclarations rétroactives pour le traitement des déchets électriques et électroniques pour les exercices 2017, 2018 et 2019 ;
- une provision de 82 K€ pour les Crédits Impôts Recherche (CIR) des exercices 2014 et 2015 dont une partie a été contestée par l'administration fiscale et qui doit être restituée à l'Etat ;
- diverses provisions pour risque d'exploitation ;
- des reprises de provision pour 158 K€ pour des risques soldés au cours de l'exercice.

NOTE 12 - Impôts sur les bénéfices

Ventilation de la charge ou du produit d'impôt

Le produit d'impôt sur les bénéfices se ventile comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
(Charge) Produit d'impôt courant	14	(111)
(Charge) Produit d'impôts différés	(3)	20
Total	11	(91)

Impôts différés par nature

En K€	31/12/2019	Entrée de périmètre	Variation	31/12/2020
Immobilisations incorporelles	(204)		20	(184)
Déficits reportables et autres différences temporaires	207		(23)	184
Total	3	0	(3)	0

Rapprochement de l'impôt comptabilisé et de l'impôt théorique

L'écart entre l'impôt sur les sociétés calculé selon le taux en vigueur en France et le produit ou la charge d'impôt au compte de résultat s'analyse comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Résultat avant impôt hors résultat des mises en équivalence et des activités abandonnées	(2 580)	(2 407)
Taux d'impôt en vigueur	28,00%	28,00%
(Charge) Produit d'impôt théorique calculé au taux en vigueur	722	674
Incidence sur la (charge) produit d'impôt des :		
- Déficits antérieurs non activés utilisés		6
- Déficits de la période non activés	(641)	(648)
- Différentiel de taux	(1)	(2)
- Autres éléments	(69)	(121)
(Charge) Produit d'impôt constaté au compte de résultat	11	(91)

Au 31 décembre 2020, les déficits fiscaux non activés du Groupe, qui pourraient être utilisés sur les bénéfices futurs, s'établissent et se répartissent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
France	45 303	42 715
Afrique	224	125
Total	45 527	42 840

Les déficits reportables en France, soit 45 303 K€ au 31 décembre 2020, sont reportables de manière indéfinie. L'utilisation des reports déficitaires est néanmoins plafonnée : conformément aux textes fiscaux en vigueur, l'imputation d'un déficit antérieur est plafonnée à 50% du bénéfice imposable de l'exercice au-delà de 1 M€.

Les déficits reportables au Maroc (224 K€) sont reportables sur une durée de 4 ans.

Les déficits reportables des entités en sommeil n'ont pas été repris car il y a peu de probabilité qu'ils puissent être utilisés par le Groupe.

Il est précisé que, depuis le 1^{er} janvier 2014, Lucibel SA a constitué un groupe d'intégration fiscale avec les sociétés Cordel Développement, Cordel, et Procédés Hallier. A partir du 1^{er} janvier 2015, la société Lucibelle Paris (ex Line 5) et à compter du 1^{er} janvier 2016, la société Lucibel Barentin ont rejoint l'intégration fiscale du Groupe. Lucibel Healthcare qui était dans le groupe d'intégration fiscale en 2014 et 2015 a été absorbée par voie de transmission universelle de patrimoine (TUP) en 2016. De même, Lucibel Barentin et Cordel Développement ont été absorbées par voie de TUP en 2018. Enfin, Lorenz Light Technic a rejoint le groupe d'intégration fiscale depuis le 1^{er} janvier 2020 tandis que la filiale Cordel en est sortie du fait de sa liquidation prononcée le 14 janvier 2020.

NOTE 13 - Résultat des activités destinées à être abandonnées

Les principaux agrégats du compte de résultat de Cordel sont présentés dans le tableau ci-après. Les données 2019 n'ont pas été auditées et sont le résultat d'une estimation du Groupe sur la base des éléments comptables dont il disposait au moment de la décision de liquider Cordel (14 janvier 2020). Les chiffres présentés ci-dessous sont ceux qui ont été intégrés aux états financiers consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2019 et qui ont conduit les commissaires aux comptes à émettre une réserve sur les comptes du Groupe.

En K€	31/12/2019
Chiffre d'affaires	6 693
Résultat d'exploitation	(1 864)
Résultat financier	(88)
Résultat exceptionnel	(1 449)
Dépréciation écart d'acquisition	(6 114)
Résultat net des activités destinées à être abandonnées	(9 515)

Pour rappel, le résultat exceptionnel est essentiellement constitué :

- des provisions enregistrées au cours de l'exercice pour des litiges sociaux ;
- du complément de dépréciation de la marque (813 K€) ;
- du complément d'amortissement de la relation clients de sorte que celle-ci soit totalement amortie au 31 décembre 2019, soit 32 K€ d'amortissement supplémentaire qui auraient dû être enregistrés en 2020 (l'amortissement normal de 188 K€ restant comptabilisé en résultat d'exploitation).

NOTE 14 – Entités mises en équivalence

Depuis le 1^{er} juillet 2015, la société SLMS détenue à 47%, puis à 50% depuis mars 2018, dont le contrôle est exercé conjointement, et depuis le 1^{er} juillet 2016 la société Lucibel Middle East détenue à 40%, sont mises en équivalence dans les comptes du Groupe Lucibel.

En K€	SLMS	Lucibel Middle East
Pourcentage de contrôle	50%	40%
Valeur comptable de l'actif net détenu	-	-
Quote-part de résultat	-	-

Pour rappel, la société SLMS est une société mise en sommeil depuis le 1^{er} janvier 2018, date du transfert des salariés vers Lucibel SA.

L'information financière simplifiée 2020 des sociétés mises en équivalence est présentée ci-dessous (issue des comptes communiqués par ces entités) :

En K€	SLMS	Lucibel Middle East (*)
Actifs courants	333	134
Actifs non courants	0	1
Capitaux propres	(357)	(1 500)
Passifs courants	690	1 633
Passifs non courants	-	2
Chiffre d'affaires	0	438
Résultat net	155	(0)

(*) les données communiquées ont été converties au cours de clôture tel qu'il figure en note 1 de l'annexe

NOTE 15 - Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice (hors titres d'autocontrôle)

Les instruments donnant droit au capital de façon différée (BSPCE, actions gratuites et options, voir note 23) sont considérés comme anti dilutifs car ils induisent une augmentation de la perte par action. Ainsi, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

Résultat par action	31/12/2020	31/12/2019
Résultat de l'exercice (en K€)	(2 569)	(12 013)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14 193 496	14 184 900
Résultat de base par actions (€ / action)	(0,18)	(0,85)
Résultat dilué par action (€ / action)	(0,18)	(0,85)

NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 16 - Écarts d'acquisition – regroupements d'entreprises

La variation des écarts d'acquisition en valeur nette se décompose comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Valeur nette en début d'exercice	2 365	8 231
Mouvement de périmètre	(52)	400
Perte de valeur écart d'acquisition Cordel en résultat des activités abandonnées		(6 114)
Perte de valeur en dotation pour dépréciation des écarts d'acquisition		(152)
Valeur nette en fin d'exercice	2 313	2 365

La variation d'écart d'acquisition enregistrée sur l'exercice correspond à la réduction du 3^{ème} complément de prix versé dans le cadre de l'acquisition de Lorenz Light Technic qui se retrouve minoré par rapport aux estimations faites fin 2019.

Répartition par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT)

Au 31 décembre 2020, les écarts d'acquisition se décomposent, en valeur nette, de la façon suivante :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Procédés Hallier	1 626	1 626
Confidence	491	491
Lorenz	196	248
Total	2 313	2 365

L'écart d'acquisition de Lorenz n'ayant pu être affecté à des actifs incorporels identifiables, l'intégralité de l'écart d'acquisition figure donc au bilan et entre dans le processus des tests de dépréciation mené par le Groupe.

Les UGT utilisées par le Groupe dans le cadre des tests de dépréciation des écarts d'acquisition correspondent aux différents marchés identifiés au sein du Groupe (à savoir activité de développement et de commercialisation de solutions d'éclairage issues de la technologie LED) :

- l'UGT Procédés Hallier représente la présence du Groupe dans l'activité des musées ;
- l'UGT Confidence représente la présence du Groupe sur le secteur du luminaire-mobilier ;
- l'UGT Lorenz Light Technic représente la présence du Groupe dans le secteur de la grande distribution, et plus spécifiquement des indépendants (Leclerc, Intermarché, Système U).

L'UGT Lucibel (sans écarts d'acquisition attachés) représente l'activité de distribution de LED pour le segment de marché tertiaire principalement.

Tests de perte de valeur

Le test annuel a consisté à déterminer la valeur recouvrable de chacune des unités génératrices de trésorerie (UGT) auxquelles sont rattachés les écarts d'acquisition et à la comparer à la valeur nette comptable des actifs correspondants.

Pour Procédés Hallier, Lorenz et Confidence, les tests de dépréciation ont été réalisés en utilisant un taux d'actualisation de 11 % et une croissance à l'infini de 2,5%.

Sur la base de ces éléments, la direction de Lucibel estime qu'il n'y a pas lieu de déprécier ces écarts d'acquisition au 31 décembre 2020.

Concernant Procédés Hallier, au regard de l'excédent existant entre la valeur d'utilité et la valeur comptable, le Groupe estime sur la base des événements raisonnablement prévisibles à ce jour, que d'éventuels changements affectant les hypothèses clés n'entraîneraient pas la comptabilisation d'une perte de valeur.

NOTE 17 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions de l'exercice correspondent principalement à des frais de développement sur des projets R&D terminés ou en cours de développement à la clôture.

Les projets de R&D activés les années précédentes dont les avantages économiques futurs n'ont pas été confirmés ont été sortis de l'actif immobilisé.

VALEUR BRUTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2019	2 041	706	580	637	56	4 020
Acquisitions	4			26	255	285
Sorties				(4)		(4)
Variations de périmètre						-
Reclassement / mise au rebut	125				(125)	-
Autres variations			1	(1)		0
Au 31 décembre 2020	2 171	706	581	658	186	4 302

AMORTISSEMENTS en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2019	(1 548)	(426)	(128)	(583)		(2 685)
Dotations	(416)	(71)		(31)		(518)
Sorties				4		4
Variations de périmètre						-
Reclassement en passif des activités abandonnées						-
Autres variations			(1)	1		(0)
Au 31 décembre 2020	(1 963)	(497)	(129)	(609)	-	(3 199)

VALEUR NETTE en K€	Frais de développement	Relations clients	Marques	Autres immo. incorporelles	Immo. Incorporelles en cours	Total
Au 31 décembre 2019	494	280	452	54	56	1 335
Au 31 décembre 2020	207	209	452	48	186	1 103

NOTE 18 - Immobilisations corporelles

Les principales augmentations de l'exercice correspondent à :

VALEUR BRUTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2019	856	87	689	140	1 771
Acquisitions	2		40	81	123
Sorties			(10)	(80)	(90)
Variations de périmètre					-
Reclassements et mises au rebut	11				11
Autres variations	(2)		(13)		(15)
Au 31 décembre 2020	867	87	706	141	1 800

AMORTISSEMENTS en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2019	(679)	(0)	(421)	(15)	(1 115)
Dotations	(64)		(77)	(31)	(172)
Sorties			10	15	25
Variations de périmètre					-
Reclassement en passif net des activités abandonnées					-
Autres variations	2		1		3
Au 31 décembre 2020	(741)	(0)	(487)	(31)	(1 259)

VALEUR NETTE en K€	Matériels et outillages – Installations techniques	Terrain et constructions	Autres immobilisations corporelles	Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	Total
Au 31 décembre 2019	176	87	268	125	656
Au 31 décembre 2020	125	87	219	110	541

Les immobilisations financées par crédit-bail sont des véhicules mis à disposition des salariés du Groupe.

NOTE 19 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières sont composées

- de titres de participation de sociétés non consolidées pour un montant de 4 229 K€ entièrement dépréciés (voir note 2) ;
- de créances rattachées à des participations de sociétés non consolidées, pour un montant de 4 097 K€, également entièrement dépréciés ;
- de prêts et cautionnements données dans la cadre de l'activité du Groupe pour un montant de 195 K€ dont 4 K€ dépréciés.

NOTE 20 - Stocks

La valeur nette des stocks reste quasiment stable entre les deux exercices et s'établit à 3 067 K€ au 31 décembre 2020 contre 3 051 K€ au 31 décembre 2019.

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute matières premières et composants	1 941	1 886
Valeur brute marchandises	1 706	1 903
Provisions cumulées	(580)	(738)
Valeur nette	3 067	3 051

Les provisions pour dépréciation constatées à la clôture de l'exercice 2020 prennent en considération l'obsolescence et les difficultés d'écoulement de certains produits finis qui impactent l'ensemble des stocks.

Au cours de l'exercice, la variation des provisions sur stocks se décompose comme suit :

En K€	Provisions sur stocks
Au 31 décembre 2019	(738)
Dotations	(509)
Reprises	667
Variations de périmètre	
Au 31 décembre 2020	(580)

NOTE 21 - Clients et comptes rattachés

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute	3 069	3 302
Provisions cumulées	(1 809)	(1 920)
Valeur nette	1 260	1 382

Le Groupe Lucibel dispose d'un contrat de cessions de créances commerciales sous forme d'affacturage avec FactoFrance concernant les sociétés Lucibel SA et Procédés Hallier. Au 31 décembre 2020, le montant total financé par le factor pour le Groupe 1 269 K€.

Dans le cadre de ce contrat, les sociétés ont convenu de vendre, sur une base renouvelable, certaines de leurs créances clients. Conformément aux dispositions des contrats, les sociétés, en tant que cédantes, demeurent exposées aux risques de crédit et de délais de paiement.

Le Groupe bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance de ses clients. Ces contrats s'appliquent aux clients à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec un paiement d'avance.

NOTE 22 - Autres créances et comptes de régularisation

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Fournisseurs avances et acomptes	121	666
Etat – crédit d'impôt recherche	216	403
Créances fiscales et sociales	260	171
Charges constatées d'avance	168	209
Autres créances	702	1 150
Total des autres actifs courants	1 467	2 599

Le montant qui figure dans la rubrique « *Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts* » enregistré à hauteur de 216 K€ au 31 décembre 2020 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche (CIR), soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€) et le montant du CIR 2020 (130 K€) Compte tenu de la crise sanitaire, le montant du CIR 2019 a été encaissé par la maison mère en avril 2020 et ne figure donc pas dans le montant des créances dues par l'Etat.
- à une créance de crédit impôt innovation (9 K€).

Le poste « *Autres créances* » représente essentiellement le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions.

Ces créances sont, pour l'essentiel, à moins d'un an.

NOTE 23 - Trésorerie et équivalents de trésorerie

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Disponibilités (*)	2 514	1 960
Valeurs mobilières de placement et comptes à terme	0	0
Total Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 514	1 960

(*) Y compris la trésorerie passive

NOTE 24 - Capitaux propres et informations sur le capital

Capital social

Suite à l'adoption par l'assemblée Générale des actionnaires du 29 juin 2020 des 17^{ème} et 18^{ème} résolutions, la Société a imputé la totalité du report à nouveau déficitaire sur le compte « *Prime d'émission* », puis a procédé à la réduction du capital social de la Société motivée par des pertes, par voie de diminution de la valeur nominale des actions. En conséquence de cette réduction de capital, la valeur nominale des actions a été modifiée et est passée d'un montant unitaire de 1 euro à un montant unitaire d'environ 0,1882 euro.

Au 31 décembre 2020, le capital social s'élève à 2 807 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 911 622 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale d'environ 0,1882 euro par action.

Au 31 décembre 2020, 9% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding, et 9,3% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Au 31 décembre 2020, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation dispose d'un droit de vote attaché.

Gestion des capitaux propres

Dans le cadre de la gestion de ses capitaux propres, le Groupe veille à disposer des ressources financières nécessaires au financement de sa croissance organique et de ses opérations de croissance externe.

Depuis sa création, le Groupe a financé son développement :

- par voie d'augmentations de capital successives ;
- par une émission d'obligations convertibles en actions (décembre 2013) ;
- par la souscription d'emprunts bancaires ;
- et, de manière moins significative, par l'obtention d'aides publiques ou encore par le remboursement de créances de crédit impôt recherche.

Le Groupe continuera à financer son développement et ses besoins en fonds de roulement par des financements appropriés, tout en veillant au maintien de ratios financiers sains.

NOTE 25 - Plans d'options et assimilés

Bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- en cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2019, neuf programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2016 à 2019 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 885 000 BSPCE ont été attribués, 530 500 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2020, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 300.000 BSPCE. Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2018	767 584	4,00
Attribués	175 000	1,00
Exercés	-	-
Annulés	(266 334)	4,94
Solde au 31 décembre 2019	676 250	2,85
Attribués	300 000	0,97
Exercés	-	-
Annulés	(321 750)	3,62
Solde au 31 décembre 2020	654 500	1,61

Au 31 décembre 2020, 204 000 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour, avec des prix d'exercice variant de 2,02 € à 4,55 € suivant les attributions.

Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2014 à 2015 sont toujours en cours. 40 000 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 32 500 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ces plans sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 44 000 options ont été annulées car devenues caduques.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2018	60 750	6,88
Attribués		
Exercés		
Annulés	(9 250)	6,50
Solde au 31 décembre 2019	51 500	6,95
Attribués		
Exercés		
Annulés	(44 000)	7,50
Solde au 31 décembre 2020	7 500	3,75

Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un deuxième programme d'attribution d'actions gratuites. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1^{ère} attribution, 15 160 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 17 mars 2019). Sur la 2^{nde} attribution, 10 000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 3 avril 2020).

En juin 2019, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter, comme le précédent, sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 67 400 AGA. Les attributions d'actions gratuites faites en juillet 2020 sont en cours d'acquisition jusqu'au 9 juillet 2022.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
Solde au 31 décembre 2018	29 660
Attribuées	
Acquises	(15 160)
Annulées	(4 500)
Solde au 31 décembre 2019	10 000
Attribuées	67 400
Acquises	(10 000)
Annulées	
Solde au 31 décembre 2020	67 400

NOTE 26 – Autres fonds propres

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Avances conditionnées	1 142	1 185
Total autres fonds propres	1 142	1 185

Au 31 décembre 2020, les autres fonds propres sont constitués d'avances consenties par la région Normandie dans le cadre de l'implantation de Lucibel sur le site de Barentin.

Dans le cadre des dispositifs mis en place par la région Normandie suite à la crise sanitaire du COVID-19, le remboursement des avances a été suspendu à compter de mars 2020, pour une période de 6 mois. Les remboursements sur l'exercice 2020 ont donc représenté un montant de 43 K€.

Début 2021, la Société a demandé et obtenu un rééchelonnement de la dette restante à compter du 1^{er} mars 2021, avec un allègement des mensualités pendant 12 mois.

Le tableau ci-dessous présente le nouvel échéancier de cette avance au 31 décembre 2020 :

Avances conditionnées	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc. 2020	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-24	31-déc-25
Avance Région Haute Normandie	2011	0,00%	1 142	166	262	285	285	143
Total avances conditionnées			1 142	166	262	285	285	143

NOTE 27 – Provisions

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	Dotations	Reprises utilisées	Variation de périmètre	31/12/2020
Provisions pour risque produit	164	75	(109)		130
Provisions pour litiges	-	32			32
Provisions pour engagement de retraite	50	23			73
Autres provisions	240	150	(158)		232
Total provisions	454	280	(267)	-	467

Provisions

La provision pour risque produit couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par le Groupe durant la période de garantie (généralement comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse historique des coûts du service après-vente et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour engagement de retraite concernent essentiellement les régimes à prestations définies, non financés, en France. Au 31 décembre 2020, les engagements de retraite s'élèvent à 73 K€.

En France, le régime à prestations définies concerne le versement d'indemnités de départ en retraite. Le Groupe provisionne ses engagements envers les salariés en application des dispositions des conventions collectives des commerces de gros, de la métallurgie, du négoce de l'ameublement, relatives au départ et à la mise à la retraite. La provision relative aux indemnités de départ en retraite est évaluée de manière actuarielle suivant les modalités exposées à la note 2.

Les principales hypothèses actuarielles retenues au titre de ces régimes sont les suivantes :

- application d'un taux de revalorisation annuel des salaires de 1% à 1,5% ;
- application d'un taux d'actualisation brut de 0,34% pour 2020 ;
- l'hypothèse de rotation des effectifs a été mise à jour en fonction de l'historique des départs des cinq dernières années lorsque cet historique existe ou évalué à 5% dans le cas où l'historique n'existe pas ;
- départ à l'initiative du salarié ;
- âge de départ à la retraite : 67 ans ;
- charges sociales patronales : entre 17% et 50% suivant les catégories de personnel ;
- table de mortalité : INSEE 2018 et 2019

Les autres provisions sont évaluées au cas par cas.

Passifs éventuels

Dans le cadre de la gestion de ses activités, le Groupe est impliqué dans ou a engagé diverses procédures contentieuses ou pré contentieuses qui n'ont pas donné lieu à la constitution de provisions pour risques. Le Groupe estime que la situation financière consolidée ne serait pas affectée de façon significative en cas d'issue défavorable de ces procédures.

NOTE 28 - Emprunts et autres dettes financières

Le poste « Emprunts et dettes financières » se ventile de la façon suivante :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Emprunts et dettes bancaires	3 542	1 771
Emprunts sur contrats de crédit-bail	120	127
Concours bancaires / intérêts courus	1	1
Total emprunts et autres dettes financières	3 663	1 899

L'évolution de ce poste au cours de l'exercice est détaillée dans le tableau ci-dessous :

En K€	31/12/2019	Souscriptions	Remboursements	Variation de périmètre	31/12/2020
Emprunts et dettes bancaires	1 771	2 102	(331)		3 542
Emprunts sur contrats de crédit-bail	127	81	(88)		120
Concours bancaires / intérêts courus	1				1
Total emprunts et autres dettes financières	1 899	2 183	(419)	-	3 663

Les souscriptions correspondent au montant des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) obtenus dans le cadre des dispositifs mis en place pour faire face à la crise sanitaire.

Le Groupe a d'ores et déjà confirmé auprès des établissements de crédit concernés par ces opérations (CIC, Caisse d'Epargne Ile-de-France et Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne) qu'il optait pour un différé de 2 ans et un remboursement sur 4 ans. Les 1^{ers} remboursements commenceront à compter de juin 2022 puis à compter d'août 2022. L'échéancier présenté ci-dessous détaille les remboursements des différents emprunts bancaires sur les exercices futurs en intégrant ces modalités de remboursement pour les PGE :

Emprunts	Mise en place	Taux d'intérêt effectif	Au 31 déc 2020	31-déc-21	31-déc-22	31-déc-23	31-déc-24	31-déc-25	31-déc-26
BRED	déc-17	1,00%	67	67		-	-	-	-
CIC - financement acquisition Confidence	nov-18	2,25%	380	114	114	114	38	-	-
Caisse d'Epargne IDF	juin-19	1,30%	301	99	100	102			
BPALC - financement	nov-19	0,80%	620	138	140	141	142	59	
Assurance Prospection Export	2014	0,00%	74		74		-	-	-
PGE CIC -Lucibel (*)	mai-20		500		72	124	125	126	53
PGE CIC - Procédés Hallier (*)	mai-20		500		72	124	125	126	53
PGE Caisse d'Epargne – Lucibel (*)	mai-20		500		72	124	125	126	53
PGE BPALC - Lorenz Light Technic (*)	juil-20		600	-	62	149	150	151	89
Total Emprunts et concours bancaires			3 542	418	706	878	705	589	247

(*) Prêt Garanti par l'Etat

Devise des emprunts et dettes financières

Le Groupe est endetté uniquement en euros et n'est pas exposé à des risques de change sur sa dette.

Covenants

L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;
- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2020 ;
- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2020, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2020 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2020, soit 380 K€, malgré le bris de covenant.

NOTE 29 - Fournisseurs et comptes rattachés

Le poste « *Fournisseurs et compte rattachés* » inclut le poste « *Factures non parvenues* » et s'élève à 1 843 K€ au 31 décembre 2020 contre 2 053 K€ au 31 décembre 2019, la baisse s'expliquant essentiellement par la baisse d'activité enregistrée par le Groupe en raison de la crise sanitaire.

NOTE 30 - Autres dettes et comptes de régularisation

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes sur immobilisations	73	252
Dettes fiscales et sociales	1 530	1 129
Produits constatés d'avance	2 179	2 518
Clients – avoirs à établir, avances et acomptes	106	277
Autres dettes	54	324
Total	3 942	4 500

Les dettes sur immobilisations sont relatives à l'acquisition des titres de la société Lorenz Light Technic à hauteur de 36 K€ et des titres de LuciConnect pour un montant de 37 K€.

Les dettes fiscales et sociales correspondent aux provisions de fin d'année, à la TVA collectée et aux reports de cotisation URSSAF et retraite consentis par l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire.

Le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond essentiellement à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente, étant rappelé que cette cession n'est pas assortie d'une option d'achat à l'issue de la période de location. La plus-value reconnue au titre de 2020 qui s'élève à 246 K€ est comptabilisée en « *Produits d'exploitation* » tandis que la plus-value résiduelle de 2 033 K€ est comptabilisée en « *Produits constatés d'avance* ».

Ce poste comprend également, à hauteur de 135 K€, l'étalement du produit de crédit impôt recherche (CIR) relatif à des dépenses de développement capitalisées.

Le poste « *Clients avoirs à établir, avances et acomptes* » comprend les remises de fin d'année octroyées aux clients du Groupe pour 48 K€ et 58 K€ d'acomptes reçus par les différentes entités du Groupe.

NOTE 31 – Passif net des activités destinées à être abandonnées

Pour l'exercice 2019, les actifs et les passifs de la société Cordel ont été reclassés en « *Passif net des activités destinées à être abandonnées* ». Les chiffres mentionnés dans le tableau ci-après n'ont pas été audités et résultent d'une estimation de la part du Groupe qui a notamment considéré que la valeur de réalisation des stocks de Cordel devait être fortement dépréciée compte tenu de la liquidation directe de Cordel. Cet avis a été renforcé par la crise sanitaire du Covid-19 dont le Groupe a anticipé les conséquences sur la revente du stock de Cordel à des conditions de marché normales.

Au 31 décembre 2019, les actifs et passifs de la société Cordel estimés se décomposent ainsi :

En K€	31/12/2019
Ecart d'acquisition	0
Stock	150
Autres actifs courants	835
Trésorerie et équivalents de trésorerie	584
Total des actifs des activités destinées à être abandonnées	1 569
Provisions pour risques	472
Emprunts et dettes financières	226
Autres passifs courants	994
Total des passifs des activités destinées à être abandonnées	1 692
Passif net des activités destinées à être abandonnées	123

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

NOTE 32 - Engagements hors état de la situation financière

Dans le cadre de son activité, le Groupe est amené à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions, tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2020, la nature des engagements portés par le Groupe reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2019. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

(i) *Engagements de location*

Le Groupe loue des bureaux et des entrepôts pour son activité. Au 31 décembre 2020, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre des baux conclus s'établissent à 3 423 K€ contre 3 696 K€ en 2019.

Par ailleurs, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple ou de crédit-bail de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2020 par le Groupe dans le cadre de ses contrats se sont établies à 171 K€.

(ii) *Sûretés réelles*

Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'emprunts bancaires

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 26. Par ailleurs, pour ce même emprunt, la Société a nanti au profit du CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31 décembre 2020, le solde de cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence s'élève à 380 K€ sur un montant initial de 570 K€.

Le Groupe a également nanti, au profit de la Banque Populaire d'Alsace Champagne Ardennes, le fonds de commerce de la société Lorenz Light Technic dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire de 700 K€ en novembre 2019.

La direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessus.

Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu, dans l'attente du paiement complet du prix de cession, le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclaire

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclaire portant sur un montant global HT de 561 704 €. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclaire remboursera progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif sur le semestre courant. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 331 609 € HT. Aucun remboursement, n'est intervenu à ce jour.

Engagements reçus dans le cadre de la mise en place des prêts garantis par l'Etat (PGE)

Conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la mise en place des Prêts Garantis par l'Etat, le Groupe bénéficie au 31 décembre 2020 d'une garantie représentant 90% du montant des emprunts souscrits soit un total de 1 890 K€.

Engagements reçus dans le cadre de la mise en place d'une garantie bancaire

Lucibel SA a mis en place une garantie bancaire auprès du CIC pour couvrir un marché étranger à hauteur de 26 KCHF, soit 24 K€ convertis à la date de clôture.

NOTE 33 - Informations sur les parties liées

Dirigeants

Les principes de rémunérations et avantages assimilés alloués au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général sont revus chaque année par le Conseil d'administration.

Dans le cadre d'une mission confiée par le Conseil d'administration à l'un des administrateurs, une rémunération exceptionnelle de 10 K€ lui a été versée au cours de l'exercice.

Il n'y a pas eu de jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration en 2020.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 360 K€ en 2020 contre 515 K€ en 2019. Ce montant intègre les rémunérations variables versées en 2020 au titre de 2019.

100.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de 0,97 €.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général de Lucibel SA en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux. Il n'y a pas d'avantages postérieurs à l'emploi pour les dirigeants de la Société.

Prestations Actionnaires

Lucibel SA bénéficie de prestations de conseil de la part de la société ETOILE FINANCE en matière de conduite et d'animation de la politique générale de la société et du Groupe et de leurs orientations stratégiques, en matière de développement, d'opérations d'investissement et de désinvestissement, de stratégie financière, d'aide à la détermination des axes de développement commercial, d'innovation technologique et de politique de ressources humaines notamment. A ce titre, le Groupe a comptabilisé des charges respectivement de 150 K€ et de 36 K€ au titre des exercices clos les 31 décembre 2019 et 2020.

Transactions avec les autres parties liées

Les transactions avec les autres parties liées ont été conclues aux conditions normales de marché.

NOTE 34 - Événements postérieurs à la clôture

Le début d'année 2021 reste marqué par l'impact de la crise sanitaire, notamment sur les segments de marché de la muséographie sur lequel intervient Procédés Hallier, et de la grande distribution sur lequel est positionnée sa filiale Lorenz Light Technic. Le secteur tertiaire (bureaux notamment), couvert par le Groupe sous la marque Lucibel Pro, devrait rester modérément actif jusqu'à la sortie de la crise sanitaire.

NOTE 35 - Honoraires des commissaires aux comptes

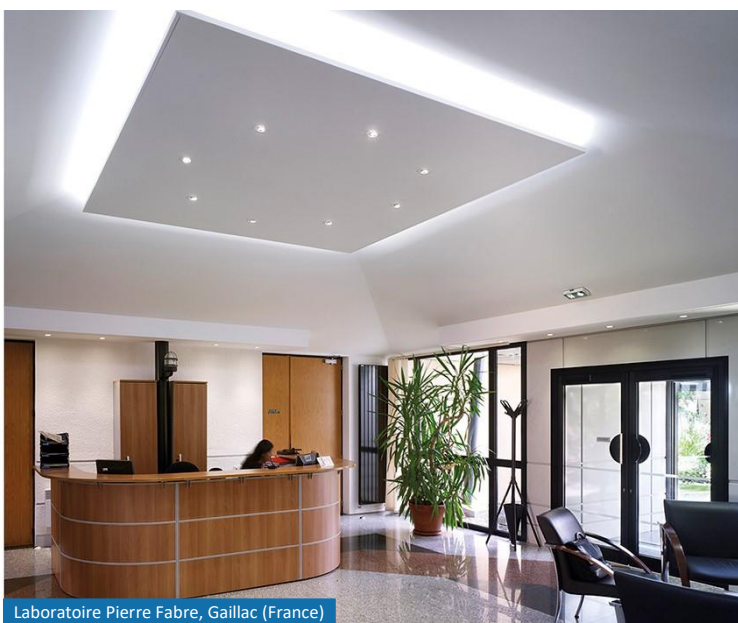
Les honoraires des Commissaires aux comptes du Groupe pris en charge au cours de l'exercice 2020 s'élèvent au titre de leur mission à 55 K€ contre 170 K€ pour l'exercice 2019 (125 K€ hors intervention sur Cordel).

LUCIBEL SA

COMPTES ANNUELS 2020



Bijouterie Mohedano, Toulouse (France)



Laboratoire Pierre Fabre, Gaillac (France)



Les billards bretons (France)



The Village -Villefontaine (France)

BILAN

ACTIF - Données en K€	Notes	Brut 31/12/2020	Amortissements et dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Immobilisations incorporelles	3	3 132	(2 420)	712	888
Immobilisations corporelles	4	1 004	(647)	357	454
Immobilisations financières	5	18 315	(10 132)	8 183	8 219
Total de l'actif immobilisé		22 451	(13 199)	9 252	9 561
Stocks et en-cours	6	2 360	(440)	1 920	1 984
Créances clients et comptes rattachés	7	2 866	(2 324)	542	463
Autres créances	8	4 075	(838)	3 237	3 654
Valeurs mobilières de placement & disponibilités	9	454		454	455
Charges constatées d'avance		129		129	175
Total de l'actif circulant		9 884	(3 602)	6 282	6 732
Ecart de conversion actif		-	-	-	-
Total de l'actif		32 335	(16 801)	15 534	16 292

PASSIF - Données en K€	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Capital social		2 807	14 193
Primes d'émission		523	42 784
Report à nouveau			(49 130)
Résultat de l'exercice		(15)	(5 175)
Subventions d'investissement		11	15
Provisions réglementées		164	151
Total des capitaux propres	10	3 490	2 838
Autres fonds propres	11	1 142	1 185
Provisions pour risques et charges	12	327	347
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13	1 522	735
Emprunts et dettes financières diverses	14	4 246	5 991
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15	1 425	1 644
Dettes fiscales et sociales	16	1 177	762
Autres dettes	17	2 205	2 790
Total des dettes		10 575	11 922
Ecart de conversion passif			
Total du passif		15 534	16 292

COMPTE DE RÉSULTAT

Données en K€	Notes	2020	2019
Chiffre d'affaires net	18	6 307	8 594
Autres produits d'exploitation	19	451	551
Total produits d'exploitation		6 758	9 145
Achats consommés	20	(3 733)	(4 454)
Autres achats et charges externes	21	(2 346)	(2 722)
Impôts, taxes et versements assimilés		(185)	(258)
Charges de personnel	22	(2 921)	(3 809)
Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	23	(375)	(1 004)
Autres charges d'exploitation		(3)	(49)
Total charges d'exploitation		(9 564)	(12 296)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(2 805)	(3 151)
RESULTAT FINANCIER	24	2 960	(1 855)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		155	(5 006)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	25	(569)	(514)
Impôts sur les bénéfices	26	399	345
RESULTAT NET		(15)	(5 175)

SITUATION NETTE

Données en K€ (sauf nombre d'actions)	Nombre d'actions	Capital social	Prime d'émission	Report à nouveau	Résultat de l'exercice	Subv. d'investiss ^t	Prov. réglementées	Total
Au 31 décembre 2018	14 193 496	14 193	42 784	(37 766)	(11 364)	25	142	8 014
Affectation de résultat				(11 364)	11 364			-
Subvention d'investissement						(10)		(10)
Dotation aux provisions réglementées							9	9
Résultat net de la période					(5 175)			(5 175)
Au 31 décembre 2019	14 193 496	14 193	42 784	(49 130)	(5 175)	15	151	2 838
Affectation de résultat				(5 175)	5 175			-
Imputation des pertes		(11 521)	(42 784)	54 305				0
Subvention d'investissement						(4)		(4)
Dotation aux provisions réglementées							13	13
Augmentation de capital résultant de l'acquisition d'actions gratuites	25 160	5	(5)					-
Augmentation de capital résultant de la souscription de 692 966 actions au prix de 1€ (net de frais)	692 966	130	528					659
Résultat net de la période					(15)			(15)
Au 31 décembre 2020	14 911 622	2 807	523	0	(16)	10	164	3 490

ANNEXES AUX COMPTES SOCIAUX

GÉNÉRALITÉS	84
Note 1 Principes et méthodes comptables	85
Note 2 Faits marquants de l'exercice	88
NOTES RELATIVES AU BILAN	90
Note 3 Immobilisations incorporelles	90
Note 4 Immobilisations corporelles	91
Note 5 Immobilisations financières	91
Note 6 Stocks et en-cours	92
Note 7 Clients et comptes rattachés	92
Note 8 Autres créances	93
Note 9 Disponibilités et valeurs mobilières de placement	93
Note 10 Capitaux propres	93
Note 11 Autres fonds propres	96
Note 12 Provisions pour risques et charges	97
Note 13 Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit	97
Note 14 Emprunts et dettes financières diverses	98
Note 15 Dettes fournisseurs et comptes rattachés	98
Note 16 Dettes fiscales et sociales	98
Note 17 Autres dettes	99
NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	100
Note 18 Chiffre d'affaires	100
Note 19 Autres produits d'exploitation	100
Note 20 Achats consommés	100
Note 21 Charges externes	101
Note 22 Effectifs et charges de personnel	102
Note 23 Dotations et reprises aux amortissements et provisions	103
Note 24 Résultat financier	103
Note 25 Résultat exceptionnel	104
Note 26 Impôts	104
INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES	106
Note 27 Engagements hors bilan	106
Note 28 Evénements postérieurs à la clôture	107
Note 29 Transactions avec les parties liées	107
Note 30 Honoraires des commissaires aux comptes	108
Note 31 Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice	109
Note 32 Tableau des filiales et des participations	110

GÉNÉRALITÉS

(Montants exprimés en milliers d'euros, sauf mention expresse)

Informations relatives à l'entreprise

Lucibel S.A. (« la Société » ou « Lucibel ») est une société anonyme domiciliée en France et régie par les dispositions de la loi française. La Société a été constituée en août 2008.

La Société et ses filiales sont spécialisées dans le développement, la promotion et la commercialisation, principalement en France, de solutions technologiques innovantes d'éclairage LED destinées aux entreprises. La Société se diversifie également dans d'autres domaines d'application de la LED comme la communication par la lumière où la Société est pionnière dans l'industrialisation et la commercialisation du LiFi (accès à Internet par la lumière) et le bien-être.

Lucibel SA comprend deux établissements, l'un à Rueil Malmaison et l'autre, le siège social situé à Barentin (Normandie). La Société emploie 48 collaborateurs au 31 décembre 2020 et a généré un chiffre d'affaires de 6,3 M€ sur l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Elle disposait également de deux autres implantations géographiques : une à Lorient, qui regroupe la force commerciale dédiée aux clients de l'ouest de la France et l'autre à Olivet, qui gère l'activité lumineuses sur pied. Ce dernier bureau a été fermé au début du 2nd semestre 2020.

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes annuels de la Société sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises en vigueur (Règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels). Ils sont présentés dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, de permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et de continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des biens inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Financement et continuité d'exploitation

Au cours de l'exercice 2020, les besoins de financement de la Société ont été principalement couverts par la souscription de 2 nouveaux emprunts de 500 K€ chacun dans la cadre du dispositif des Prêts Garantis par l'Etat (PGE) et par l'augmentation de capital d'environ 700 K€, résultant de la souscription d'actions suite à l'exercice de bons de souscription d'actions (voir note 10.1)

Au 31 décembre 2020, la Société dispose d'une trésorerie brute de 454 K€ et des capitaux propres de 3 490K€.

A cette date, le montant des avances conditionnées remboursables perçues par la Société, classées en autres fonds propres, et l'endettement bancaire s'élèvent respectivement à 1 142 K€ et 1 521 K€ dont un montant total à plus d'un an de 2 316 K€ (compte tenu du classement des prêts garantis par l'Etat en dettes moyen terme).

Pour poursuivre son développement et financer son activité, la Société cherche à mettre en place de nouveaux financements. Elle a donc sollicité la Caisse d'épargne Ile-de-France pour obtenir une ligne de Prêt Garanti par l'Etat complémentaire de 500 K€. La Société a également reçu une réponse positive de la Banque Populaire d'Alsace pour compléter le Prêt Garanti par l'Etat accordé à Lorenz Light Technic, filiale de la Société, à hauteur de 370 K€. Le montant a été débloqué le 15 mars 2021.

Enfin, dans le cadre de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR) initiée en juillet 2020, la Société pourrait encore renforcer ces capitaux propres à hauteur d'un peu plus de 2,8 M€ en fonction des exercices de BSAR.

Ces éléments ont été pris en considération pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels.

NOTE 1 - Principes et méthodes comptables

1.1. Chiffre d'affaires et garanties

Le chiffre d'affaires est essentiellement composé des revenus résultant des ventes de solutions et systèmes d'éclairage LED comprenant notamment des sources, luminaires et divers accessoires.

La Société reconnaît le chiffre d'affaires sur les ventes de solutions à la livraison des produits.

Lucibel offre par ailleurs à ses clients une garantie sur produits défectueux d'une durée pouvant aller jusqu'à 36 mois au titre de laquelle la Société comptabilise dans ses comptes une provision pour garantie clients.

1.2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production. Ces immobilisations correspondent principalement à des brevets, licences et logiciels acquis et aux frais de développement engagés par la Société en vue de la production de solutions et produits nouveaux ou substantiellement améliorés.

Les dépenses de développement sont inscrites à l'actif du bilan dès lors que la Société peut notamment démontrer la faisabilité technique et commerciale du projet de développement, sa rentabilité ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement. Les autres dépenses de recherche et développement, qui sont principalement engagées en vue de la maintenance évolutive et de l'optimisation courante des solutions, sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses de recherche et développement donnent droit, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt reconnu dans l'exercice au cours duquel les dépenses ont été comptabilisées. La Société a déclaré en 2020 un crédit d'impôt recherche de 130 K€ et un crédit d'impôt innovation de 9 K€. Compte tenu du fait que Lucibel SA est en déficit fiscal et de son statut de PME au sens communautaire, la Société demande le remboursement de l'ensemble des crédits impôt recherche et innovation auxquels elle est éligible.

Les immobilisations incorporelles sont amorties en linéaire sur les durées suivantes :

Brevets, frais de recherche et développement.....	1 à 3 ans
Licences et logiciels.....	1 à 3 ans

1.3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Leur amortissement est calculé selon le mode linéaire sur la durée probable d'utilisation du bien, comme suit :

Bâtiments	20 ans
Installations générales et agencements	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

1.4. Immobilisations financières

Les immobilisations financières correspondent principalement à des titres de participation et aux créances rattachées à ces participations.

Les titres de participation sont inscrits à leur coût d'acquisition complété, le cas échéant, d'une évaluation des compléments de prix susceptibles d'être versés en application des protocoles d'accord signés. Une dépréciation des titres est comptabilisée si cette valeur est durablement inférieure à la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est appréciée en fonction des perspectives de développement à moyen terme des participations ainsi que du retour sur investissement. Les frais d'acquisition des titres de participation sont inscrits à l'actif et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur une durée de 5 ans.

Les créances rattachées aux participations sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement de ces créances.

1.5. Stocks

Les stocks sont essentiellement constitués de marchandises et de composants. Les stocks sont évalués au coût d'achat (coût de transport inclus), calculé selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré. Une dépréciation des stocks est constituée de façon individuelle par produit en fonction de leur valeur de marché, leur obsolescence éventuelle et de leurs perspectives d'écoulement.

1.6. Créances clients

Les créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée au cas par cas lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, sur la base d'une évaluation du risque de non-recouvrement des créances clients. Cette évaluation du risque de non-recouvrement s'applique également aux créances clients cédées par la Société dans le cadre de son contrat d'affacturage et pour lesquelles des difficultés de recouvrement sont identifiées, étant précisé que la Société bénéficie également d'un contrat d'assurance de ses créances clients.

1.7. Charges et produits constatés d'avance

Les charges et produits constatés d'avance résultent de facturations de produits et services qui n'ont pas été consommés (charges) ou rendus (produits) au cours de l'exercice.

Le poste Produits constatés d'avance comporte en particulier la plus-value résiduelle sur la cession du site de Barentin, qui est reprise tout au long de la durée de location (engagement de 10 ans au moment de la signature du bail en avril 2019).

1.8. Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixés de façon précise, lorsqu'il existe une obligation vis-à-vis de tiers (d'ordre juridique ou découlant de pratiques du Groupe ou d'engagements publics) et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

1.9. Engagements de retraite

Conformément aux dispositions de la loi française, la Société s'affranchit de ses obligations de financement des retraites du personnel en France par le versement de cotisations calculées sur la base des salaires aux organismes qui gèrent les programmes de retraite. A ce titre, le montant des cotisations retraite comptabilisé par la Société au titre de l'exercice 2020 s'est établi à 177 K€. Sur ce montant, la Société a bénéficié de reports pour un montant de 151 K€ dans le cadre des mesures prises par le gouvernement. Il n'y a pas d'autre engagement lié à ces contributions.

Les engagements de la Société en matière d'indemnités de départ à la retraite ne sont pas provisionnés dans les comptes. Ces engagements ont été évalués à 40 K€ au 31 décembre 2020.

1.10. Valeur de marché des actifs et passifs d'exploitation et de la dette

Au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2020, les valeurs d'inventaire des actifs et passifs tels que les disponibilités, les créances clients et fournisseurs, les autres créances et autres dettes d'exploitation étaient proches de leur valeur de marché, en raison de leurs échéances à court terme et compte tenu des dépréciations constatées, le cas échéant.

1.11. Opérations en devises

Les soldes monétaires libellés en devises sont convertis en fin de période au taux de clôture. Les écarts par rapport aux valeurs d'origine sont enregistrés dans les comptes d'écarts de conversion actifs et passifs. Les écarts de conversion actifs sur soldes monétaires en devises, sont intégralement provisionnés à la clôture.

Les dettes et créances en monnaie étrangère sont converties et comptabilisées en euro sur la base du dernier cours de change. Lorsque l'application du taux de conversion à la date de l'arrêté des comptes a pour effet de modifier les montants en euros précédemment comptabilisés, les différences de conversions sont inscrites dans des comptes transitoires.

1.12. Risque de change

Compte tenu du caractère international de son activité, la Société se trouve exposée à un risque de change tant à l'égard de ses clients qu'à l'égard de ses fournisseurs.

1.13. Risque de crédit et risque de concentration

Les instruments financiers sur lesquels la Société encourt un risque de crédit sont principalement les créances clients. La Société commercialise ses produits et services auprès d'une clientèle concentrée essentiellement sur la France et de façon très limitée, en Europe et en Afrique. La Société évalue périodiquement le risque crédit et la situation financière de ses clients, et provisionne les pertes potentielles sur créances non recouvrables. Le montant de ces pertes constatées au cours des deux derniers exercices est demeuré maîtrisé et est resté dans les limites anticipées par la direction.

Dans le cadre du développement de son activité en France, la Société a mis en place depuis le mois de février 2011 un contrat d'affacturage lui garantissant la mobilisation d'une partie de son poste clients. Elle bénéficie également d'une assurance-crédit en cas de défaillance. Ces contrats s'appliquent aux clients internationaux à concurrence de leur limite de crédit. Au-delà, la Société procède à une analyse interne du risque client et demande si nécessaire des garanties auprès des clients présentant un risque de crédit et / ou sécurise le paiement avec des demandes de paiements d'avance.

1.14. Orientation industrielle

La Société a organisé, depuis le 2nd semestre 2015, la fabrication de l'ensemble de ses produits à forte valeur ajoutée, ou nécessitant une *customisation* pour s'adapter à la demande des clients, sur son site de production et d'assemblage de Barentin (Normandie), ce qui permet de garantir un haut niveau de qualité, de réduire les délais de production et de diminuer les coûts de transport.

La fabrication des autres produits est confiée à des sous-traitants européens ou asiatiques, permettant ainsi de disposer de capacités de production adaptées à l'évolution de l'activité. La plateforme de Barentin gère depuis le 1^{er} semestre 2016, la logistique et effectue également des travaux de recherche et développement.

1.15. Plans d'options de souscription d'actions, de bons de souscription d'action et d'actions gratuites

Les actions émises dans le cadre de l'exercice de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (BSPCE) ou de bons de souscription d'actions sont inscrites en augmentation des capitaux propres à la date d'exercice et au prix d'exercice des options ou des bons.

Conformément aux principes comptables français, la charge correspondant à l'avantage accordé aux bénéficiaires de ces plans, à savoir la différence entre le prix d'exercice et la valeur de l'action à la date d'attribution n'est pas comptabilisée.

Les attributions d'actions gratuites se font soit en allouant des actions propres détenues par la Société, la charge correspondante est alors portée au compte frais de personnel, soit par émission d'actions nouvelles. Dans ce dernier cas, l'augmentation de capital est compensée par un prélèvement sur la prime d'émission.

1.16. Recours à des estimations du management dans l'application des normes comptables

La préparation des états financiers requiert de la part de la direction certaines estimations et hypothèses, telles que des provisions qui affectent les montants figurant dans les états financiers. Les coûts réels supportés par la Société peuvent s'avérer différents de ces estimations.

NOTE 2 - Faits marquants de la période

L'année 2020 a été marquée par les événements suivants :

Liquidation de Cordel

Au cours du 1^{er} semestre 2020, la structure du groupe Lucibel a été modifiée avec la sortie du périmètre de consolidation de Cordel, filiale détenue à 100 % par la Société et spécialisée dans l'éclairage de commerces. Depuis plusieurs mois, cette filiale était confrontée à d'importantes difficultés opérationnelles et à une baisse structurelle de ces ventes, notamment en raison de la progression des ventes sur internet. Début 2020, le Conseil d'administration de Lucibel a décidé de cesser son soutien financier à sa filiale ce qui a entraîné une déclaration de cessation des paiements auprès du Tribunal de Commerce de Rouen. Compte tenu des éléments portés à sa connaissance, le Tribunal a décidé, dans un jugement rendu le 14 janvier 2020, la liquidation directe de Cordel.

Un début d'année prometteur

La Société avait débuté l'année 2020 sur une dynamique commerciale très forte : grâce à sa fabrication essentiellement française, réalisée sur son site de Barentin (76), la Société a réussi, en début d'année 2020, à développer son activité dans tous ses segments de marché sans subir les tensions intervenues sur les approvisionnements en provenance d'Asie. Ainsi son chiffre d'affaires a enregistré sur les deux premiers mois de 2020 une progression exceptionnelle, puisque son chiffre d'affaires cumulé à fin février représentait à fin février 2020 le double de celui réalisé à fin février 2019 (1 904 K€ contre 948 K€). La crise sanitaire et les mesures de confinement mises en place pour faire face à l'épidémie de COVID 19 ont brutalement interrompu cette dynamique commerciale.

Crise sanitaire du COVID 19

Dès l'annonce des mesures de confinement par le gouvernement le 16 mars 2020, le Groupe a décidé de recourir au dispositif de chômage partiel pour la quasi-totalité de son personnel. En effet, la crise du Covid-19 a eu un impact immédiat sur les clients de la Société qui ont différé leurs nouvelles commandes. Les autorisations ont été accordées par les DIRECCTE concernées pour les établissements de Barentin et de Rueil-Malmaison et ont été renouvelés jusqu'au 31 décembre 2020.

La Société a repris partiellement son activité sur son site de Barentin à compter du 14 avril 2020 afin de servir certaines commandes clients et a élargi progressivement son activité à compter du 11 mai 2020.

Par ailleurs, la Société a activé l'ensemble des dispositifs mis en place au bénéfice des entreprises : report d'échéances bancaires pendant 6 mois, report (à l'initiative de la région Normandie) des remboursements des avances consenties, report de paiement des charges sociales, négociation de Prêts de trésorerie Garantis par l'Etat (PGE). La Société et ses filiales ont ainsi obtenu l'accord de plusieurs banques pour la mise en place de PGE à hauteur de 2,1 M€.

Licenciement économique de 9 personnes

Afin d'adapter sa structure à son activité, la Société a décidé d'initier le licenciement économique de 9 salariés. En effet, compte tenu du contexte, la Société a décidé de ne pas maintenir d'activité *Retail* et de traiter le segment de marché des commerces uniquement au sein de sa filiale Lorenz Light Technic qui intervient déjà auprès des acteurs de la grande distribution. La Société a également décidé de fermer son bureau d'Olivet dans un souci de rationalisation de ses fonctions support.

Attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR)

Faisant usage de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 25 juin 2019, aux termes de sa 8^{ème} résolution, la Société a décidé de procéder à une attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR). Le 30 juillet 2020, chaque actionnaire de LUCIBEL a reçu gratuitement un BSAR par action détenue. Sur la base du capital de la Société à cette date, 14 193 496 BSAR ont été émis.

Quatre BSAR permettent de souscrire à une action nouvelle LUCIBEL au prix d'exercice de 1 € par action, soit la création potentielle (en cas d'exercice de la totalité des BSAR) de 3 548 374 actions nouvelles correspondant à une augmentation de capital théorique maximale de 3 548 374 €.

Les 14 193 496 BSAR ont fait l'objet d'une demande d'admission à la cote sur le marché Euronext Growth Paris et sont cotés depuis le 28 juillet 2020 sur une ligne spécifique et intitulés « BSAR » (ISIN : FR0013525953).

La durée de vie des BSAR a été fixée à vingt-quatre mois à compter de leur attribution, soit jusqu'au 29 juillet 2022 inclus.

En fonction de l'évolution du cours de l'action, la Société pourra procéder au remboursement des BSAR attribués et encore en circulation, à un prix unitaire de 0,01 euro, si la moyenne du cours de clôture de l'action LUCIBEL (pondérée par les volumes de transaction de l'action LUCIBEL) calculée sur dix jours de bourse consécutifs excède de 20% le prix d'exercice de 1 euro, soit 1,2 euro (cf. modalités détaillées présentées dans l'annexe 1 du communiqué de presse du 24 juillet 2020).

Au 31 décembre 2020, 2 771 864 BSAR ont été exercés donnant lieu à la création de 692 966 actions nouvelles, soit une augmentation de capital, prime d'émission incluse, de 692 966€. A cette même date, il restait donc en circulation 11 421 632 BSAR pouvant donner lieu à la création de 2 855 408 actions nouvelles et à une augmentation de capital de 2 855 K€.

NOTES RELATIVES AU BILAN

NOTE 3 - Immobilisations incorporelles

Les acquisitions nettes de la période s'élèvent à 380 K€. Elles correspondent principalement aux frais de développement engagés par la Société pour la conception de nouveaux produits LED et procédés associés (375 K€), à des licences et logiciels (5 K€) exploités par les structures de recherche et développement. Le montant des sorties et reclassements correspond au montant des immobilisations en cours qui ont été transférées dans le compte d'immobilisations sur l'exercice.

En K€	Brevets, Frais de recherche et développement	Licences et logiciels	Fonds de commerce et autres immo. Incorporelles	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2019	2 217	350	311	2 877
Acquisitions	375	5		380
Sorties/reclassements	(125)			(125)
Valeur Brute au 31 décembre 2020	2 467	354	311	3 132
Amortissements au 31 décembre 2019	(1 656)	(332)	(1)	(1 989)
Dotations	(422)	(9)		(431)
Amortissements au 31 décembre 2020	(2 079)	(341)	(1)	(2 420)
Valeur nette au 31 décembre 2019	561	18	310	888
Valeur nette au 31 décembre 2020	389	14	310	712

Dans les immobilisations incorporelles figure le fonds de commerce de la société Confidence rachetée en 2018 et qui a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine en 2019. La durée de cet actif étant illimitée, la Société a procédé à un test de dépréciation qui a conduit à ne pas constater de dépréciation de cet actif.

NOTE 4 - Immobilisations corporelles

En K€	Terrain	Batiment	Mat Outillage industriel et mat labo	Installations générales et agencements	Materiel de manutention	Matériel informatique	Mobilier de bureau	Immo. corp. en cours	Total
Valeur Brute au 31 déc. 2019	87	0	428	199	47	137	69	21	988
Acquisitions			11	1		19		17	47
Sorties / reclassements								(31)	(31)
Valeur Brute au 31 déc. 2020	87	0	439	200	47	156	69	6	1 004
Amortissements au 31 déc. 2019	0	-	(281)	(70)	(41)	(92)	(50)		(534)
Dotations			(51)	(21)	(3)	(29)	(9)		(113)
Reprises									-
Amortissements au 31 déc. 2019	-	-	(332)	(91)	(44)	(121)	(59)	-	(647)
Valeur nette au 31 déc. 2019	87	0	146	129	6	46	19	21	454
Valeur nette au 31 déc. 2020	87	0	106	109	3	35	10	6	357

NOTE 5 - Immobilisations financières

En K€	Titres de participation	Créances rattachées à des participations	Autres immobilisations financières	Total
Valeur Brute au 31 décembre 2019	14 088	4 107	156	18 351
Acquisitions			21	21
Sorties	(52)		(5)	(58)
Valeur Brute au 31 décembre 2020	14 036	4 107	172	18 315
Dépréciations au 31 décembre 2019	(6 022)	(4 106)	(4)	(10 132)
Dotations				-
Reprises				-
Dépréciations au 31 décembre 2020	(6 022)	(4 106)	(4)	(10 132)
Valeur nette au 31 décembre 2019	8 066	1	152	8 219
Valeur nette au 31 décembre 2020	8 014	1	168	8 183

Au 31 décembre 2020, la valeur nette des titres de participation s'établit à 8 014 K€ contre 8 066 K€ au 31 décembre 2019.

Les provisions pour dépréciation des titres de filiales déficitaires en 2020 s'élèvent à 6 022 K€ dont les 2/3 environ concernent la dépréciation des titres Cordel, filiale dont la liquidation a été prononcée au début de l'exercice 2020.

Au 31 décembre 2020, la valeur nette des créances rattachées à des participations est quasiment nulle. En effet, la Société a décidé de provisionner fin 2019 la totalité des créances de sa filiale Cordel.

Dans le cadre de l'arrêté des comptes annuels de ses filiales, la Société peut être amenée, le cas échéant, à émettre des lettres de confort l'engageant à garantir la continuité d'exploitation de ces structures dans le cas d'une insuffisance de fonds propres à la clôture résultant notamment des pertes enregistrées sur l'exercice.

Au 31 décembre 2020, le poste « *Autres immobilisations financières* » comprend des dépôts et cautionnements dont la valeur s'établit à 117 K€, des prêts dans le cadre de l'obligation des employeurs à l'effort de construction à hauteur de 49 K€, des prêts au personnel à hauteur de 6 K€. Les dépôts et cautionnements ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation de 4 K€.

NOTE 6 - Stocks et en-cours

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute	2 360	2 583
Dépréciations cumulées.	(440)	(599)
Valeur nette	1 920	1 984

La valeur nette des stocks au 31 décembre 2020 s'établit à 1 920 K€ contre 1 984 K€ au 31 décembre 2019.

Le stock comprend à la fois la valeur nette des produits et solutions LED destinés à la commercialisation et la valeur nette des composants utilisés par la société dans le cadre de son activité de production et d'assemblage.

NOTE 7 - Clients et comptes rattachés

Les créances clients et comptes rattachés s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Valeur brute	2 866	2 797
Dépréciations cumulées.	(2 324)	(2 334)
Valeur nette	542	463

En valeur nette, le montant des « *Créances clients et comptes rattachés* » comptabilisé fin 2020 reste à un niveau équivalent à celui de la fin de l'exercice précédent.

La Société a décidé de compléter la dépréciation des créances commerciales détenues sur sa filiale Lucibel Africa à hauteur 86 K€, le recouvrement de ces créances étant incertain sur les exercices à venir.

Par ailleurs, pour les créances domestiques, il convient de rappeler que la Société s'appuie sur un contrat d'affacturage de type « confidentiel ». Au 31 décembre 2020, le montant des créances cédées au factor et non recouvrées s'élève à 1 047 K€ contre 1 498 K€ à fin décembre 2019.

Au 31 décembre 2020, la valeur brute des créances libellées en devises étrangères est non significative.

NOTE 8 - Autres créances

Les autres créances s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Personnel et organismes sociaux.	1	4
Etat – TVA	82	87
Etat - Impôt société - Crédit d'impôts	356	404
Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage	555	806
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	47	481
Débiteurs divers	305	132
Comptes courants Groupe	2 729	2 574
Dépréciations cumulées.	(838)	(834)
Total autres créances	3 237	3 654

Le montant qui figure dans la rubrique « *Etat - Impôt sur les sociétés – Crédit d'impôts* » enregistré à hauteur de 356 K€ au 31 décembre 2020 correspond, pour le groupe d'intégration fiscale :

- aux créances de crédit impôt recherche (CIR), soit une quote-part des CIR 2016 et 2017 (76 K€) et le montant du CIR 2020 (130 K€) Compte tenu de la crise sanitaire, le montant du CIR 2019 a été encaissé par la Société en avril 2020 et ne figure donc pas dans le montant des créances dues par l'Etat.
- à une créance de crédit impôt innovation (9 K€) ;
- à des dégrèvements de cotisations foncières des entreprises au titre des exercices 2019 et 2020 à percevoir pour un montant de 119 K€ ;
- à un remboursement de CVAE de 21 K€, les acomptes versés au titre de 2020 excédant le montant définitif à payer.

Le poste « *Créances et retenue de garantie – Contrat d'affacturage* » représente le montant des réserves constituées chez le factor suite à la cession des créances clients par la Société dans le cadre du contrat d'affacturage (475 K€), ainsi que le montant de la retenue de garantie constituée par le factor à l'occasion de ces mêmes cessions (80 K€).

NOTE 9 - Disponibilités et valeurs mobilières de placement

Les disponibilités détenues en banque sont quasi exclusivement libellées en euros.

Au 31 décembre 2020, la Société ne dispose pas de comptes à terme.

NOTE 10 - Capitaux propres

10.1. Capital social

Suite à l'adoption par l'assemblée Générale des actionnaires du 29 juin 2020 des 17^{ème} et 18^{ème} résolutions, la Société a imputé la totalité du report à nouveau déficitaire sur le compte « *Prime d'émission* », puis a procédé à la réduction du capital social de la Société motivée par des pertes, par voie de diminution de la valeur nominale des actions. En conséquence de cette réduction de capital, la valeur nominale des actions a été modifiée et est passée d'un montant unitaire de 1 euro à un montant unitaire d'environ 0,1882 euro.

Par ailleurs, compte tenu de l'opération d'attribution gratuite de bons de souscription d'actions remboursables (BSAR), décidée par le Conseil d'administration du 9 juillet 2020 en vertu de la délégation de compétence conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 25 juin 2019, 692 966 actions nouvelles ont été émises suite à l'exercice de 2 771 864 BSAR (position arrêtée au 31 décembre 2020). Ces émissions d'actions ont donné lieu à une augmentation de capital nette de frais de 659 K€ dont 528 K€ portés au compte de « *Primes d'émission* ».

Au 31 décembre 2020, le capital social s'élève à 2 807 K€ et est intégralement libéré. Il est composé de 14 911 622 actions d'une seule catégorie et d'une valeur nominale d'environ 0,1882 euro par action.

Au 31 décembre 2020, 9% du capital social est détenu par le dirigeant fondateur de la Société et sa société holding, et 9,3% par le fonds d'investissement Aster Capital. Les actions restantes sont principalement détenues par des investisseurs financiers ou des particuliers intervenant directement sur le marché Euronext Growth.

Au 31 décembre 2020, la Société ne détient plus aucune action, ainsi chaque action en circulation dispose d'un droit de vote attaché.

10.2. Bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (« BSPCE » ou « bons »)

Différents programmes d'émission de BSPCE ont été mis en place par le Groupe depuis 2010. Ces programmes bénéficient au personnel salarié, aux dirigeants de Lucibel ainsi qu'aux salariés des sociétés ou filiales qui lui sont liées. La plupart des programmes présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque BSPCE donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, sauf modalités particulières, 50% des bons sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les BSPCE devenus exerçables peuvent être exercés à tout moment au cours de leur période de validité de 5 ans, décomptée à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les BSPCE non encore acquis (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le conseil d'administration). Pour les attributions depuis 2016, une condition de présence au sein de l'entreprise est exigée pour l'exercice des BSPCE.

Certaines attributions comportent également des conditions de performance.

Entre 2010 et 2019, neuf programmes ont été mis en place successivement par Lucibel SA. Les plans d'attributions de BSPCE de 2016 à 2019 sont toujours en cours, et dans le cadre de ces plans, 1 185 000 BSPCE ont été attribués, 530 500 ont été annulés suite au départ des bénéficiaires ou à la non réalisation des objectifs définis pour certains plans spécifiques.

En 2020, la Société a mis en place un nouveau programme et a attribué 300.000 BSPCE. Une synthèse des opérations d'émission de BSPCE est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux bons attribués et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2018	767 584	4,00
Attribués	175 000	1,00
Exercés	-	-
Annulés	(266 334)	4,94
Solde au 31 décembre 2019	676 250	2,85
Attribués	300 000	0,97
Exercés	-	-
Annulés	(321 750)	3,62
Solde au 31 décembre 2020	654 500	1,61

Au 31 décembre 2020, 204 000 actions peuvent être souscrites au titre des BSPCE exerçables à ce jour, avec des prix d'exercice variant de 2,02 € à 4,55 € suivant les attributions.

10.3. Options de souscription d'actions

Les programmes d'options bénéficient aux salariés et mandataires sociaux éligibles de Lucibel SA et des sociétés ou filiales qui lui sont liées.

Tous les programmes d'options présentent les caractéristiques suivantes :

- Chaque option donne le droit de souscrire à une action.
- Pour chaque émission, 50% des options sont exerçables 24 mois après leur attribution et le solde 36 mois après leur attribution.
- Les options devenues exerçables peuvent être exercées à tout moment sur une période de 7 ans décomptées à partir de la date d'attribution.
- En cas de démission ou de licenciement, le bénéficiaire perd ses droits sur les options non encore acquises (sauf décision contraire prise dans un délai de 3 mois par le Conseil d'administration).

Les plans d'attributions d'options de souscription d'actions de 2014 à 2015 sont toujours en cours. 40 000 options ont été attribuées à des prix compris entre 3,75 et 9,50 €. 32 500 ont été annulées suite au départ des bénéficiaires et aucune option n'a été exercée pour ces plans sur les exercices antérieurs.

Les plafonds d'émission autorisés sont communs à l'émission de BSPCE.

Aucune option n'a été exercée sur l'exercice et 44 000 options ont été annulées car devenues caduques.

Une synthèse des opérations d'émission d'options de souscription d'actions est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions correspondant aux options attribuées et en circulation	Prix moyen de souscription par action (€)
Solde au 31 décembre 2018	60 750	6,88
Attribués		
Exercés		
Annulés	(9 250)	6,50
Solde au 31 décembre 2019	51 500	6,95
Attribués		
Exercés		
Annulés	(44 000)	7,50
Solde au 31 décembre 2020	7 500	3,75

10.4. Attributions gratuites d'actions (« AGA »)

En juin 2016, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un premier programme d'attribution d'actions gratuites. Au 31 décembre 2016, 54 000 actions gratuites ont été attribuées dans le cadre de ce programme. La période d'acquisition de ces actions a été fixée à 1 an, soit du 7 juillet 2016 au 6 juillet 2017 et la période de conservation a été fixée à un an, soit du 7 juillet 2017 au 6 juillet 2018. Du fait du départ d'un salarié, 53.000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition.

En mars 2017, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un deuxième programme d'attribution d'actions gratuites. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 34 960 AGA, dont 24 960 attributions faites en mars 2017 et 10 000 en avril 2018. Sur la 1^{ère} attribution, 15 160 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période

d'acquisition (fixée au 17 mars 2019). Sur la 2^{de} attribution, 10 000 actions ont été effectivement et définitivement acquises par les bénéficiaires à l'expiration de la période d'acquisition (fixée au 3 avril 2020).

En juin 2019, les actionnaires de la Société ont autorisé la mise en place d'un nouveau programme d'attribution d'actions gratuites ne pouvant porter, comme le précédent, sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à plus de 5% du capital social de la société à la date de la décision de leur attribution. Le nombre total d'attributions d'actions gratuites de ce programme s'élève à 67 400 AGA. Les attributions d'actions gratuites faites en juillet 2020 sont en cours d'acquisition jusqu'au 9 juillet 2022.

Une synthèse des opérations d'attribution d'actions gratuites est présentée ci-dessous :

	Nombre d'actions gratuites en circulation
Solde au 31 décembre 2018	29 660
Attribuées	
Acquises	(15 160)
Annulées	(4 500)
Solde au 31 décembre 2019	10 000
Attribuées	67 400
Acquises	(10 000)
Annulées	
Solde au 31 décembre 2020	67 400

NOTE 11 - Autres fonds propres

Les autres fonds propres correspondent à l'avance consentie par la région Normandie pour l'implantation de la Société sur le site de Barentin en 2014, au titre « du soutien régional aux investissements des entreprises ». Cette aide a consisté en l'octroi de deux prêts à taux nul, respectivement de 800 K€ et 950 K€.

Dans le cadre des dispositifs mis en place par la région Normandie suite à la crise sanitaire du COVID-19, le remboursement des avances a été suspendu à compter de mars 2020, pour une période de 6 mois. Les remboursements sur l'exercice 2020 ont donc représenté un montant de 43 K€.

Début 2021, la Société a demandé et obtenu un rééchelonnement de la dette restante à compter du 1^{er} mars 2021, avec un allègement des mensualités pendant 12 mois.

Le tableau ci-dessous présente le nouvel échéancier de cette avance au 31 décembre 2020 :

En K€	Montant initial	Taux d'intérêt effectif	< 1an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
Avance Région Normandie	1 750	0%	166	975	0	1 142

NOTE 12 - Provisions pour risques et charges

Les provisions s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2019	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	31/12/2020
Provision pour risque produit	96	94		(96)	94
Autres provisions pour risques	251	150	(158)	(11)	233
Total provisions	347	244	(158)	(107)	327
En exploitation	96	96		(96)	96
En financier	11	50		(11)	50
En exceptionnel	240	98	(158)		181

La provision pour garantie produits couvre les coûts éventuels associés à un mauvais fonctionnement des produits commercialisés par la Société durant la période de garantie (comprise entre 1 et 3 ans). Cette provision est évaluée à partir d'une analyse de la nature et de la criticité des défauts identifiés et d'une estimation du coût des actions correctrices à mettre en œuvre (frais d'installation des produits remplacés inclus).

Les provisions pour risques correspondent à la meilleure estimation du management des risques de sortie d'actif pour la Société, prenant en compte l'information disponible à la date d'arrêté des comptes. Les coûts réels auxquels la Société pourrait faire face pourraient différer de ces estimations. Ces provisions concernent essentiellement des risques prud'hommaux et un litige avec un fournisseur.

NOTE 13 - Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

Au 31 décembre 2020, les caractéristiques des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit, hors découverts bancaires, sont les suivantes :

Libellé	Durée	Montant initial	Début	Fin	< 1 an	>1an - < 5ans	> 5 ans	TOTAL
COFACE	Assurance export	74	01/01/14	31/03/20		74		74
BRED	36 mois + 6 mois de report (*)	396	22/12/17	22/06/21	67			67
CIC	60 mois + 6 mois de report (*)	570	31/10/18	30/04/24	114	266		380
CIC PGE	Différé de 2 ans + 4 ans	500	10/06/20	10/05/26	0	447	53	500
Caisse d'épargne PGE	Différé de 2 ans + 4 ans	500	13/06/20	13/05/26	0	447	53	500
Intérêts Corus					1	0		1
TOTAL		2 040			182	1 235	106	1 522

(*) report accordé par la banque dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19

(**) Prêt Garanti par l'Etat

L'emprunt à moyen terme contracté en 2018 auprès de la banque CM-CIC (570 K€ de nominal), est soumis au respect de covenants financiers basés sur les comptes consolidés de Lucibel SA. Ils sont détaillés ci-après :

- Maintien des fonds propres de Lucibel à au moins 10 M€ ;
- Résultat d'exploitation positif à compter du 31 décembre 2020 ;

- Maintien d'un ratio Dettes financières nettes (hors avances conditionnées) sur Fonds propres inférieur à 0,5.

Au 31 décembre 2020, au moins l'un des covenants n'est pas respecté mais à la demande de Lucibel, le CIC a signifié son accord en décembre 2020 pour ne pas demander le remboursement anticipé du solde restant dû au 31 décembre 2020, soit 380 K€, malgré le bris de covenant.

Au cours de l'exercice 2020, la Société a obtenu deux Prêts Garantis par l'Etat (PGE) de 500 K€ chacun. La Société a d'ores et déjà confirmé auprès de ces établissements de crédit qu'elle optait pour un différé de 2 ans et un remboursement sur 4 ans à compter de juin 2022. L'échéancier présenté ci-dessus tient compte de ces choix.

NOTE 14 – Emprunts et dettes financières diverses

Dans ce poste du bilan, figure le montant des dettes de la Société vis-à-vis de ces filiales. A fin décembre 2020, il s'élève à 4 246 K€ contre 5 991 K€ au 31 décembre 2019.

NOTE 15 - Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes fournisseurs.	1 140	1 326
Dettes fournisseurs - Factures non parvenues	285	318
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 425	1 644

La baisse enregistrée s'explique principalement par la baisse d'activité de la Société qui a dû rationaliser ses achats.

NOTE 16 - Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales ont une échéance inférieure à un an et s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dettes sociales	1 001	599
Dettes fiscales	175	163
Dettes fiscales et sociales	1 177	762

Le poste « *Dettes sociales* » intègre les provisions pour congés payés et pour rémunérations variables liées à l'activité 2020 à régler par la Société au cours du 1^{er} semestre 2020. Au 31 décembre 2020, ce poste comprend également le report de charges sociales accordé à la Société dans le cadre des mesures mises en place par le gouvernement suite à la crise sanitaire. Ce report de charges s'élève à 271 K€ pour les cotisations URSSAF et à 151 K€ pour les cotisations retraite. Le remboursement est prévu sur les exercices 2021 et 2022. Les dettes fiscales correspondent essentiellement à de la TVA et au prélèvement à la source à reverser en janvier 2021 et à une quote-part de la CFE du site de Barentin (85 K€) pour laquelle la Société a demandé un report de paiement car elle doit faire l'objet d'un dégrèvement (voir note 8 ci-dessus).

NOTE 17 - Autres dettes

Les autres dettes s'analysent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Clients créditeurs	95	150
Créditeurs divers	77	294
Produits constatés d'avance	2 033	2 346
Autres dettes	2 205	2 790

Le poste « *Clients créditeurs* » comprend notamment les remises de fin d'année octroyées aux clients distributeurs de la Société, des acomptes et des avoirs à établir.

Le poste « *Créditeurs divers* » inclut principalement les compléments de prix à verser respectivement dans le cadre du rachat de Lorenz (36 K€) et de LuciConnect (37 K€).

Enfin, le poste « *Produits constatés d'avance* » correspond à la valeur résiduelle de la plus-value réalisée sur la cession d'une partie du site de Barentin. La Société a décidé d'étaler celle-ci sur les 10 ans d'engagement de location pris par la Société au moment de la vente. La plus-value reconnue au titre de 2020 qui s'élève à 246 K€ est comptabilisée en Produits d'exploitation tandis que la plus-value résiduelle de 2 033 K€ est comptabilisée en « *Produits constatés d'avance* ».

NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

NOTE 18 - Chiffre d'affaires

La Société opère sur un seul secteur d'activité : le développement et la commercialisation, tant en France qu'à l'étranger, de solutions d'éclairages de nouvelle génération issues de la technologie LED.

Sur l'exercice écoulé, le chiffre d'affaires de la Société s'établit à 6 307 K€ contre 8 594 K€ en 2019. Près de 92% du chiffre d'affaires enregistré en 2020 a été réalisé en France ce qui confirme le recentrage depuis plusieurs années sur le territoire national. Les ventes réalisées à l'export sur l'exercice écoulé s'établissent à 525 K€.

NOTE 19 – Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation se répartissent comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Production stockée	(124)	102
Production immobilisée	238	103
Subventions d'exploitation		
Transferts de charges d'exploitation	62	64
Autres produits	275	282
Autres produits d'exploitation	451	551

La Société a enregistré une diminution de sa production stockée au cours de l'exercice.

La production immobilisée correspond à une partie des frais de personnel de recherche portés par la Société. L'augmentation constatée entre les deux exercices s'explique principalement par une allocation de ressources supplémentaires pour les missions de recherche au cours de l'exercice 2020.

Le poste « *Transfert de charges* » est principalement constitué des reclassements des coûts relatifs aux opérations de restructuration en charges exceptionnelles.

Le poste « *Autres produits* » comprend notamment la quote-part de plus-value sur la cession du site de Barentin reconnue au titre de l'exercice 2020 pour un montant de 246 K€.

NOTE 20 - Achats consommés

Ce poste se décompose comme suit :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Achats matières premières	2 238	2 295
Variation de stocks matières premières	(154)	(94)
Achats de marchandises	1 367	1 985
Variation de stocks de marchandises	253	224
Droits de douane sur achats de marchandises	30	44
Achats consommés	3 733	4 454

La Société achète des composants et matières premières pour pouvoir assurer son activité de production et d'assemblage et également des produits finis lorsqu'elle ne peut en assurer elle-même la production. Les achats de matières premières sont restés stables entre les deux exercices. En revanche les achats de marchandises ont fortement diminué par rapport à l'exercice 2019 et cette évolution est à mettre en perspective avec l'évolution des ventes de marchandises.

NOTE 21 - Charges externes

Les « *Charges externes* » s'établissent sur l'exercice écoulé à 2 346 K€ contre 2 722 K€ en 2019 et se décomposent ainsi :

En K€	31/12/2020	31/12/2019	Variation	
			En valeur	En %
Achats d'études	323	73	250	345,4%
Fournitures non stockables et petit équipement	90	140	(51)	-36,1%
Locations mobilières	154	158	(4)	-2,6%
Locations immobilières	301	328	(27)	-8,2%
Charges locatives / entretien des locaux	85	73	12	16,3%
Entretien, réparation, maintenance	55	118	(62)	-52,8%
Assurances	75	82	(7)	-8,6%
Personnel intérimaire ou détaché	51	37	14	38,1%
Honoraires	451	709	(258)	-36,4%
Publicité, catalogues, expositions	67	120	(53)	-44,1%
Frais de Transport	326	508	(182)	-35,9%
Voyages et déplacements - Réceptions	119	202	(83)	-41,2%
Affranchissement / téléphone / internet	76	112	(36)	-32,1%
Services bancaires	33	32	1	4,3%
Autres	139	30	109	363,7%
Autres achats et charges externes	2 346	2 722	(376)	-13,8%

Le poste « *Achats d'études* » progresse fortement entre les deux exercices et correspond aux prestations de service auxquelles la Société a recours pour son activité LuciConnect (qui a été absorbé par la Société en novembre 2019).

La baisse significative du poste « *Honoraires* », s'explique par :

- la réduction des honoraires d'Etoile Finance, holding de Monsieur Granotier (réduction de 114 K€)
- la réduction des honoraires des commissaires aux comptes au titre de leur mission sur l'exercice (économie de 70 K€).
- à une renégociation de certains contrats.

Les baisses enregistrées au niveau des postes « *Fournitures non stockable et petits équipements* », « *Frais de transport* », « *Voyages et déplacements* », « *Publicité* » sont étroitement liées au niveau d'activité. Ces évolutions s'expliquent en grande partie par la crise sanitaire et ses conséquences : baisse d'activité et donc des frais de transports, limitation des déplacements pendant les périodes de confinement d'où réduction des dépenses engagées pour les déplacements du personnel, suspension des salons,

Le poste « *Autres* » comprend des dépenses d'études pour le LiFi non récurrentes à hauteur de 100 K€, d'où l'augmentation enregistrée entre les deux exercices.

NOTE 22 - Effectifs et charges de personnel

22.1 Effectifs

Au 31 décembre 2020, l'effectif total s'élève à 48 contre 60 fin 2019. Cet effectif se répartit selon les catégories suivantes :

	31/12/2020	31/12/2019
Cadres (cadres dirigeants et autonomes)	27	31
Non cadres et agents de maîtrise	21	29
Total Effectif	48	60

22.2 Charges de personnel et engagements de retraite

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2020, les charges de personnel, y compris les rémunérations variables liées aux performances et les charges patronales, se sont élevées à 2 921 K€ contre 3 809 K€ en 2019. Au cours de l'exercice, la Société a eu recours au dispositif de chômage partiel mis en place dans le cadre de la crise sanitaire. La Société a encaissé environ 270 K€ de l'Etat au titre de ce dispositif.

Les indemnités de fin de carrière dues aux salariés n'ont pas fait l'objet d'une provision. L'engagement calculé selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées (P.B.O.) s'élève à 40 K€ au 31/12/2020.

Les hypothèses mises en œuvre dans l'évaluation sont les suivantes :

- Taux d'actualisation brut : 0,34 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
- Charges sociales patronales : cadres 44%, techniciens et agents de maîtrise 35%, ouvriers et employés (17%)
- Table de mortalité : INSEE 2019
- Droits conventionnels : l'indemnité de départ en retraite est déterminée à partir de la convention collective si celle-ci est plus favorable que le régime légal. La convention collective appliquée est celle du Commerce de gros.
- Départ à la retraite : à l'initiative du salarié
- Age de la retraite : 67 ans

NOTE 23 - Dotations et reprises sur amortissements et provisions

Les dotations et reprises sur amortissements et provisions se ventilent de la façon suivante :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles	544	649
Dotations aux provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	564	1 025
Dotations aux provisions pour risques et charges	41	101
Sous total dotations aux amortissements et aux provisions	1 150	1 775
Reprises sur provisions sur actifs circulants (stocks, créances)	(733)	(505)
Reprise sur provisions pour risques et charges	(41)	(266)
Sous total reprises aux amortissements et aux provisions	(774)	(771)
Total net	375	1 004

Le poste « *Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles* » est principalement constitué d'amortissements des frais de R&D.

NOTE 24 - Résultat financier

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Gains de change	10	10
Reprise de provisions	11	51
Produits des immobilisations financières	3 008	3 065
Autres produits financiers	41	4
Produits financiers	3 070	3 130
Pertes de change	(13)	(17)
Dotations financières aux provisions	(55)	(4 654)
Pertes sur créances liées à des participations		(185)
Intérêts et autres charges financières	(42)	(129)
Charges financières	(110)	(4 985)
Résultat financier	2 960	(1 855)

Les produits des immobilisations financières comprennent le versement de dividendes par la société Procédés Hallier pour un montant de 3 000 K€ et les intérêts sur les comptes courants des différentes filiales de la Société.

Les autres produits financiers correspondent essentiellement à un boni de fusion, le complément de prix de la société LuciConnect (qui a fait l'objet d'une transmission universelle du patrimoine fin 2018) basé sur l'activité 2020 et les prévisions d'activité pour 2021 ayant été revu à la baisse compte tenu du ralentissement enregistré sur cette activité.

Pour rappel, sur l'exercice précédent, les dotations financières aux provisions sont liées à la décision prise par le tribunal de Commerce de Rouen, début janvier 2020, de liquider Cordel, filiale de la Société. Cette liquidation est intervenue à la suite de la déclaration de l'état de cessation des paiements constaté début janvier. La décision de liquidation a conduit la Société à provisionner la totalité des créances rattachées à Cordel à hauteur de 4 097 K€ et à enregistrer une dépréciation complémentaire de 557 K€ sur les titres Cordel afin de les provisionner à 100%.

Sur 2020, les dotations financières aux provisions sont principalement constituées dans le cadre d'un appel en garantie de la Société sur un compte de Cordel dont elle serait caution.

Les intérêts et autres charges financières comprennent des intérêts sur comptes courants pour 33 K€ et des intérêts d'emprunts à hauteur de 8 K€. Ceux-ci ont été réduits sur l'exercice 2020 du fait de la suspension des remboursements d'emprunts accordée par les banques dans le cadre de la crise sanitaire.

NOTE 25 - Résultat exceptionnel

Les charges et produits exceptionnels regroupent les opérations de nature inhabituelle et/ou dont la survenance est rare.

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Produit/(Perte) sur cession		5
Mali sur rachat d'actions		(26)
Dotations aux amortissements exceptionnels sur immobilisations		(233)
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	(440)	
Charges exceptionnelles	(199)	(183)
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	16	
Produits exceptionnels	7	81
(Dot.) / Rep. provisions	47	(158)
Total	(569)	(513)

Sur l'exercice 2020, la perte exceptionnelle nette de 569 K€ correspond essentiellement à :

- des charges exceptionnelles de restructuration à hauteur de 177 K€ ;
- des charges exceptionnelles sur exercices antérieurs qui correspondent à des acomptes fournisseurs non imputés sur des factures et à des facturations de l'organisme Ecosystem/Recylum suite à des déclarations rétroactives pour le traitement des déchets électriques et électroniques pour les exercices 2017, 2018 et 2019 ;
- une provision de 82 K€ pour les Crédits Impôts Recherche (CIR) des exercices 2014 et 2015 dont une partie a été contestée par l'administration fiscale et qui doit être restituée à l'Etat ;
- diverses provisions pour risque d'exploitation (7 K€) ou dossiers prud'hommaux (9 K€) ;
- des reprises de provision pour 158 K€ pour des risques soldés au cours de l'exercice.

NOTE 26 - Impôts

L'incidence sur le résultat des dispositions fiscales est la suivante :

En K€	31/12/2020	31/12/2019
Impôts sur les bénéfices	230	219
Crédits d'impôt	168	125
Impôts sur les bénéfices	399	345

Compte tenu de la perte de l'exercice, aucune charge d'impôt n'a été comptabilisée au 31 décembre 2020 par la Société. A cette date, la Société dispose de déficits fiscaux cumulés de 45 526 K€ dont 29 271 K€ dans le cadre du régime d'intégration fiscale. Ces déficits peuvent être reportés indéfiniment ; cependant, le montant du déficit pouvant être déduit d'un bénéfice ultérieur est plafonné à un montant de 1 M€ par année, auquel s'ajoute, le cas échéant, 50 % de la fraction du bénéfice excédant 1 M€.

La Société a comptabilisé en 2020 en produits d'impôts l'économie d'impôt générée par ses filiales Procédés Hallier et Lorenz Light Technic dans le cadre de l'intégration fiscale, respectivement pour 153 K€ et 77 K€ et l'ensemble des crédits d'impôt auquel elle est éligible, pour un montant global de 139 K€ (CIR et CII), y compris la régularisation du CIR 2019 (29 K€).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

NOTE 27 - Engagements hors bilan

Dans le cadre de son activité, la Société est amenée à prendre un certain nombre d'engagements. Certains engagements ont fait l'objet de provisions tels que les engagements liés à la garantie produits.

Au 31 décembre 2020, la nature des engagements portés par la Société reste sensiblement identique à celle existant au 31 décembre 2019. Les principaux engagements hors bilan et passifs éventuels sont listés ci-après.

La Direction estime, au mieux de sa connaissance actuelle, qu'il n'existe pas à ce jour d'engagements susceptibles d'avoir un impact significatif sur sa situation financière actuelle ou future, autres que ceux listés ci-dessous.

27.1 Engagements de location

Dans le cadre de la cession d'une partie de son site industriel de Barentin, la Société a pris un engagement ferme de location de 10 ans au travers d'un bail ayant pris effet le 8 avril 2019. Le loyer annuel pour les 2 premières années s'élève à 340 K€ HT, puis à 395 K€ HT pour les 8 années suivantes. Une franchise de loyer de 3 mois a été accordée pour la 2^{ème} année.

Au 31 décembre 2020, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 3 253 K€.

La Société loue des bureaux à Rueil-Malmaison au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 12 avril 2019 pour une durée de neuf ans, avec possibilité de résiliation anticipée à la fin de chaque période triennale moyennant un préavis de 6 mois. Le loyer annuel hors taxes est de 36 K€.

Au 31 décembre 2020, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 46 K€.

La Société loue des bureaux à Lorient au travers d'un bail commercial ayant pris effet le 1^{er} octobre 2019 pour une durée de neuf ans avec possibilité de résiliation anticipée à compter du 1^{er} avril 2020 moyennant un préavis de 6 mois. Le loyer annuel hors taxes est de 5 K€.

Au 31 décembre 2020, les échéances de loyers minima futurs, hors charges de maintenance, au titre de ce bail s'établissent à 2,5 K€.

Enfin, la Société loue des véhicules de fonction principalement affectés à ses effectifs commerciaux dans le cadre de contrats de location simple de durée généralement comprise entre 36 et 48 mois. Les redevances versées en 2020 par la Société dans le cadre de ses contrats se sont établies à 134 K€.

27.2 Engagements pris dans le cadre de la mise en place d'un emprunt bancaire

La Société s'est engagée, à l'occasion de la mise en place d'un emprunt bancaire, à respecter un ensemble de « covenants » développés en note 13. Par ailleurs, pour cet emprunt, la Société a nanti au profit du CIC, 25% du capital de Procédés Hallier. Au 31/12/2020, il reste 380 K€ à rembourser sur cet emprunt destiné à refinancer l'acquisition des titres de la société Confidence et dont le montant initial était de 570 K€.

27.3 Engagements reçus dans le cadre de la cession des titres Citéclaire

Dans le cadre de la cession d'une partie des titres de la société Citéclaire en 2015 et 2016, la Société a reçu dans l'attente du paiement complet du prix de cession le nantissement de l'ensemble des titres cédés.

27.4 Engagements reçus dans le cadre des abandons de créances consentis à la société Citéclair

La Société a consenti des abandons de créances à la société Citéclair portant sur un montant global HT de 562 K€. Une clause de retour à meilleure fortune a été conclue entre les parties et prévoit que Citéclair rembourse progressivement la Société chaque semestre à hauteur de 50% du flux de trésorerie net positif généré sur le semestre courant. Aucun remboursement n'est intervenu au 31 décembre 2020. La clause de meilleure fortune est plafonnée à 332 K€.

27.5 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place des prêts garantis par l'Etat (PGE)

Conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la mise en place des Prêts Garantis par l'Etat, la Société bénéficie au 31 décembre 2020 d'une garantie représentant 90% du montant des emprunts souscrits soit un total de 900 K€.

27.6 Engagements reçus dans le cadre de la mise en place d'une garantie bancaire

La Société a mis en place une garantie bancaire auprès du CIC pour couvrir un marché étranger à hauteur de 26 KCHF, soit 24 K€ convertis à la date de clôture.

Au 31 décembre 2020, la Société ne bénéficiait pas d'autres engagements donnés ou reçus significatifs.

NOTE 28 - Evènement postérieur à la clôture

Le début d'année 2021 reste marqué par l'impact de la crise sanitaire : le secteur tertiaire (bureaux notamment) sur lequel intervient principalement la Société sous la marque Lucibel Pro, devrait rester modérément actif jusqu'à la sortie de la crise sanitaire. A ce jour, la Société a trop peu de visibilité pour chiffrer précisément l'impact des mesures prises par le gouvernement sur l'activité mais elle reste très vigilante sur tous les postes de dépenses afin d'ajuster au mieux sa structure au volume d'activité.

NOTE 29 - Transactions avec les parties liées

29.1 Rémunération des dirigeants et administrateurs

Les principes de rémunération et avantages assimilés alloués au Président du conseil d'administration et au Directeur Général ont été définis respectivement au cours du conseil d'administration du 9 janvier 2020 et du 9 juillet 2020 et ont été revus lors du conseil d'administration du 29 avril 2021, en ce qui concerne l'arrêté des rémunérations variables dues au titre de 2020.

Dans le cadre d'une mission confiée par le Conseil d'administration à l'un des administrateurs, une rémunération exceptionnelle de 10 K€ lui a été versée au cours de l'exercice.

Le montant total des rémunérations au titre des avantages à court terme et avantages en nature versés aux mandataires sociaux et aux organes d'administration par la Société s'est élevé à 360 K€ en 2020 contre 515 K€ en 2019.

100.000 BSPCE ont été attribués aux dirigeants au cours de l'exercice au prix d'exercice de 0,97 €.

Lucibel SA n'a pas mis en place de mécanisme de prime de départ ou d'arrivée pour les mandataires sociaux excepté pour Monsieur Brepson, Directeur Général de Lucibel SA en cas de révocation sans juste motif ou de non renouvellement du mandat à son échéance (50 K€). Il n'existe pas non plus de régime complémentaire de retraite spécifique pour les mandataires sociaux.

29.2 Informations concernant les parties liées et entreprises liées

Le tableau ci-dessous ne présente que les transactions résultant d'une convention règlementée, les autres transactions avec les parties liées ayant été conclues aux conditions normales de marché.

31/12/2020 - En K€, net	Société actionnaire (Etoile Finance)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	-
Charges d'exploitation	(36)

NOTE 30 – Honoraires des Commissaires aux Comptes

Les honoraires des Commissaires aux comptes de la Société pris en charge au cours de l'exercice 2020 s'élèvent à 55 K€ au titre de leur mission.

NOTE 31 - Etat des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

31.1 Créances

31/12/2020 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE			
Créances rattachées à des participations	4 107	4 107	
Prêts	55	6	49
Autres immobilisations financières	117		117
ACTIF CIRCULANT			
Clients douteux ou litigieux	2 447	2 447	
Autres créances clients	353	353	
Personnel et comptes rattachés	1	1	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques	438	438	
Groupe et associés	2 729	1 072	1 657
Avances et acomptes sur commandes fournisseurs	47	47	
Débiteurs divers	859	859	
Charges constatées d'avance	129	129	
TOTAUX	11 283	9 460	1 823

31.2 Dettes

31/12/2020 - en K€	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 522	182	1 235	106
Avances conditionnées	1 142	166	975	
Fournisseurs et comptes rattachés	1 251	1 251		
Personnel et comptes rattachés	231	231		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	770	770		
Etat et autres collectivités publiques	175	175		
Groupe et associés	4 246	4 246		
Autres dettes	106	106		
Produits constatés d'avance	2 033	246	983	805
TOTAUX	11 476	7 373	3 193	910

NOTE 32 - Tableau des filiales et participations

	Capital (en devises locales)	Capitaux propres (i)	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus (K€)		Prêts et Avances (ii) consentis et non encore remboursés (K€)	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires H.T du dernier exercice clos (K€)	Résultat du dernier exercice clos (K€)	Dividendes encaissés par la Société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
1 – Filiales (Plus de 50% du capital détenu)											
Diligent Factory (Chine)	KRMB 4 503	17	100%	500	-		-			-	Chiffres de l'exercice 2018 Société en sommeil
Lucibel Suisse	K CHF 1100	(192)	100%	902	-	14	-			-	Chiffres de l'exercice 2020 Société en cours de liquidation
Cordel	K€ 120	(4 420)	100%	4 205	-		-				Chiffres de l'exercice 2019 Société en cours de liquidation
Lucibel Asia (Chine HK)	KHKS			50							Chiffres de l'exercice 2017 Société en cours de liquidation
Procédés Hallier	K€ 18	4 882	100%	6 533	6 533	(1 334)	-	1 676	407	3 000	Chiffres de l'exercice 2020
Lucibel Africa	KMAD 1 000	(253)	80%	73	-	11	-	118	(97)		Chiffres de l'exercice 2020
Line 5	K€ 10	(721)	100%	10	-	922	-	802	(47)		Chiffres de l'exercice 2020 Au 31 décembre 2020 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 615
Lorenz	K€ 20	1 708	100%	1 481	1 481	(1.255)	-	1 733	181		Chiffres de l'exercice 2020
2 – Participations (10% à 50% du capital détenu)											
SLMS	K€ 500	(357)	50%	250	-	106	-	0	155		Chiffres de l'exercice 2020 Au 31 décembre 2020 les provisions sur prêts et avances s'élèvent à K€ 106
Citéclaire	K€ 100		20%	24	-	-	-				Chiffres 2020 non disponibles
Lucibel Middle East	KAED 100	(1 500)	40%	8	-	29	-	438	(0)		Chiffres de l'exercice 2020

(i) Y compris résultat de l'exercice

(ii) Y compris le cas échéant, les comptes courants et débiteurs divers

LUCIBEL SA

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes consolidés

LUCIBEL SA

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 2 807 269 €
Parc d'Activités du Hoquet
101 Allée des Vergers
76360 BARENTIN

Exercice clos le 31 décembre 2020

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile France et membre de la Compagnie
régionale de Versailles et du Centre
RCS Nanterre B 632 013 843
29 rue du Pont
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

LUCIBEL SA

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée générale de la société LUCIBEL SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société LUCIBEL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de cet exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité de l'exploitation » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité de l'exploitation retenue pour l'établissement des comptes consolidés. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à apprécier que l'annexe donne une information appropriée.

Votre groupe estime la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée selon les modalités décrites dans les paragraphes « Jugement et recours à des estimations », « Regroupements d'entreprises » et « Immobilisations incorporelles » de la note 1 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons examiné les modalités de détermination de la valeur recouvrable de ces actifs ainsi que les hypothèses et estimations retenues, et l'information fournie dans les notes 16 et 17 de l'annexe des comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Neuilly-Sur-Seine, le 29 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Christophe Bonte
Associé

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

LUCIBEL SA

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 2 807 269 €
Parc d'Activités du Hoquet
101 Allée des Vergers
76360 BARENTIN

Exercice clos le 31 décembre 2020

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile France et membre
de la Compagnie régionale de Versailles
RCS Nanterre B 632 013 843
29 rue du Pont
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

LUCIBEL SA

Exercice clos le 31 décembre 2020

Aux actionnaires de la société LUCIBEL SA

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société LUCIBEL SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Le paragraphe « Financement et continuité d'exploitation » de la note « Généralités » de l'annexe des comptes annuels précise les éléments qui ont été pris en considération par la société pour apprécier le caractère approprié de la convention de continuité d'exploitation retenue pour l'établissement des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à examiner les éléments qui nous ont été communiqués à ce jour, et dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre société, à vérifier que l'annexe donne une information appropriée.

Les méthodes retenues pour l'évaluation des titres de participation et des créances rattachées figurent dans le paragraphe 1.4 de la note 1 de l'annexe des comptes annuels et l'application qui en résulte est détaillée dans la note 5 « Immobilisations financières » de l'annexe des comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les approches et les hypothèses retenues par la société au regard notamment des décisions prises par la direction et de ses plans d'actions et à réaliser des tests sur les calculs effectués par votre société.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : le rapport de gestion n'inclut pas les informations relatives au nombre de factures reçues ou émises non réglées à la date de clôture tel que prévu par cet article.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Christophe Bonte
Associé

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées

LUCIBEL SA

Société Anonyme à Conseil d'Administration
au capital de 2 807 269 €
Parc d'Activités du Hoquet
101 Allée des Vergers
76360 BARENTIN

Exercice clos le 31 décembre 2020

Grant Thornton

SAS d'Expertise Comptable et
de Commissariat aux Comptes
au capital de 2 297 184 €
inscrite au tableau de l'Ordre de la région
Paris Ile France et membre de la Compagnie
régionale de Versailles et du Centre
RCS Nanterre B 632 013 843
29 rue du Pont
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Société LUCIBEL SA

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

Aux actionnaires,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-31 du code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'assemblée générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

1. Conventions soumises à l'approbation de l'assemblée générale

En application de l'article L. 225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes conclues au cours de l'exercice écoulé qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

1.1 Convention avec Madame Catherine COULOMB

Personne concernée

Madame Catherine Coulomb, administratrice de votre Société.

Nature et objet

Rémunération exceptionnelle versée à un administrateur.

Modalités

Le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 14 mai 2020 a décidé de verser une rémunération exceptionnelle à Madame Catherine Coulomb dont l'intervention a été déterminante pour faciliter les échanges au sein du Conseil sur la situation de Cordel et pour éviter une crise de gouvernance. Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes versé par la Société à Madame Catherine Coulomb le 29 septembre 2020 s'est élevé à 10 000 €, auquel s'ajoute 20% au titre du forfait social soit 2 000 €, ce montant ayant été provisionné dans les comptes de la Société au 31 décembre 2020.

1.2 Convention avec ELEMIC2 Conseil

Personne concernée

Madame Catherine Coulomb, administratrice de votre Société et Présidente de ELEMIC2 Conseil.

Nature et objet

Convention de prestations de service.

Modalités

Le Conseil d'administration de la Société, réuni en date du 15 décembre 2020 a décidé de confier à la société ELEMIC2 Conseil, dont Madame Catherine Coulomb est la Présidente, une mission d'audit de l'organisation de la force commerciale de la Société.

Le motif retenu par le Conseil d'administration, justifiant de l'intérêt de cette convention pour la Société est une connaissance approfondie du contexte et des enjeux de la Société dont dispose Madame Catherine Coulomb en tant qu'administratrice de la Société depuis plus de 7 ans. Madame Catherine Coulomb bénéficie également d'une expertise reconnue en matière de conduite d'audit organisationnel, qu'elle exerce dans le cadre de sa société ELEMIC2 Conseil.

Dans le cadre de cette convention, le Conseil a donné son accord pour la réalisation de cette prestation pour un montant total hors taxes de 13 000 €, dont 2 000 € ont été provisionnés dans les comptes de la Société au titre de l'exercice 2020.

2. Conventions déjà approuvées par l'assemblée générale

En application de l'article R. 225-30 du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, déjà approuvées par l'assemblée générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

2.1 Avec la société Etoile Finance**Mandataire concerné**

Monsieur Frédéric Granotier, Président du Conseil d'administration de votre Société et Gérant de la société Etoile Finance.

Nature et objet

Fourniture de prestations de conseils par la société Etoile Finance.

Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce et modalités

Votre Conseil d'administration a examiné dans sa séance du 9 janvier 2020, la poursuite de la convention conclue avec Etoile Finance dont l'objet est rappelé ci-dessus. Il a conclu à la poursuite de cette convention pour 2020 en modifiant les conditions financières par rapport à la convention conclue en 2019. Ainsi, la rémunération mensuelle perçue par la société Etoile Finance a été fixée à 3 000 € hors taxes. Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes des prestations de services de la société Etoile Finance comptabilisées en charges par votre Société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est élevé à 36 000 €.

2.2 Avec la société Schneider Lucibel Managed Services (« SLMS »)**Mandataire concerné**

Frédéric Granotier, Président du Conseil d'administration de votre Société et membre du Conseil d'administration de SLMS.

Nature et objet

Convention d'avance en compte courant.

Réexamen en application de l'article L.225-40-1 du code de commerce

Votre Conseil d'administration, réuni en date du 8 avril 2021 a constaté la poursuite de cette convention d'avance en compte courant portant sur un montant 100 000 € versée au premier trimestre 2017.

Modalités

L'avance consentie étant productive d'un intérêt annuel calculé suivant le taux moyen mensuel de l'Euribor 3 mois, tel que publié par la Fédération Bancaire Européenne, augmenté d'une marge de 2%. Dans le cadre de cette convention, le montant total hors taxes facturé par votre Société à SLMS sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 s'est élevé à 2 367,37 € (y compris le rattrapage des intérêts du 2nd semestre 2019 qui n'avaient pas été comptabilisés pour un montant hors taxes de 828,55€). Le montant de l'avance SLMS au 31 décembre 2020 dans les comptes de votre Société s'élève à 105 936,61 €, l'ensemble des intérêts dus par SLMS ayant été capitalisés.

Neuilly-sur-Seine, le 29 avril 2021

Le Commissaire aux comptes

Grant Thornton

Membre français de Grant Thornton International



Christophe Bonte
Associé